

« C'est plus grave que ce qu'on vous dit ... mais on peut s'en sortir »

Poser d'abord les bons diagnostics :

Les causes principales du chômage de masse, des dettes publiques et de la crise

Le collectif Roosevelt propose « 15 mesures à appliquer d'urgence pour éviter l'effondrement et créer 2 millions d'emplois en 5 ans »

Formation collectif Roosevelt à Lyon les 17 novembre et 15 décembre 2012

André Martin (Lyon) - andre.martin69@orange.fr

animateur du site <http://www.retraites-enjeux-debats.org/> ...

une boîte à outils pour comprendre la dette, le chômage de masse, la crise, les retraites

Les messages du collectif Roosevelt

- « La crise est plus grave que ce qu'on vous dit ... mais il y a des solutions »
- « L'une des principales causes de la crise c'est le chômage de masse non résolu depuis 30 ans ... Les 2 autres étant la dérégulation financière (mondialisation/titrisation/spéculation) et l'explosion des inégalités »
- « Faut donc s'attaquer en priorité au chômage de masse et à la précarité »

... sinon spirale infernale

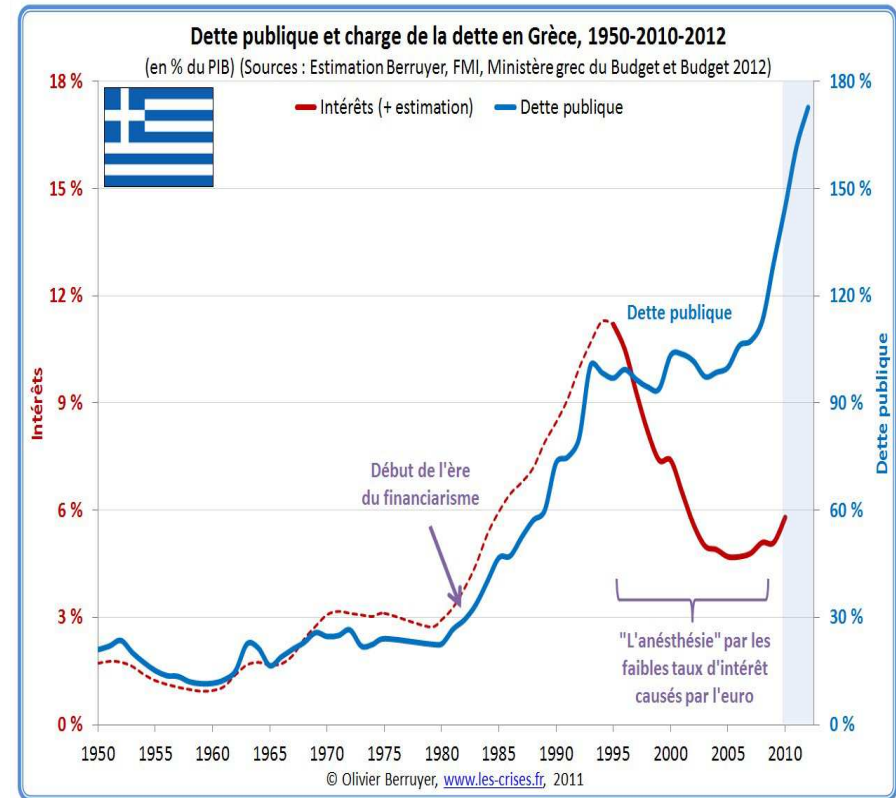
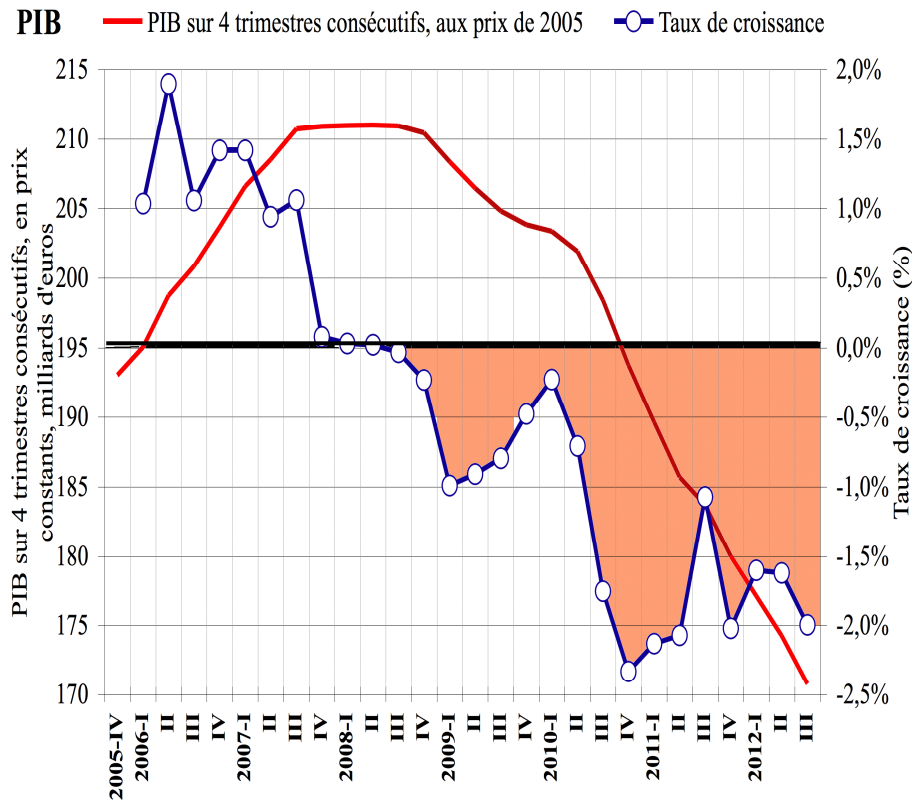
dette → austérité → récession → chômage → dette →

Même le FMI le reconnaît enfin : lire « Crise : le double langage du FMI » - article Mediapart sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article881>

- « Compter sur la croissance c'est irresponsable »

La spirale infernale de l'austérité

dette → austérité → récession → chômage → dette →



Dettes de la Grèce en % du PIB : 107% en 2007, 127% en 2009, 143% en 2010, 170% en 2012 ! ... Taux de suicides + 100 % !

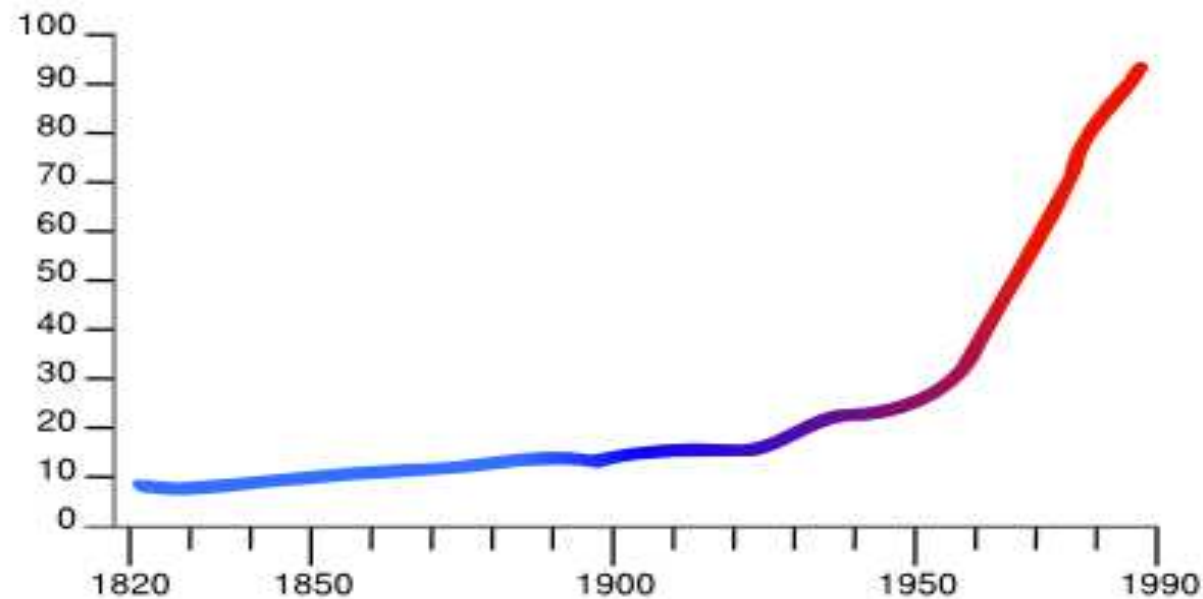
Le chômage de masse et ses principales causes

La productivité en France depuis 1820 (PIB par actif occupé)

La productivité en France depuis 1820

Source : Insee. Deux siècles de travail en France.

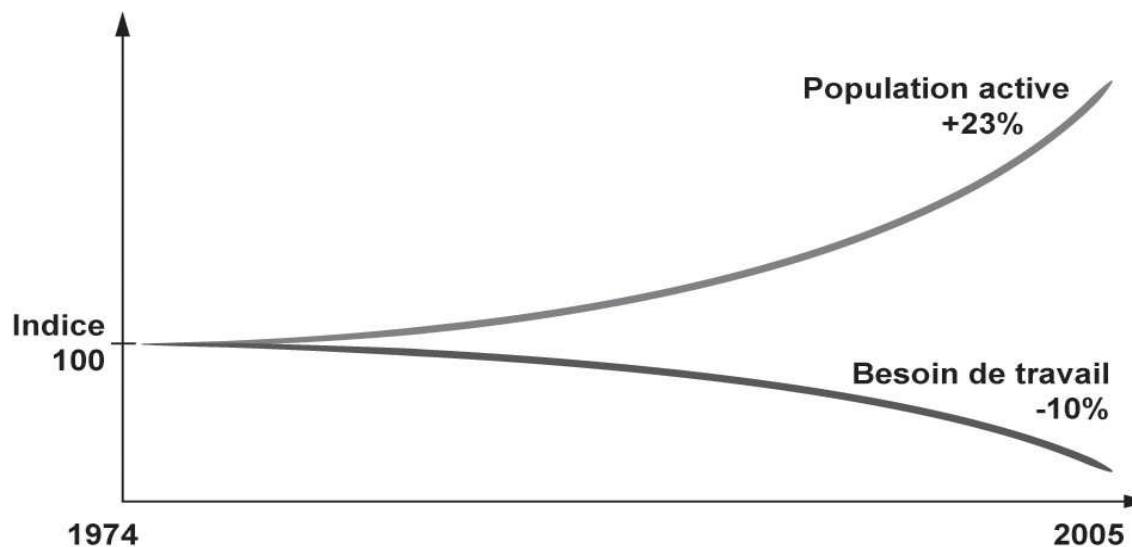
PIB par actif occupé



le Kairōs.fr

Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrouturnou - octobre 2007

Le besoin de travail



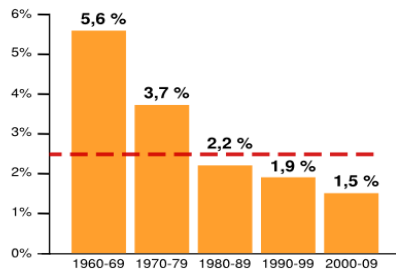
« En 30 ans, **l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins**. Depuis 1974, le total des heures travaillées, tous secteurs confondus, est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards. (Source : Insee)

Dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 millions de personnes. **Le travail nécessaire à l'économie a donc baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail. Cet écart est la principale explication du chômage de masse. »**

Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrouturnou – Octobre 2007

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.

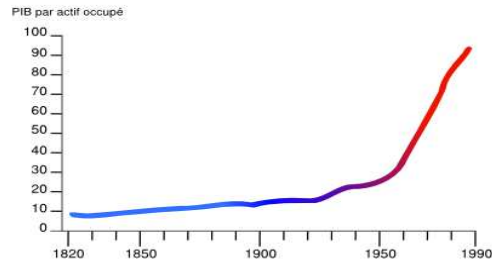


Kairos fr

croissance

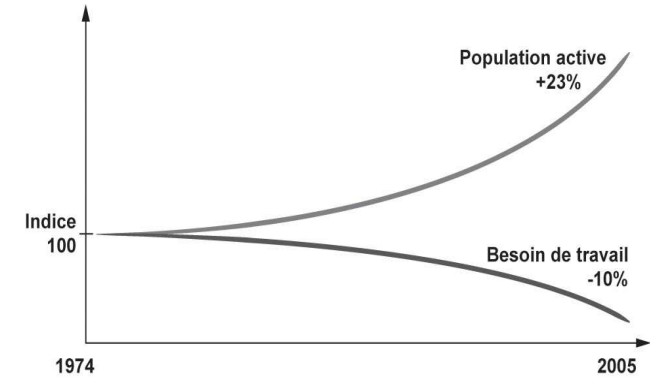
La productivité en France depuis 1820

Source : Insee. Deux siècles de travail en France.



Kairos fr

productivité

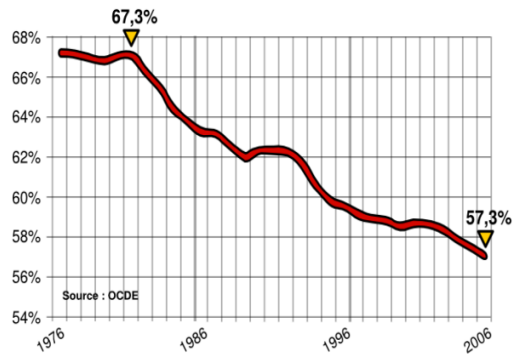


besoin de travail

Forte augmentation du chômage de masse depuis le début des années 80

Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises

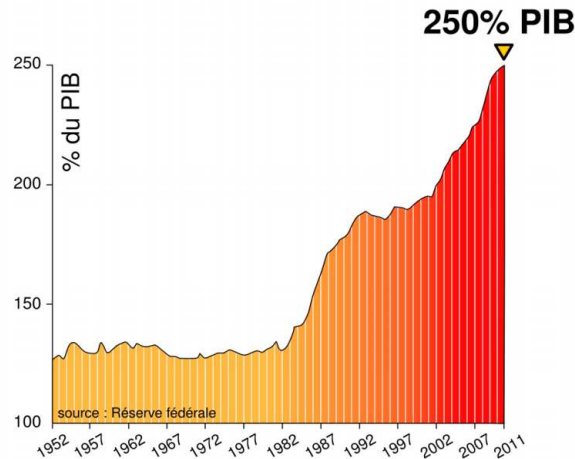
OCDE - 15*



* Allemagne, Suède, Etats-Unis, Japon, Royaume Uni, Danemark, Italie, Espagne, France, Pays-Bas, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce et Irlande.

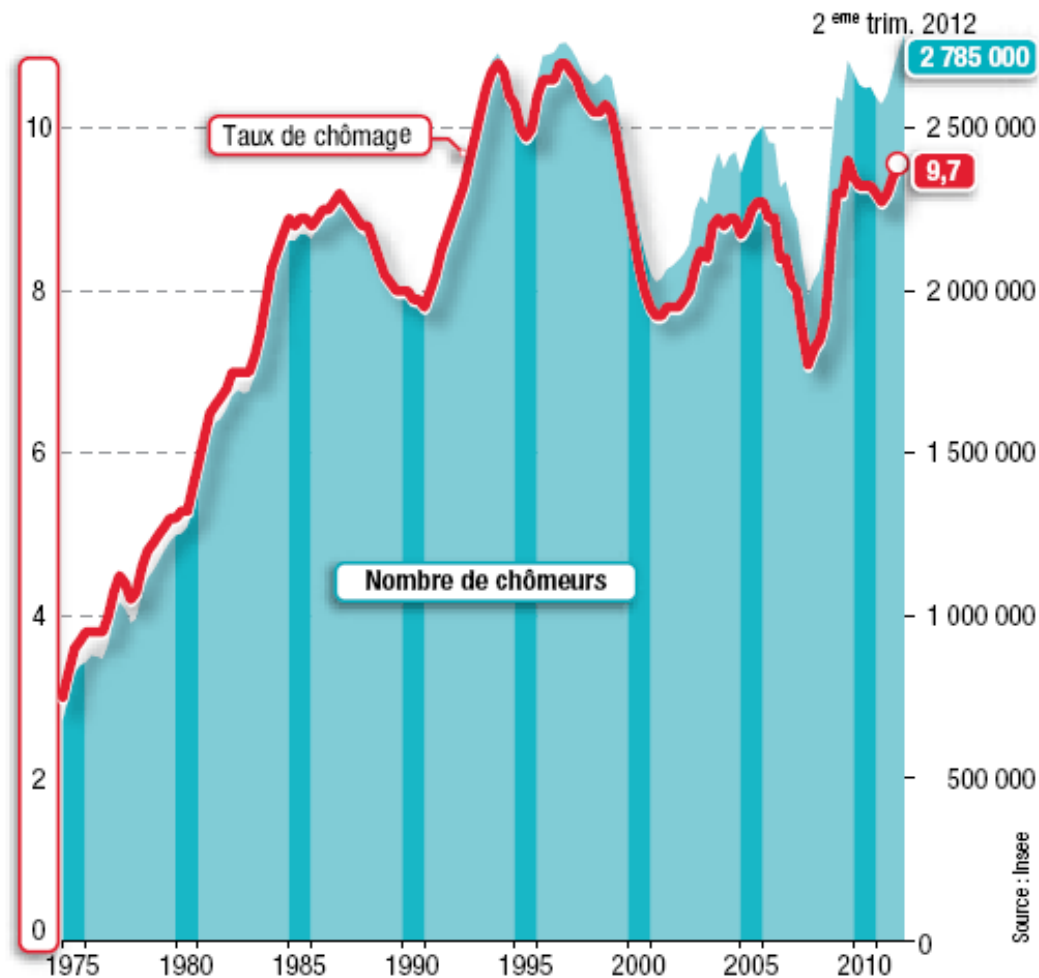
Dette totale aux Etats-Unis depuis 1952

(hors dette du secteur financier)



quand la bulle immobilière a commencé à se dégonfler ...

crise des subprime, crise financière, économique, sociale, ...



Chômage au sens du BIT en France métropolitaine, en nombre et en % de la population active

En mai 2012 l'UNEDIC annonçait « le chômage va augmenter de 417 000 d'ici fin 2013 »

Source http://www.alternatives-economiques.fr/chomage--le-record-de-1997-a-ete-battu_fr_art_1164_60327.html

Un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus)

1° qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence,

2° qui est disponible pour travailler dans les deux semaines

3° qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Ce nombre diffère de celui des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A à Pôle emploi (2 987 100)

Les différentes catégories de demandeurs d'emploi

Depuis février 2009 les catégories 1,2,3,4,5,6,7,8 ont été remplacées par les catégories A,B,C,D,E ... ce qui ne change en rien la magouille des chiffres du chômage puisque seule la catégorie A est comptée.

Catégorie A : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi (cherchant un emploi à plein temps et à durée indéterminée (CDI))

Catégorie B : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (cherchant un CDI à temps partiel)

Catégorie C : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (cherchant un emploi à durée déterminée (CDD), temporaire ou saisonnier)

Catégorie D : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi pour diverses raisons (stage, formation, maladie, etc.), sans emploi

Catégorie E : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés)

source <http://www.chomiste-land.com/lesvraischiffreschomage.htm>

Les chiffres actualisés des différentes catégories de demandeurs d'emploi

	Juillet 2012	Août 2012	Septembre 2012
WWW.CHOMISTE-LAND.COM			
Catégorie A (Chômeurs officiels)	2 987 100	3 011 000	3 057 900
Catégorie B	600 100	600 100	598 900
Catégorie C	866 600	883 500	858 700
Catégorie D	235 000	237 600	248 500
Catégorie E	362 000	358 300	355 800
TOTAL (Chômeurs réels)	5 050 800	5 090 500	5 119 800

Source : <http://www.chomiste-land.com/lesvraischiffreschomage.htm>

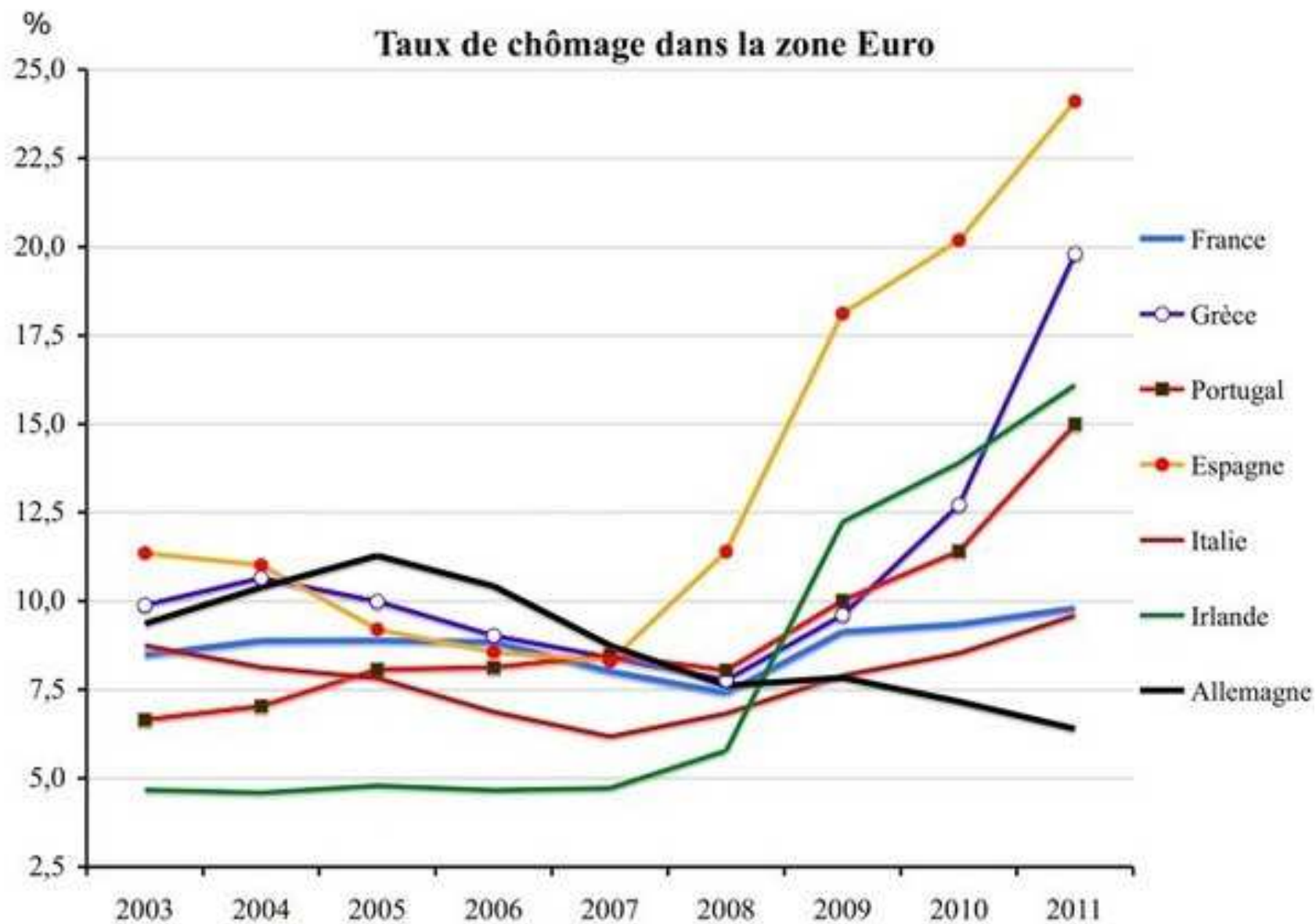
... qui puise ces chiffres sur <http://www.travail.gouv.fr/>

« Et nous ne comptons pas :

==> Les séniors de + de 55 ans,

==> Les quatre départements français d'outre-mer (Réunion, Guadeloupe, Martinique et Guyane),

Ce qui fait pas mal de personnes non comptées dans le calcul du chiffre du chômage »



En pourcentage de la population active. Source OCDE

Chômage record dans la Zone euro

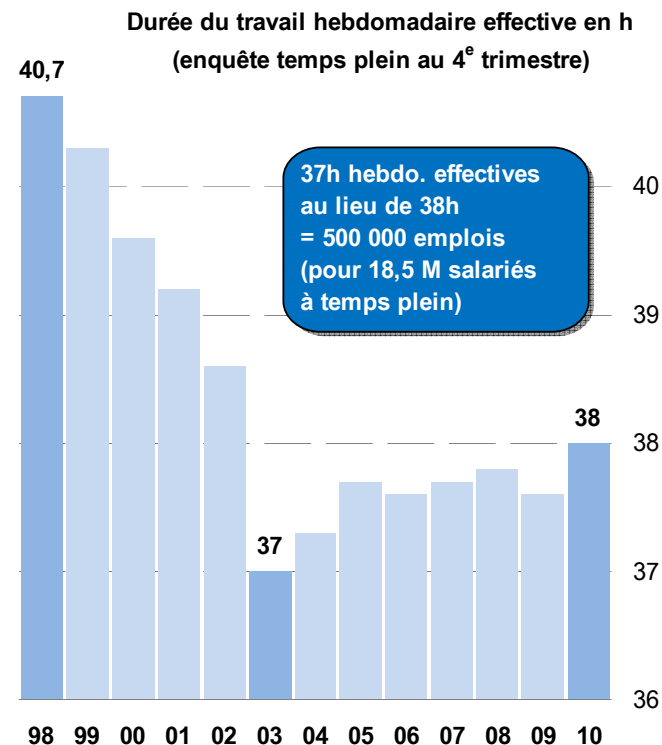
Taux de chômage des pays de la zone euro en août 2012,
en % de la population active



Depuis 2002 : beaucoup de « réformes » ont aggravé le chômage

- 6 lois pour démanteler l'essentiel de la loi Aubry sur la réduction du temps de travail qui avait permis de créer 400 000 emplois
- Incitation aux heures supplémentaires en les exonérant d'impôt et de cotisations
- Deux millions de salariés corvéables à merci, à cause du contrat de travail en jours

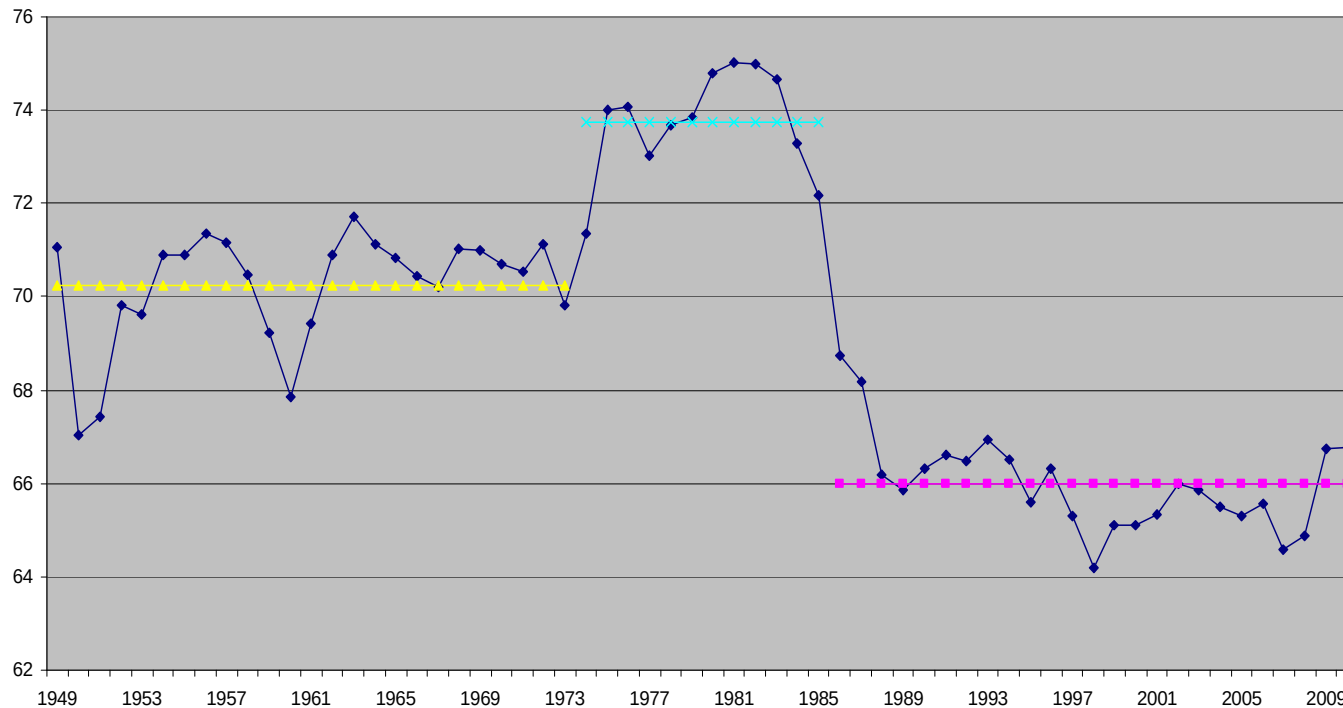
<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article525>



- Dérégulation totale du cumul emploi retraite. Depuis janvier 2009, tout salarié peut cumuler, sans limite de revenus, une retraite à taux plein et un salaire à temps complet ou partiel
- Report à 62 ans de l'âge légal de la retraite et à 67 ans de celui donnant droit à une retraite à taux plein

Le chômage de masse a conduit à une baisse importante de la part des salaires rapportée au PIB

Part de la rémunération des salariés dans la Valeur ajoutée des sociétés non financières (en %)



Le décrochage de la part des salaires dans le PIB est intervenu dans la période 1982- 1990

...

bien avant les 2 lois sur la réduction du temps de travail votées en 1997 et 1999 !

Le chômage de masse et l'augmentation de la précarité ont instauré un rapport de force défavorable aux salariés. Cela a conduit à une **forte baisse de la part des salaires** dans le PIB et une **forte augmentation de la part des dividendes** versés aux actionnaires ... qui sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007

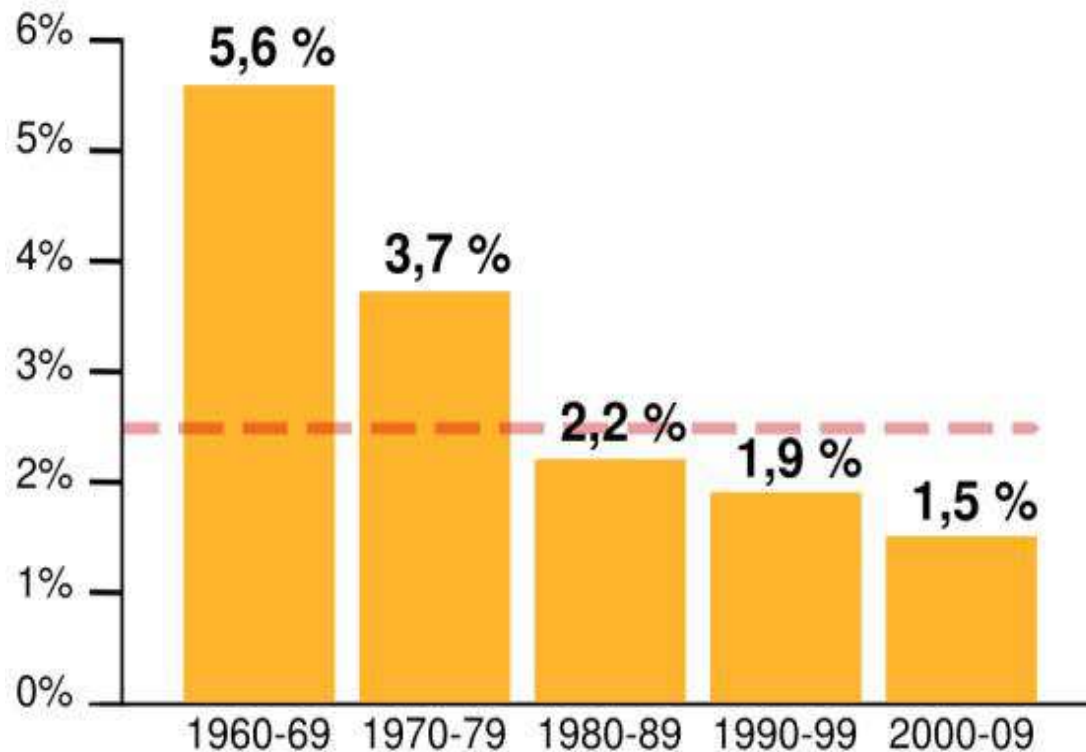
Peut-on compter sur la
croissance ?

Plus on attend la croissance,
plus il y a de petits boulots, de petites retraites,
et la croissance diminue encore...



La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.



Source : « Le livre noir du libéralisme » – Pierre Larrouturnou ... actualisée

Ces taux de croissance annuels moyennés par décennie montrent qu'au cours des 30 dernières années aucun gouvernement n'a réussi à maintenir dans la durée un taux de croissance supérieur aux gains de productivité. Alors que c'est la condition indispensable, **à défaut de réduction du temps de travail**, pour faire baisser le chômage.

Pire : sans l'augmentation continue de l'endettement des ménages, la croissance aurait été nulle depuis 10 ans dans la zone euro !

Explications de cette baisse continue de la croissance depuis 4 décennies ??

Voir le livre de **Jean Gadrey « Adieu à la croissance » – octobre 2010**



Août 2009

« La croissance, c'est foutu foutu »

Prévisions de croissance de l'OFCE, octobre 2012

Taux de croissance annuel du PIB, en %

	2011	2012	2013
Zone euro	1,5	-0,5	-0,1
Allemagne	3,1	0,8	0,6
France	1,7	0,1	0,0
Italie	0,5	-2,4	-1,1
Espagne	0,4	-1,4	-1,2
Pays-Bas	1,1	-0,2	0,3
Belgique	1,8	-0,1	0,9
Finlande	2,8	0,8	1,1
Autriche	2,7	1,0	0,5
Portugal	-1,7	-2,8	-1,2
Grèce	-6,2	-6,2	-3,7
Irlande	0,8	-0,4	-0,1
Royaume-Uni	0,9	-0,4	0,3
États-Unis	1,8	2,2	0,9
Japon	-0,7	2,4	1,3

Sources : comptabilités nationales, prévision OFCE octobre 2012.

Après les effets de la relance de 2009, la zone euro replonge dans la récession depuis fin 2011.

Selon l'OFCE, quand les dépenses publiques baissent de 10 milliards, le PIB se contracte de 16 milliards.

L'effet "multiplicateur" de la réduction des dépenses publiques est égal à 1,6 ... En sous-estimant les multiplicateurs budgétaires, les gouvernements européens ont cru pouvoir rétablir rapidement et sans dommage l'équilibre de leurs finances publiques.

Plus on réduit les dépenses, plus le ratio déficit/PIB augmente !

Les seuls pays de la zone euro à éviter une franche récession en 2013 seraient Finlande, Belgique, l'Allemagne, Autriche et Pays-Bas.

Heureusement que Hollande a obtenu qu'un volet croissance soit ajouté au TSCG !

Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/2012/10/20/la-croissance-cest-foutu-foutu/#more-617>

Pourquoi une croissance suffisante pour éradiquer le chômage ne reviendra pas ? (éléments de réponses)

Une croissance continue sur le long terme est impossible dans un monde fini, car une croissance continue signifie, au sens mathématique du terme, **une augmentation exponentielle**, comme le montre le tableau ci-dessous.

Les dirigeants politiques et économiques ne veulent toujours pas tirer les conséquences d'une telle évidence !

avec un taux de croissance annuel de	en 30 ans le PIB serait multiplié par	en 50 ans le PIB serait multiplié par	en 100 ans le PIB serait multiplié par
1%	1,3	1,6	2,7
3%	2,4	4,4	19
5%	4,3	11,5	132
8%	10,1	46,9	2200

Pourquoi une croissance suffisante pour éradiquer le chômage ne reviendra pas (suite) ?

- « Avant même la crise des subprimes, il était difficile de croire que la croissance suffirait pour sortir du chômage de masse. Mais, après la crise des subprimes, miser sur le retour d'une croissance forte est totalement irréaliste. Comme le dit Xavier Timbeau de l'OFCE, "le scénario le plus optimiste est un scénario à la japonaise". Depuis qu'a éclaté la bulle, en 1991, la croissance du Japon n'est que de 0,7 % en moyenne. » (motion Hessel, Larrouturnou)
- « Sans une augmentation continue de la dette des ménages, la croissance aurait été nulle depuis 10 ans dans la zone euro » - Patrick Artus (responsable des études économiques chez Natixis)
- En 2011 aux USA pour augmenter de 1% le PIB par tête la dette publique a augmenté de 10%.

• **« La croissance mondiale va s'arrêter »** - par Stéphane Foucart et Hervé Kempf – mai 2012 - sur http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/25/la-croissance-mondiale-va-s-arreter_1707352_3244.html

« Adieu à la croissance » livre de Jean Gadrey – octobre 2010

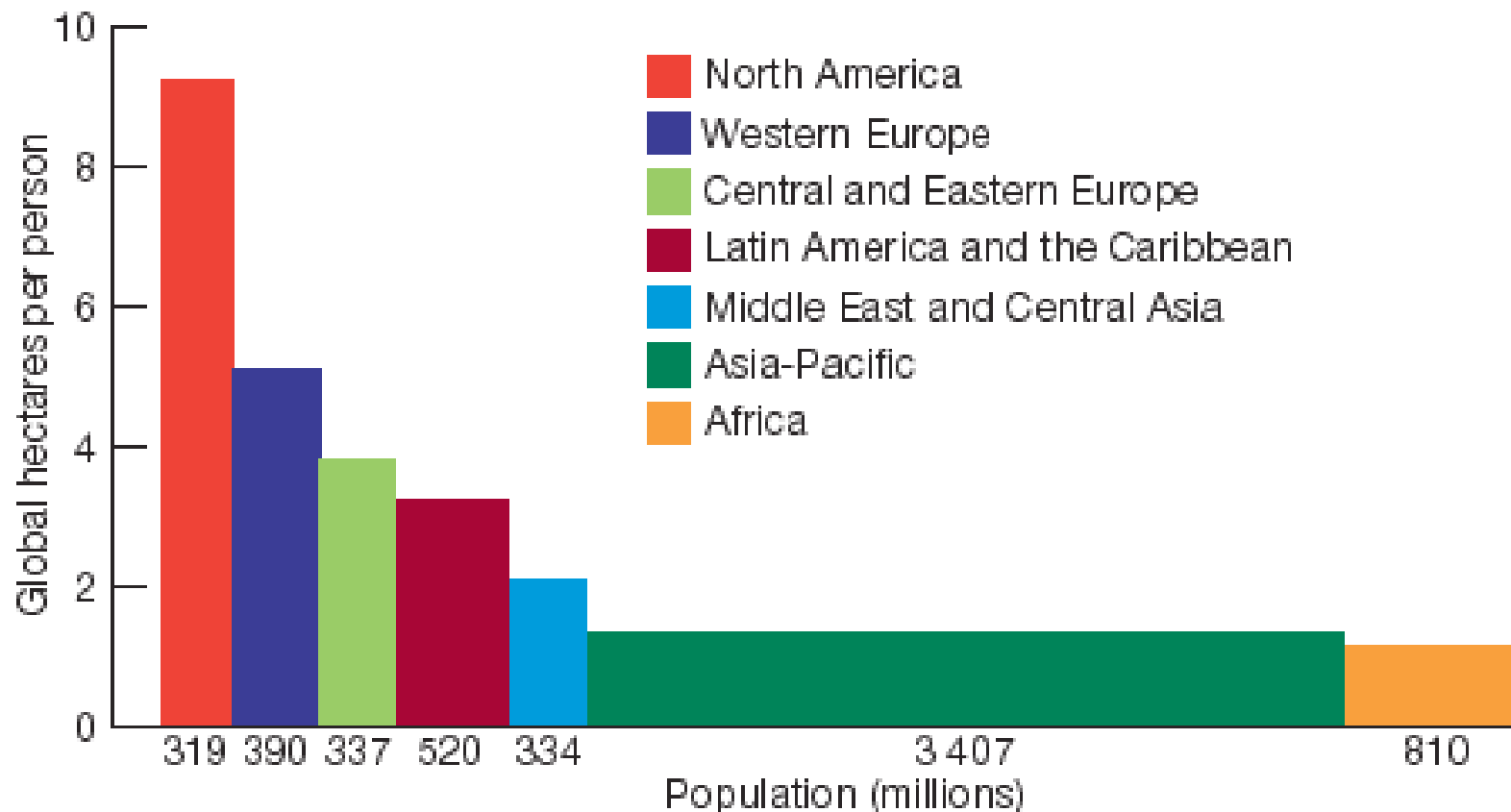
« La croissance : un remède à tous les maux ! Telle est la doxa depuis des décennies. La solution pour réduire le chômage ? La croissance ! Régler le problème des retraites ? La croissance ! Idem pour la dette publique, les inégalités ou la faim dans le monde. Et la crise écologique ? Eh bien... la croissance – mais « verte » !

Ce livre défend une thèse opposée : la croissance n'est pas la solution, c'est un problème. Elle est aujourd'hui devenue un facteur de crise, une menace pour la planète et un obstacle au progrès. L'homme qui affirme cela n'est pas un aimable farfêlu, mais un économiste des plus sérieux. Il ne prône pas l'austérité punitive mais une société qui privilégie le « mieux être » sur le « plus avoir ». Et souligne que l'équation croissance = emploi est désormais caduque, démontrant, a contrario, qu'une baisse de productivité peut résorber le chômage par la création d'emplois de la « durabilité ».

Voir résumé du livre sur <http://livre.fnac.com/a4010125/Jean-Gadrey-Adieu-a-la-croissance#ficheResume>

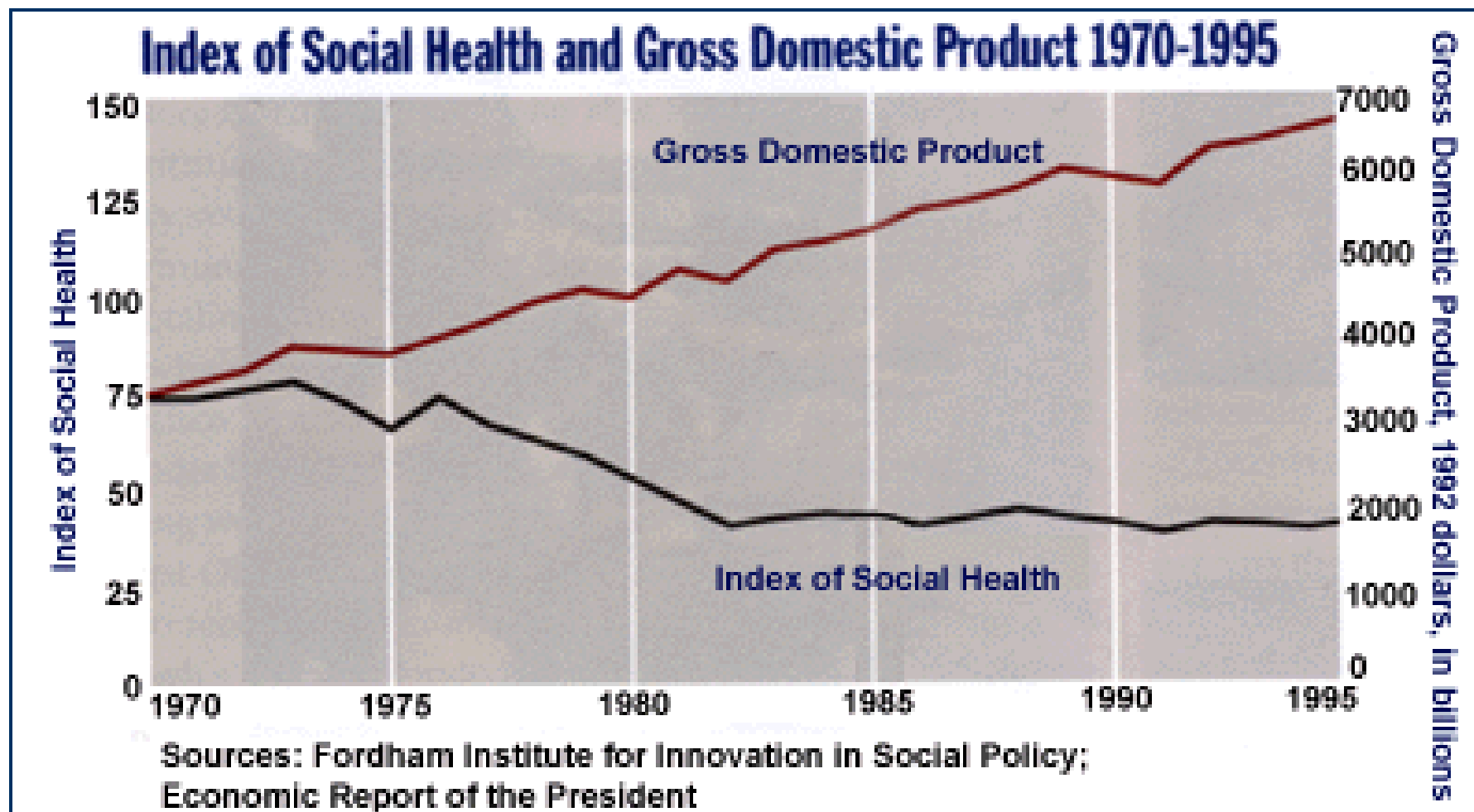
Les effets écologiques de nos modes de croissance
Empreinte écologique (ici nombre d'hectares par personne)

Fig. 17: **ECOLOGICAL FOOTPRINT BY REGION,**
2001



Voir définition de l'empreinte écologique sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Empreinte_%C3%A9cologique

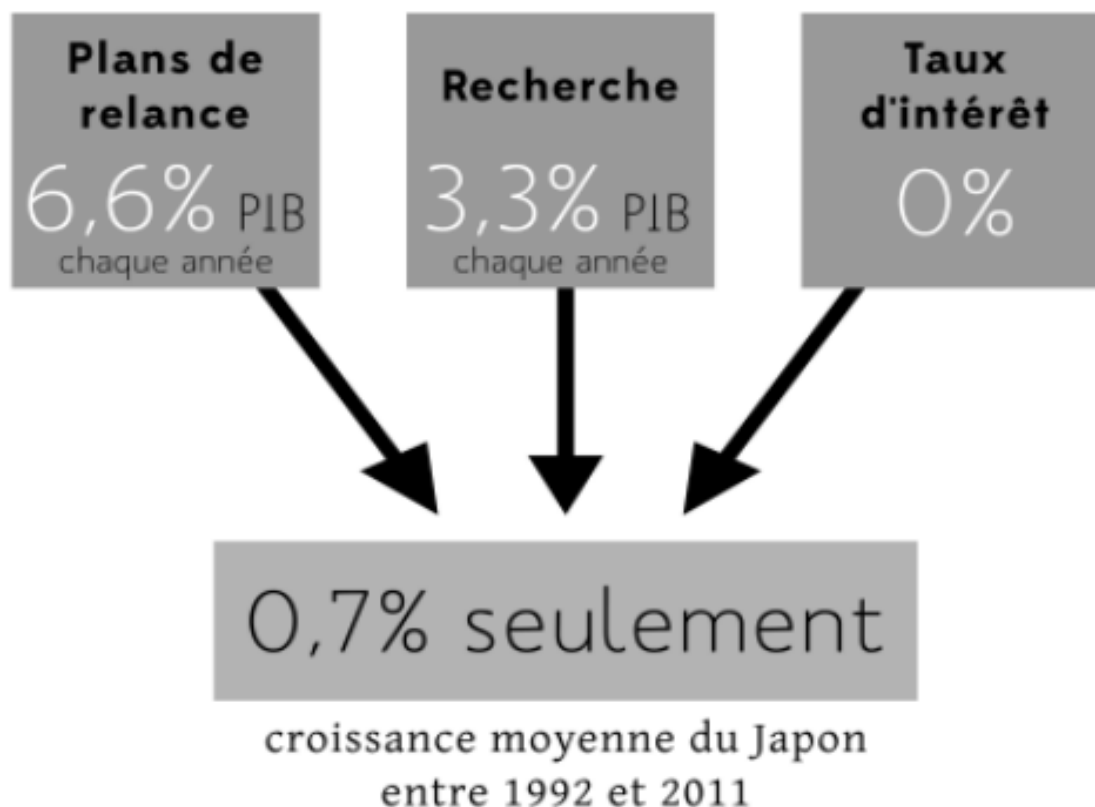
Evolutions de l'indice de santé sociale et du PIB (Gross Domestic Product)



Voir la définition de l'indice de santé sociale sur
http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_sant%C3%A9_sociale

Sans un autre partage
du temps de travail le
chômage va exploser

Les 3 scénarios de sortie de crise



Pour la France,
le scénario de
sortie de crise
le plus
optimiste est un
scénario à la
japonaise

Pourquoi un autre partage du temps de travail est indispensable ?

- Le chômage de masse n'est rien d'autre qu'une répartition imposée du temps de travail, entre ceux qui se ruinent la santé au travail et ceux qui n'ont pas d'emploi, ou seulement des petits boulots précaires
- Avec la « croissance molle à la japonaise » qui s'annonce pour les 10 ou 20 ans à venir, sans un autre partage du temps de travail, on va vers un doublement du taux de chômage, soit 4 millions de chômeurs supplémentaires en France !
- La RTT négociée dans le cadre des lois Aubry a permis de créer 400 000 emplois ... On aurait pu faire beaucoup mieux (voir livre de Pierre Larrouturnou « 35 heures, le double piège » publié en 1998)
- Dans son livre « Les moyens d'en sortir », Michel Rocard expliquait en 1996
« L'inexorable montée du chômage démontre l'inefficacité de toutes les techniques utilisées pour le combattre ... On ne luttera efficacement contre le chômage massif que par la réduction massive du temps de travail. Toute la question est : comment faire ? » ... et en 2010 *« On peut définir le chômage comme étant la différence entre l'absence de réduction de la durée du travail et les gains de productivité ... »*
- Tous les pays ont réduit le temps de travail ... contrairement à ce que certains dirigeants politiques sans scrupules répètent depuis 10 ans

Durée du travail, réalité et idéologie

Pays	Nombre moyen d'heures effectivement travaillées par semaine T3 2008	Taux d'emploi des 15-64 ans T3 2008
Pays-Bas	33,0	76,5 %
Norvège (hors UE)	35,9	77,3 %
Royaume-Uni	36,4	71,4 %
Danemark	36,5	77,1 %
Allemagne	36,7	69,9 %
Suède	37,2	75,7 %
Irlande	37,6	69,9 %
France	37,9	65,3 %
Finlande	38,7	71,7 %

« Eurostat, l'organisme statistique de la commission européenne, fournit les éléments sur la durée réelle du travail dans l'ensemble des pays européens. « Le nombre d'heures effectivement travaillées au troisième trimestre 2007, tous emplois confondus, se situe à 38,5 pour l'Europe et 37,9 pour la zone Euro. Tous les pays, à l'exception de la Finlande, considérés comme « ayant libéré leur marché du travail et donc dynamiques », et avec un taux d'emploi supérieur au notre, ont une durée moyenne du travail inférieure à celle de la France. »

Source « Durée du travail, réalité et idéologie » - Thierry Ternisien d'Ouille – juin 2008

<http://tto45.blog.lemonde.fr/files/2011/01/duree-du-travail-realite-et-ideologie.1294164979.pdf>

Les 3 grandes catégories de mesures contre le chômage

Catégorie 1 : toutes les mesures déjà mises en œuvre depuis 20 ans

- celles destinées à booster la croissance
- celles destinées à baisser le coût du travail
- celles destinées à améliorer la formation professionnelle
- tous les systèmes d'aides ou d'incitation : aides à la création d'entreprise, à la recherche, aux PME, aux filières d'avenir (économies d'énergie, reconversion énergétique, économie numérique, économie de la connaissance ...)

Catégorie 2 : toutes les « nouvelles » mesures proposées qui seront difficiles à mettre en œuvre

- celles destinées à restreindre les délocalisations, à encourager le produire en France, à taxer les produits importés de pays ne respectant pas des normes sociales et environnementales minimales, ...
- celles destinées à renforcer la coopération européenne, à faire baisser l'euro surévalué, ...
- celles destinées à mettre au pas la finance et la spéculation, à supprimer les paradis fiscaux ...

Catégorie 3 : les mesures de solidarité permettant de proposer un emploi à toute personne ayant besoin d'un salaire pour vivre

- celles de nature à inciter très fortement les entreprises à un autre partage du temps de travail

Les mesures de partage négocié du temps de travail ne peuvent pas être comparées aux autres. Tout simplement parce qu'elles se justifient « tant et aussi longtemps » que les mesures des catégories 1 et 2 n'auront pas permis d'éradiquer le chômage de masse. D'où le qualificatif spécifique de mesures de « solidarité ».

Quelques analyses récentes sur la nécessité d'un autre partage du temps de travail

« La gauche doit reparler fièrement du temps de travail » - Pierre Larrouturnou - octobre 2012
http://www.liberation.fr/politiques/2012/10/30/larrouturnou-la-gauche-doit-reparler-fierement-du-temps-de-travail_857028

« Plaidoyer pour la semaine des 32 heures » - Yves Besançon - novembre 2012
<http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-besancon/051112/plaidoyer-pour-la-semaine-des-32-heures#comments>

« La RTT n'a pas, comme on continue à l'entendre partout, dégradé la valeur travail » - Dominique Meda - http://www.liberation.fr/economie/2012/10/30/la-rtt-n-a-pas-comme-on-continue-a-l-entendre-partout-degrade-la-valeur-travail_857183

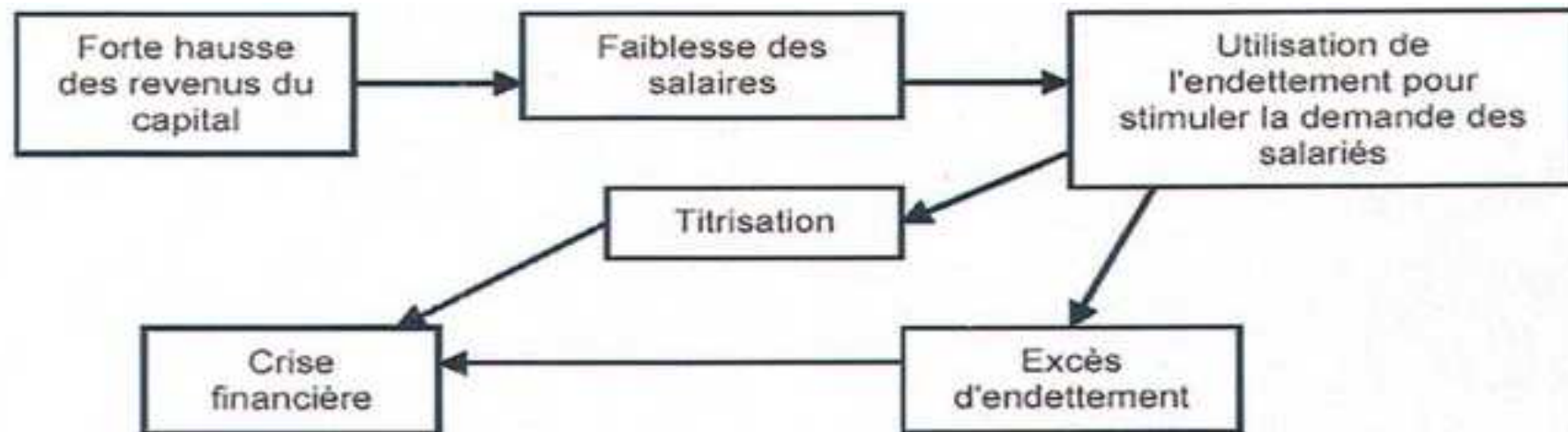
« Sarkozy, Hollande et le chômage de masse »
<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article912>

« Partager le travail...relire Rocard 15 ans après! » - août 2012
<http://alternatives-economiques.fr/blogs/godard/2012/08/20/partager-le-travailrelire-rocard-15-ans-apres/>

« 35 heures : le temps de travail en ... Allemagne » - Pierre-Alain Muet - février 2011
<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/030111/35-heures-le-temps-de-travail-en-allemande>

Chronologie et mécanisme de la crise

RÉPARTITION DES REVENUS ET DÉCLENCHEMENT DE LA CRISE



Extraits de « La crise d'un modèle de croissance inégalitaire »
Michel Aglietta, Alternatives Economiques n°274, Novembre 2008

« La libéralisation financière a consacré la prépondérance de l'actionnaire ... A partir de la fin des années 80, le *business model* des firmes a été orienté vers la "création de valeur pour l'actionnaire ... On est passé d'un modèle où les banques portaient le risque des crédits qu'elles accordaient à un modèle de transfert du risque. Cette utilisation systématique des marchés dérivés a permis aux banques de libérer du capital pour faire plus de crédit, puisqu'elles ne portaient plus le risque ...

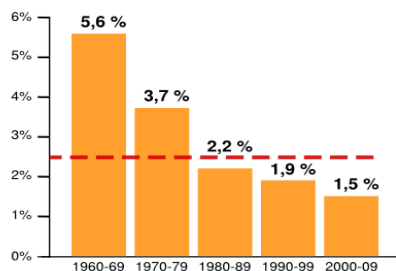
La sortie de la récession promet d'être une phase de croissance lente, car l'élimination des mauvaises créances dans une crise bancaire prend entre trois et cinq ans, même si la crise est bien gérée par la puissance publique ...

La croissance ne pouvant plus être dopée par l'endettement, il va falloir que le revenu salarial se remette à progresser en ligne avec la productivité. Pour le dire autrement, le degré d'inégalité atteint dans les sociétés occidentales est devenu un frein à la croissance ...

Il faudra revenir sur les cadeaux fiscaux systématiques qui ont été faits aux plus riches pendant des années ... Le contrôle public doit être plus intrusif. La crise a montré qu'il n'y a pas assez de contrepouvoirs à l'intérieur des banques ... »

La croissance en France depuis 1960

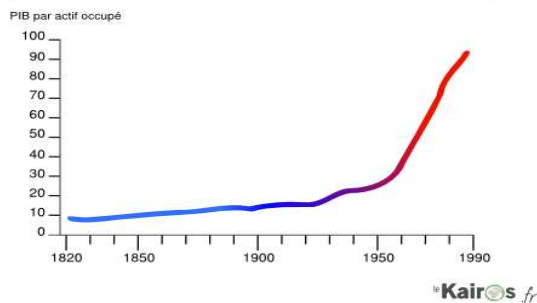
Source : Insee.



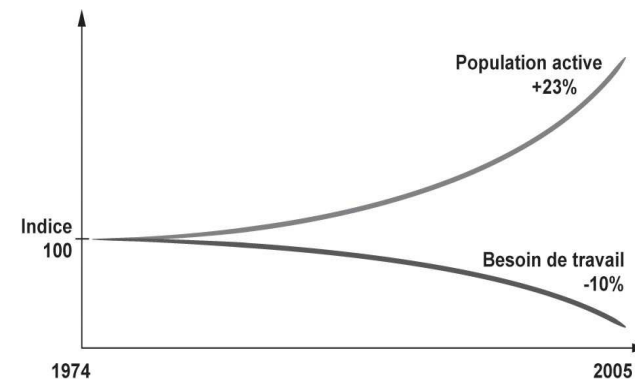
croissance

La productivité en France depuis 1820

Source : Insee. Deux siècles de travail en France.



productivité

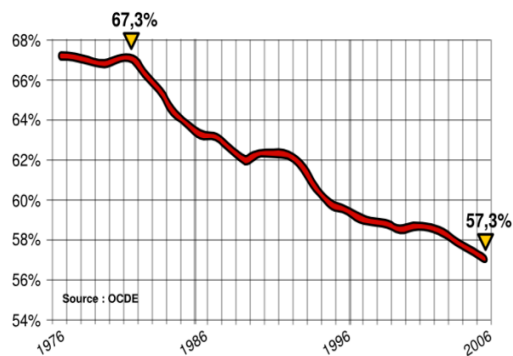


besoin de travail

développement puis maintien du
chômage de masse et/ou précarité

Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises

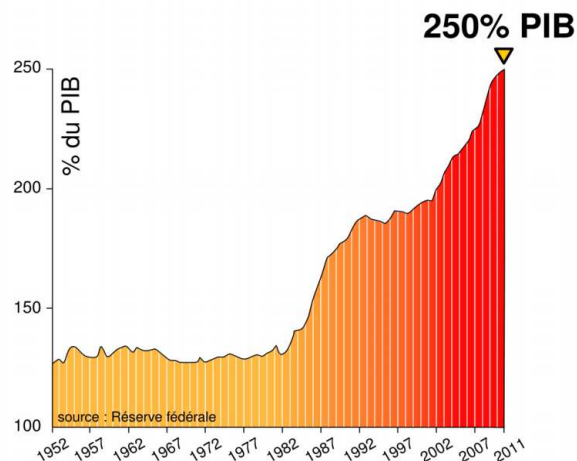
OCDE - 15*



* Allemagne, Suède, Etats-Unis, Japon, Royaume Uni, Danemark, Italie, Espagne, France, Pays-Bas, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce et Irlande.

Dettes totales aux Etats-Unis depuis 1952

(hors dette du secteur financier)

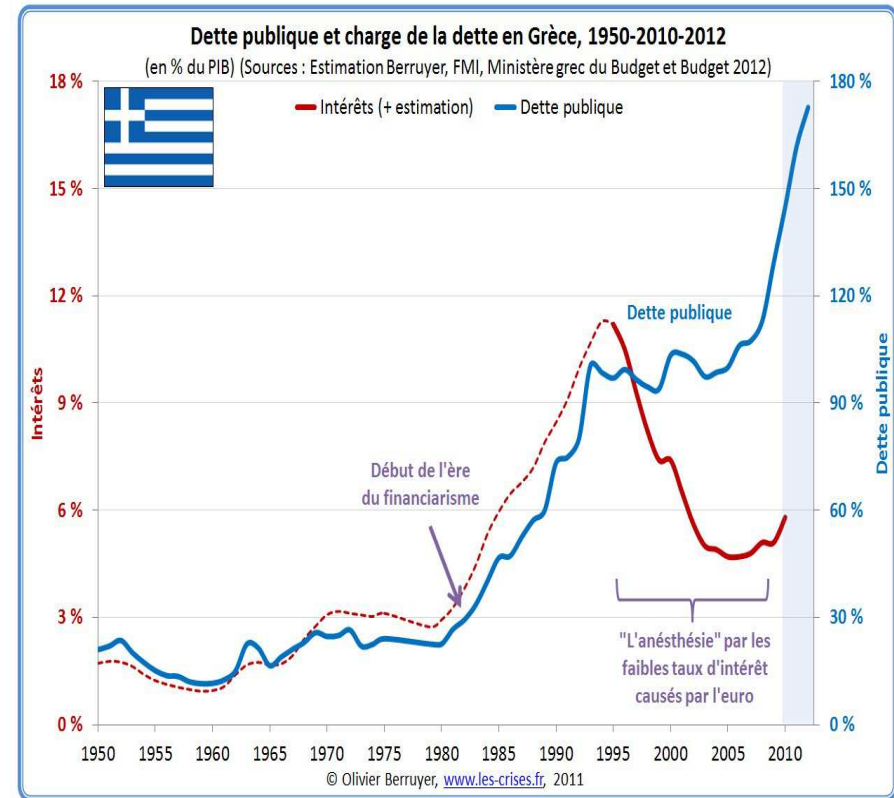
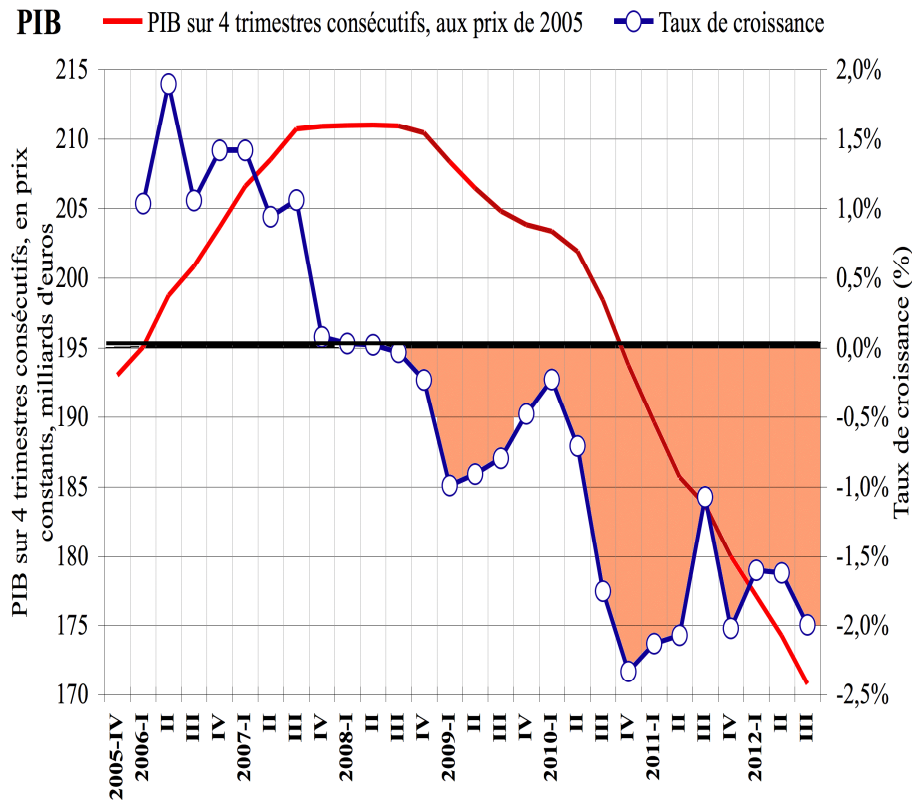


quand la bulle
immobilière
a commencé à se
dégonfler ...

crise des
subprime, crise
financière,
économique,
sociale, ...

La spirale infernale de l'austérité

dette → austérité → récession → chômage → dette →



Dettes de la Grèce en % du PIB : 107% en 2007, 127% en 2009, 143% en 2010, 170% en 2012 ! ... Taux de suicides + 100 % !

Chronologie et mécanisme de la crise

au départ une crise sociale

- L'amplification de la **crise sociale** (baisse des salaires due au chômage de masse et à la précarité, augmentation continue des inégalités) a été temporairement camouflée par un **endettement croissant** des ménages. Cet endettement non soutenable a, associé à la **dérégulation financière**, conduit à la crise des subprime puis à la généralisation de la **crise financière**.
- Le sauvetage des banques et les plans de relance ont amené les **dettes publiques** à des niveaux ingérables.
- **L'austérité généralisée** pour essayer (en vain) de dégonfler la montagne de dettes publiques débouche en 2012 sur une crise sociale (explosion du chômage) sans précédent depuis la crise de 1929.

à l'arrivée une crise sociale d'une ampleur sans précédent depuis les années 30

On pourrait dire aussi que dans la bombe de la crise, la poudre c'est le chômage de masse et les inégalités, le détonateur c'est la dérégulation financière (mondialisation/titrisation/spéculation) ... la crise des subprime étant l'étincelle qui a allumé la mèche

Les causes principales des dettes publiques

Définition de la dette publique

Les administrations publiques s'organisent en quatre secteurs :

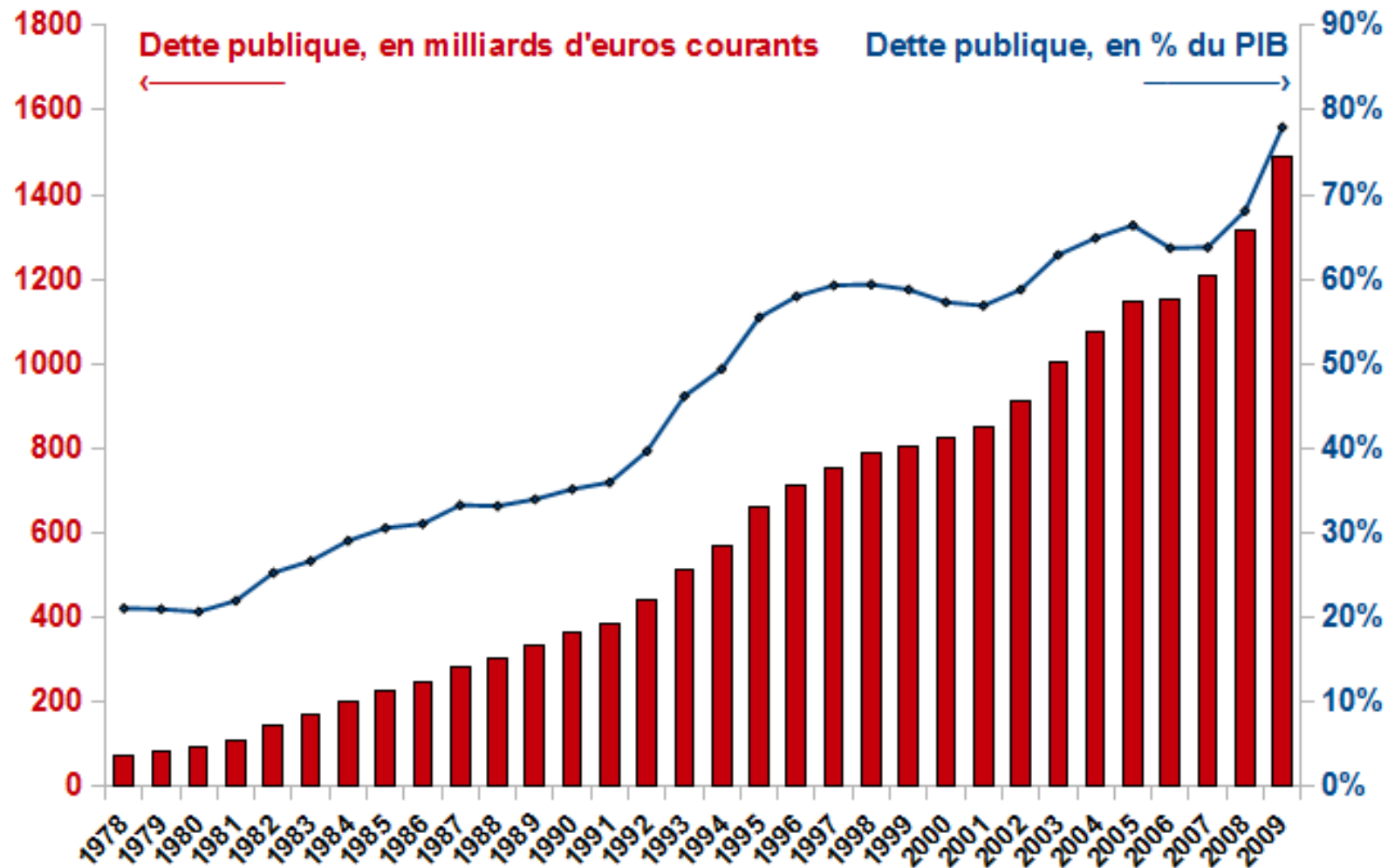
- l'Etat
- les administrations publiques locales (APUL) : régions, départements, communes, etc ...
- les administrations de sécurité sociale (ASSO) : allocations familiales, assurances maladie et assurance vieillesse, assurance chômage (Unedic), assurance chômage (Unedic), retraites complémentaires (Agirc, Arrco, Ircantec), etc ...
- les organismes divers d'administration centrale (ODAC) : unités institutionnelles contrôlées ou financées majoritairement par l'État (CADES, CNRS, CMU, agence nationale de la recherche, fond spécial d'invalidité, ...)

Evolution et répartition des dépenses publiques

	1995		2000		2005	
	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB
Etat (en comptabilité nationale)	282,0	23,6%	320,4	22,2%	388,1	22,7%
APUL	118,0	9,9%	140,5	9,7%	187,5	11,0%
ASSO	284,6	23,8%	330,2	22,9%	421,7	24,7%
ODAC	44,9	3,8%	47,4	3,3%	60,5	3,5%
Toutes administrations publiques	650,6	54,5%	744,3	51,6%	919,7	53,8%

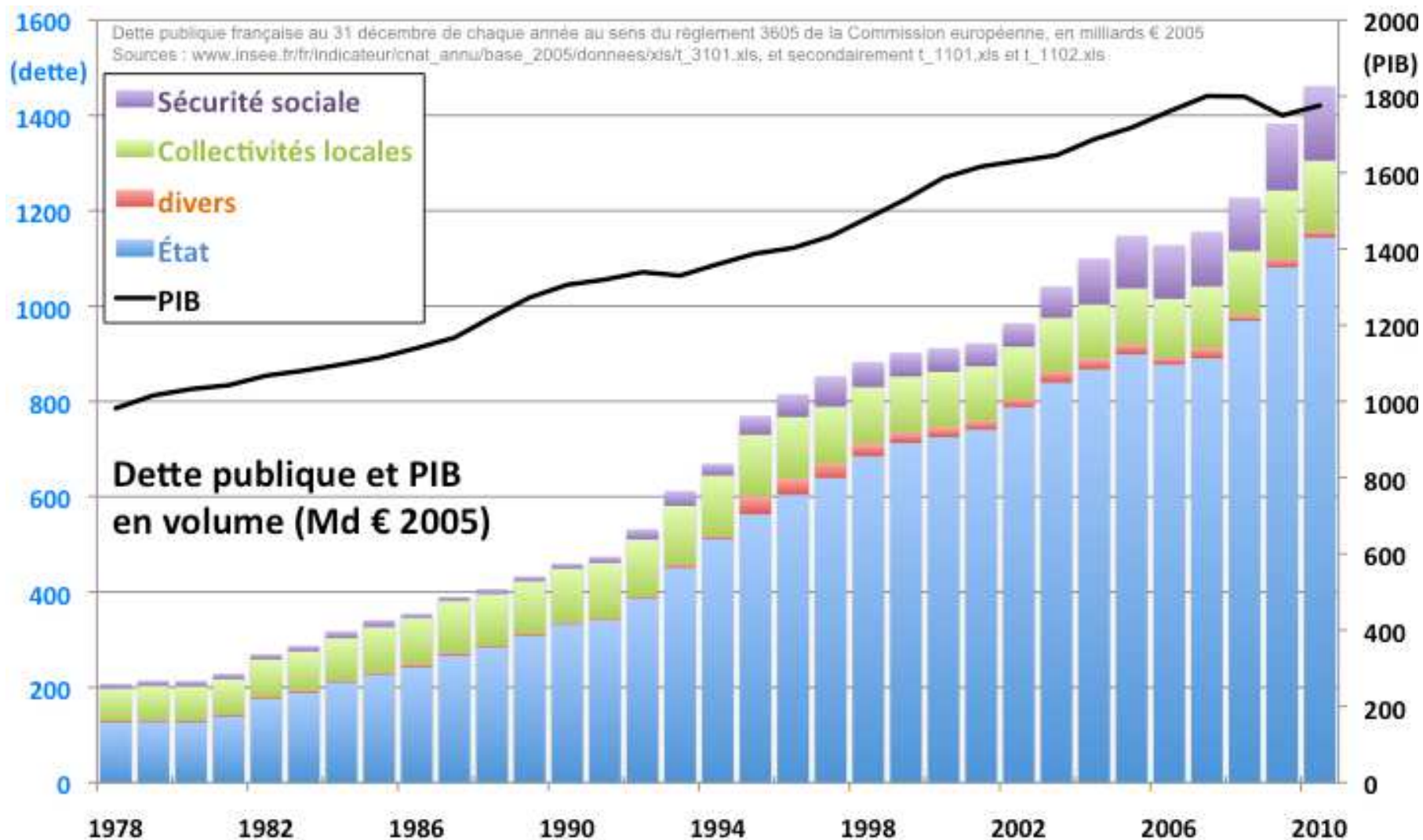
Source : http://www.bercy.gouv.fr/performance/enjeux_finances_publicques/caracteristiques.htm

La dette en France a augmenté de 250 Mds d'euros entre 2002 et 2007 ...
et de 500 Mds d'euros entre 2007 et 2011



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Dette_publicue_france_%25_du_PIB.png

Évolution du PIB et des différentes dettes en € constants



Source http://local.attac.org/rhone/article.php3?id_article=1642

Les 3 causes principales de la dette publique

Cause N°1 : les baisses d'impôt et autres cadeaux fiscaux accordées depuis 2000 représentent 70 à 80 milliards d'euros de manque à gagner annuel pour l'Etat

Extrait du rapport du député UMP Gilles Carrez (juin 2010) :

« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. »

Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982

voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article665>

Taux d'imposition de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu

Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50 ,1 %	41 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

- coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009 ...
sur 13 tranches d'impôts en 1986, il n'en reste que 5 en 2011
- la tranche supérieure commence à 70 830 € (5 900 € par mois)... par part !

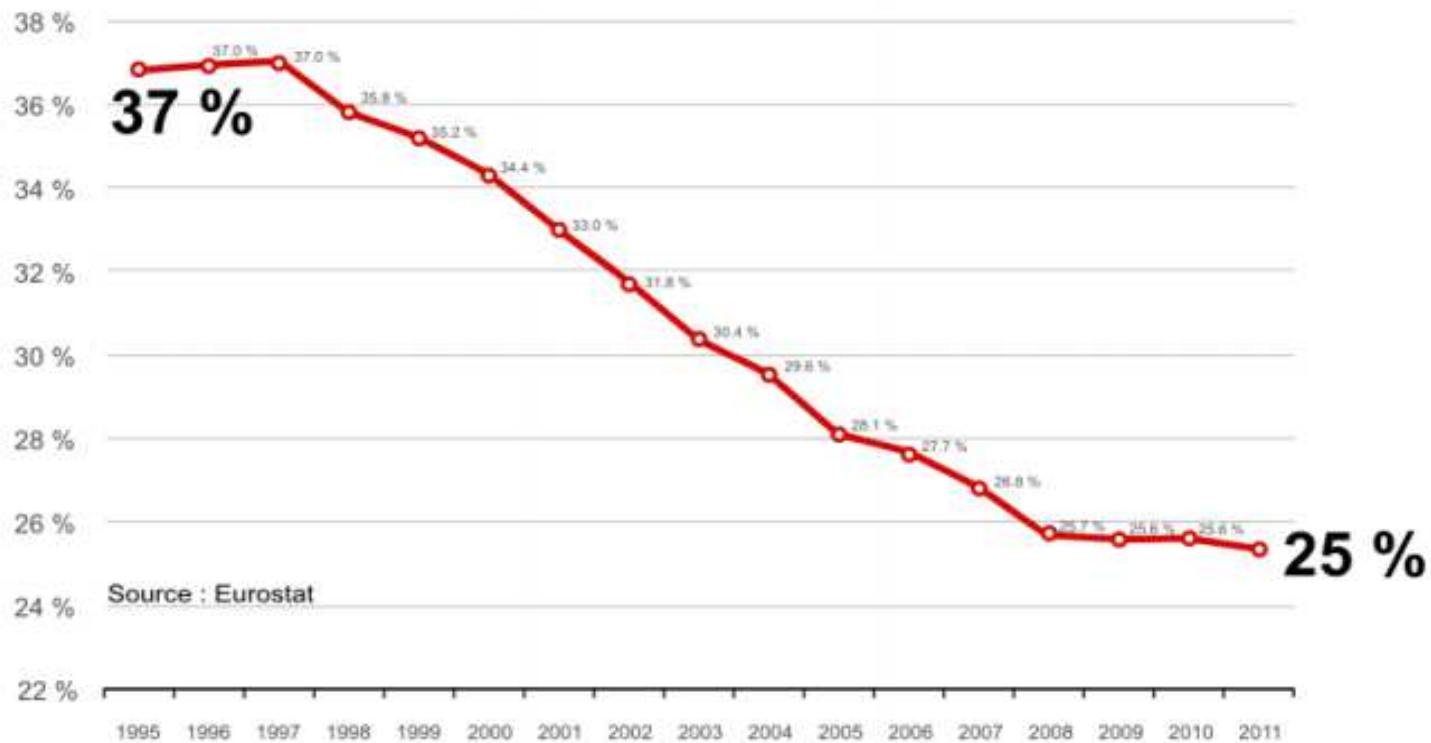
Taux d'imposition (théorique) des bénéfices des sociétés

Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	25,5 à 29,6 %
GB	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

Taux d'imposition réel (France) : PME : 28 % ... 40 plus grosses sociétés (CAC 40) : 8 %
... Résultat du dumping fiscal entre les pays européens et du travail idéologique des lobbies

25% en moyenne en Europe contre 40 % aux USA,
le monde à l'envers !

Evolution de l'impôt sur les bénéfices en Zone Euro 1995 - 2011



Exemples de niches fiscales aberrantes

- La niche « Copé » instaurée en 2004 permet d'exonérer d'impôt sur les sociétés (33%) les plus-values encaissées par les entreprises lorsqu'elles vendent leurs filiales ... Coût annuel : environ 8Md€
- L'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires instaurée en 2007... Coût annuel : environ 4Md€
- Les réductions d'impôts pour ceux qui emploient des personnes à domicile. Le crédit d'impôt est de 50% des sommes versées, dans la limite d'un plafond fixé à l'origine en 1992 à 3 800 € ... et porté progressivement à 12 000 €. Soit une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 6000 euros par an ... Coût annuel : environ 3 Md€ en 2009

Voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » - janvier 2010
sur <http://www.retraites-enjeux-ebats.org/spip.php?article665>

Cause N°2 : le mécanisme de la création monétaire

- la loi dite « Pompidou, Giscard » de 1973 interdit à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, à taux d'intérêt réduit (une possibilité de contourner cette interdiction existe, mais aucun gouvernement ne s'en est jamais servi)
- France Trésor doit emprunter via 20 banques précises, dont 4 françaises et 16 étrangères (pourquoi 4 françaises seulement ?)
- en Europe, le traité de Maastricht (1992) et les traités ultérieurs interdisent à la BCE de prêter directement aux Etats
- sans les charges d'intérêt, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun Etat européen n'aurait de dette insupportable !

Voir « Les meilleures vidéos pour comprendre la création monétaire et la dette » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>

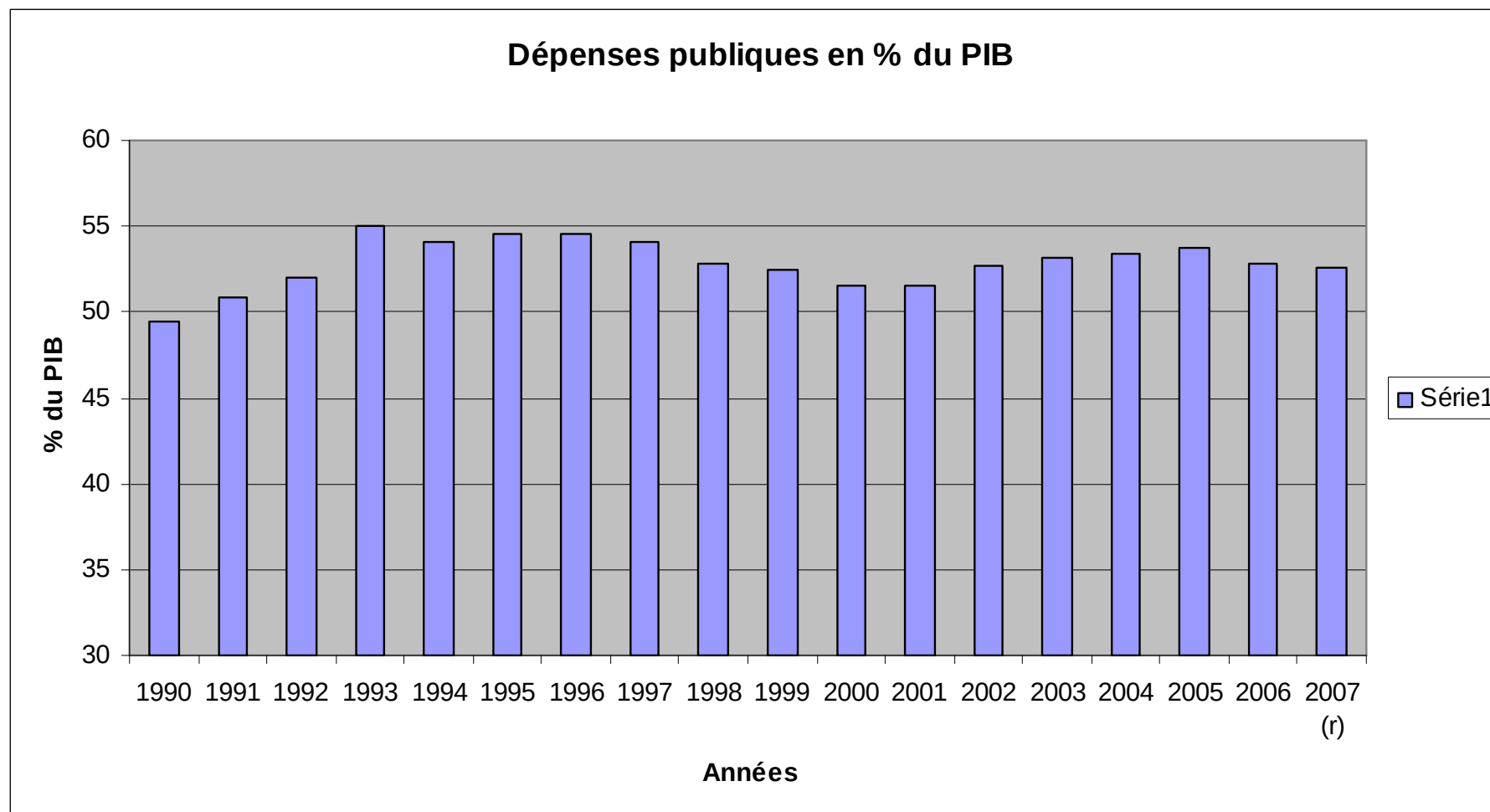
Cause N°3 : l'évasion fiscale

- La Cour des Comptes a évalué à **30 Md€ la perte de recettes annuelle** de la France due à l'évasion de l'argent vers les « paradis fiscaux » (source Pascal Canfin –député européen EELV)
- pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité (source Jean Gadrey)
- les différentes formes d'évasion fiscale sont très bien expliquées dans une remarquable émission de FR 3
voir <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article678>

La crise qui sévit depuis 2008 a amplifié la dette

- Moins de rentrées fiscales (TVA, impôt sociétés ...)
- Coûts sociaux supplémentaires (indemnisation du chômage, RSA ...)
- Le coût budgétaire total du plan de relance sur l'ensemble des deux années 2009 et 2010 s'est élevé à 42,2 Md€ (source Cour des Comptes 2010)
- Coûts des différentes mesures d'aide aux banques ? ... Voir par exemple « Dexia : un puits sans fond » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article893>

Les dépenses publiques ne sont pas la cause de l'envolée de la dette



Source : Evolution du taux de dépenses publiques - page 9 du rapport du député UMP Gilles CARREZ de juin 2010

La pensée unique et la désinformation imprègnent les esprits

Les Français ont-ils une perception correcte du problème de la dette publique ?

« Sondage Harris Interactive pour Le Parisien/Aujourd'hui-en-France

Enquête réalisée en ligne du 8 au 10 août 2011.

Échantillon de 1090 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus »

Question

« Si la France devait réduire sa dette et ses déficits publics, préféreriez-vous qu'elle le fasse principalement...? »

Réponse 1 : en réduisant fortement ses dépenses

Réponse 2 : en augmentant fortement les impôts

Réponse 3 : Ne se prononce pas

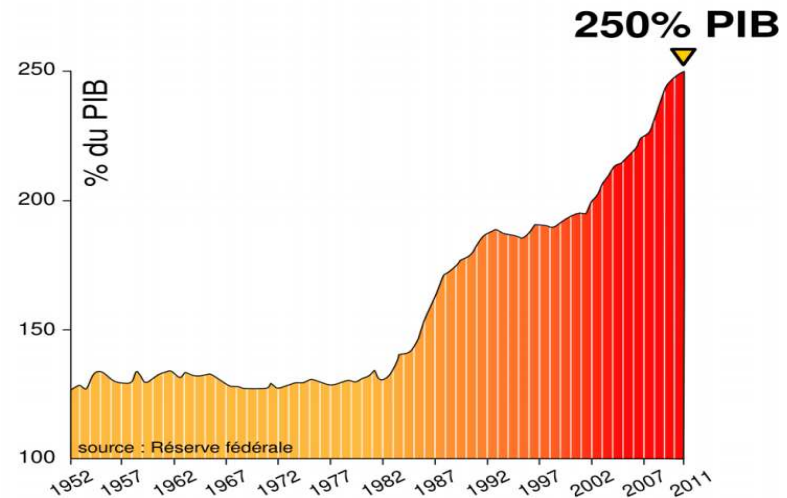
Voir les réponses édifiantes à la page 21 sur

http://www.harrisinteractive.fr/news/2011/results_HIFR_parisien_10082011.pdf

Poser un diagnostic nouveau

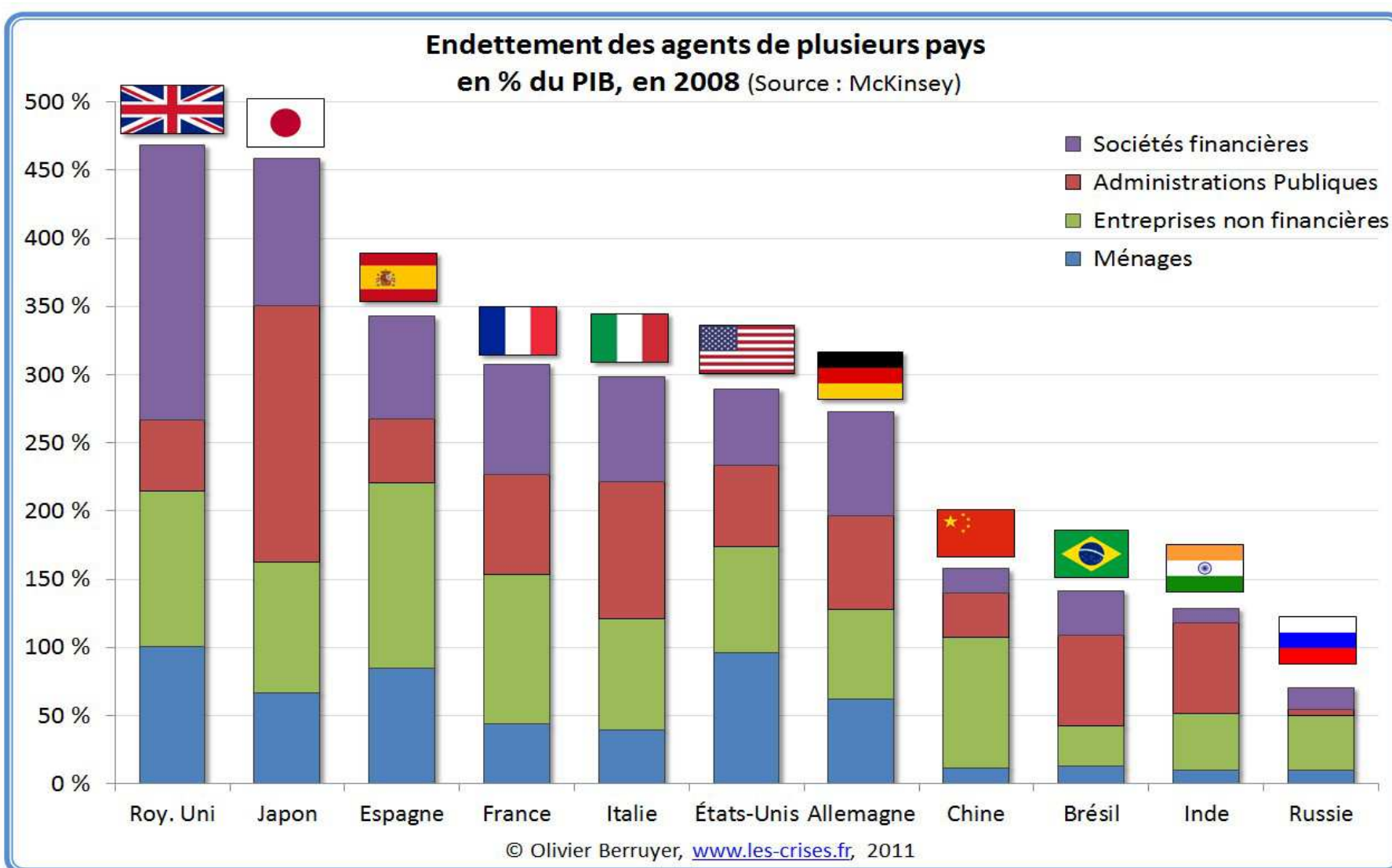
Qu'est-ce qui cloche ? Pourquoi tout ce qui a été fait depuis 5 ans dans l'ensemble des pays occidentaux a-t-il échoué à nous sortir de la crise ? Après 5 ans d'échec, il faut évidemment se demander si le diagnostic commun est le bon : d'où vient la crise ? Pourquoi tous nos pays ont-ils tellement de dettes ? Pourquoi l'économie tombe-t-elle en récession si on cesse d'augmenter la dette ?

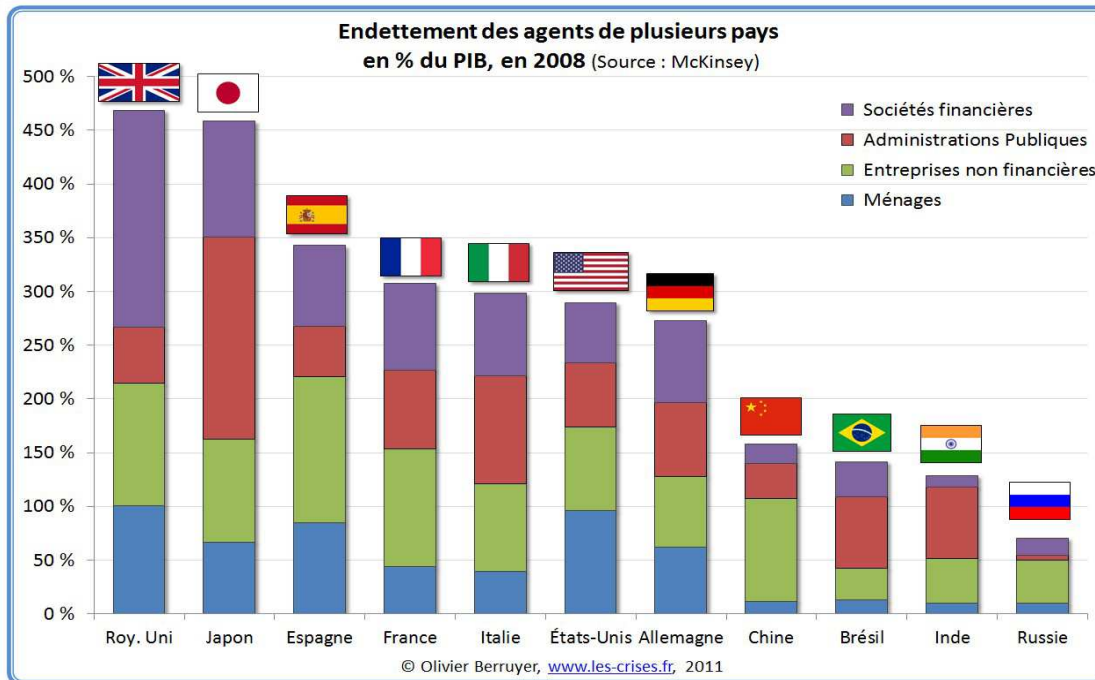
Dette totale aux Etats-Unis depuis 1952
(hors dette du secteur financier)



C'est en observant l'évolution de la dette aux Etats-Unis qu'on comprend les causes profondes de la crise (voir courbe ci-dessous). Jusqu'en 1981, le ratio dette/PIB était parfaitement stable. L'économie n'avait pas besoin de dette. Des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable des gains de productivité entre salariés et actionnaires. Ce "compromis fordiste" a permis aux Etats-Unis de connaître 30 ans de prospérité. Sans dette. Ni dette privée, ni dette publique.

Dettes publiques, dettes des ménages et dettes des entreprises





Une telle montagne de dettes pourra-t-elle être remboursée ?

(la réponse est contenue dans la question)

- Quelles sont les solutions envisagées par les gouvernements ??
- Quelles pistes de solutions proposées par les associations Non Gouvernementales qui réfléchissent depuis longtemps à ces questions (CADTM, Attac, Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, Roosevelt 2012 ...) ?
- Une grande partie de ces dettes sont illégitimes, car les peuples n'ont jamais été consulté avant les accumulations faramineuses successives (sur ce thème voir <http://cadtm.org/Francais>)

Le collectif Roosevelt propose

« 15 mesures à appliquer d'urgence
pour éviter l'effondrement
et créer 2 millions d'emplois
en 5 ans »

**Ces 15 réformes sont détaillées sur le site www.roosevelt2012.fr
et dans le livre « *C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on
peut s'en sortir* » de Pierre Larrouturou (3€)**

Déjà 87 000 citoyen(ne)s engagés pour porter ces réformes. Pour être entendus il faut atteindre très vite 200 000 ou 300 000. Seule solution : que chacun des signataires actuels invite par mail un maximum d'amis à signer, ou leur offre le livre ci-dessus.

Eviter l'effondrement (mesures 1 à 9)

- 1 - Stopper l'hémorragie des licenciements en cours, en mettant en œuvre les mêmes mesures de chômage technique qu'en Allemagne
- 2 - Redonner de l'oxygène à nos États, en diminuant fortement les taux d'intérêt sur la dette en activant les articles 21 et 23.1 des statuts de la BCE (possible en 1 semaine)
- 3 - Dégager de nouvelles marges de manœuvre financières, en créant un impôt européen sur les bénéfices des entreprises au même taux qu'aux USA
- 4 - Mettre fin au sabotage fiscal, en revenant sur les cadeaux fiscaux accordés depuis 2000, soit 100 milliards d'euros par an
- 5 - Boycoter les paradis fiscaux, en utilisant le levier de la commande publique
- 6 - Sécuriser les précaires, en maintenant 90% des revenus aux chômeurs pendant 4 ans
- 7 - Interdire aux banques de spéculer avec notre argent, en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires
- 8 - Créer une vraie Taxe sur les transactions financières
- 9 - Lutter contre les délocalisations : imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial, en convoquant un nouveau [Sommet de Philadelphie](#) « *Priorité à la justice sociale, le travail n'est pas une marchandise* »

Contre le chômage construire une nouvelle société (mesures 10 à 13)

10 - Investir dans une vraie politique du logement, pour créer 200.000 emplois et faire baisser les loyers

11 - Déclarer la guerre au dérèglement climatique (150.000 emplois à la clé)

12 - Développer l'économie sociale et solidaire (déjà 2,3 millions de salariés)

13 - Négocier un autre partage du temps de travail et des revenus, en partant notamment de la mise en place de la semaine de 4 jours sans baisse de salaires dans 400 PME françaises depuis 15 ans. Ce qui permettrait la création de 1,6 millions d'emplois

Construire enfin une Europe démocratique (mesures 14 et 15)

14 - Faire éclore la démocratie en Europe, en changeant radicalement les institutions

15 - Négocier un vrai Traité de l'Europe sociale (le texte avec objectifs chiffrés existe déjà et a été approuvé par 400 personnalités européennes)

Chacun peut agir contre la pensée unique et la désinformation

Pierre Larrourou :

« Si ce sont des décisions politiques qui nous ont amenés à la crise, d'autres décisions politiques peuvent nous en sortir. N'en déplaise aux néolibéraux, la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise. Au contraire ! Reconstruire la justice sociale est aujourd'hui la priorité absolue, le seul moyen de sortir de notre dépendance à la dette. »

**Politique du logement + économies d'énergie + énergies renouvelables
+ Priorités PME + service public petite enfance + Emplois 4^e Age
+ Agriculture durable + semaine de 4 jours à la carte ...
= **plus de 2 millions d'emplois****

**Ces analyses et propositions ont reçu le soutien de plus de 87 000 citoyens.
Mais le monde d'aujourd'hui est ainsi fait que le gouvernement les prendra sérieusement en
considération ... seulement quand elles seront soutenues
par au moins 300 000 signataires.**

à chacun d'y contribuer !

Un des meilleurs services à rendre aux générations futures ?

Offrir de petits livres utiles, comme :

« C'est plus grave que ce qu'on vous dit ... mais on peut s'en sortir » - 2012 –
Pierre Larrouturou - 3 €

« Adieu à la croissance » - Jean Gadrey – 14 €

« Comment les riches détruisent la planète » - Hervé Kempf - 6 €

« L'écologie, un combat pour l'émancipation » - Corinne Morel Darleux - 6 €

« L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie » - Hervé Kempf - 7 €

« La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance » de Paul Ariès - 9 €

« Le triomphe de la cupidité » - Joseph Stiglitz (Prix Nobel d'économie) - 2011 - 10 €

« Illusion financière, Pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire » - Gaël Giraud –
octobre 2012

D'autres analyses à connaître et à faire connaître

Vidéo de Pierre Larrouturnou « Pour éviter le krach ultime » (2 heures)

<http://www.youtube.com/watch?v=AxaHidNSNXk>

Les meilleures vidéos pour comprendre les causes du chômage de masse et de la crise

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article811>

Les meilleurs sites pour comprendre la dette, la crise et le chômage

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article577>

« Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales »

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article665>

« Les vrais comptes des niches fiscales »

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article799>

Un bon résumé du rapport CARREZ : « Ces dix années de cadeaux fiscaux qui ont ruiné la France » - article de Laurent Mauduit de Mediapart (Juillet 2010)

<http://gesd.free.fr/maudufin.pdf>

Rapport du député UMP Gilles CARREZ : "2000 à 2010 : dix années de pertes de recettes non compensées" – Juin 2010 (95 pages)

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article723>

« Crise : le double langage du FMI » (Mediapart) 16 octobre 2012

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article881>

« La croissance mondiale va s'arrêter » - mai 2012

http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/25/la-croissance-mondiale-va-s-arreter_1707352_3244.html

« Dexia : un puits sans fond » (Mediapart) 9 novembre 2012

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article893>

Non , la « dépense » publique n'est pas une dépense !

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article790>

Résumé

au départ une crise sociale

L'amplification de la **crise sociale** (baisse des salaires due au chômage de masse et à la précarité, augmentation continue des inégalités) a été temporairement camouflée par un **endettement croissant** des ménages. Cet endettement non soutenable a, associé à la **dérégulation financière**, conduit à la crise des subprime puis à la généralisation de la **crise financière**.

Le sauvetage des banques et les plans de relance ont amené les **dettes publiques** à des niveaux ingérables.

L'austérité généralisée pour essayer (en vain) de dégonfler la montagne de dettes publiques débouche en 2012 sur une crise sociale (explosion du chômage) sans précédent depuis la crise de 1929.

On pourrait dire que dans la bombe de la crise, la poudre c'est le chômage de masse et les inégalités, le détonateur c'est la dérégulation financière (mondialisation/titrisation/spéculation) ... la crise des subprime étant seulement l'étincelle qui a allumé la mèche

à l'arrivée une crise sociale d'une ampleur sans précédent depuis les années 30

Compter sur la croissance c'est irresponsable

Faut donc s'attaquer en priorité au chômage de masse et à la précarité

Fin de la formation

Vous pouvez transmettre ce diaporama à vos amis

Ce diaporama peut être utilisé en « auto formation »

Ceux qui animent des formations ou des réunions débats peuvent
y sélectionner les diapos qui les intéressent

Pour recevoir la version modifiable sous Powerpoint, demander à

andre.martin69@orange.fr

Qui peut m'aider à acquérir un vidéo projecteur ?

Suite à la large diffusion de ce diaporama, je reçois de nombreuses demandes pour aller animer, sur la région Rhône Alpes, des formations ou des réunions débat. J'aurais besoin de disposer d'un vidéo projecteur, afin de ne pas devoir courir chaque fois pour en louer un ou m'en faire prêter un.

Quelques dons de 20, 30, ou 50 € me permettraient de faire cette acquisition.

Je publierai ci-dessous les noms et adresses des donateurs ou sponsors (particuliers, entreprises, associations, commerces ...).

Envoyez-moi un message à andre.martin69@orange.fr afin que je vous communique mon adresse postale.

Des bonus sérieux ... ou savoureux

Le collectif Roosevelt

Une boîte à outils pour comprendre la dette, le chômage de masse, la crise, les retraites

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/>

Sur la soit disant « rigidité » du marché du travail en France

Sur le pouvoir exorbitant des banques, des banquiers célèbres nous avaient prévenu

La face sociale cachée du « modèle » allemand

Sur les niches fiscales

Sur le partage du temps de travail

Ils ont dit

Sur l'accroissement de la part des dividendes

La dette des différents pays

Les chiffres de la dette américaine

L'explosion des inégalités de salaire et de revenu

La mécanique de la crise des subprimes

Bibliographie (livres, diaporamas, vidéos, sites)

Le collectif Roosevelt

Créé au début de l'année 2012 afin de pousser les pouvoirs politiques à l'audace, le collectif **Roosevelt2012** rassemble aujourd'hui plus de 86 000 personnes issues d'univers et d'horizons différents mais qui partagent la même envie d'agir avec force pour une société plus juste. Il compte des groupes locaux dans plus de la moitié des départements français et est présent en Belgique et bientôt en Italie, en Espagne et ailleurs en Europe.

Partageant le constat des conséquences sociales que la crise produit un peu plus chaque jour, nous voulons dépasser nos peurs et rassembler toutes celles et tous ceux qui refusent de mourir dans les décombres du néolibéralisme et qui veulent au contraire construire une nouvelle société.

Pourquoi Roosevelt ?

En 1933, quand Roosevelt arrive au pouvoir, les Américains sont dans un grand désarroi : 14 millions de chômeurs, une production industrielle qui a diminué de 45 % en trois ans, des banques qui ne cessent de faire faillite suite au krach de 1929... Les Etats-Unis touchent le fond mais très vite, le nouveau président va agir avec détermination et ranimer la confiance. En trois mois, Roosevelt fait adopter plus de réformes que son prédécesseur Hoover en quatre ans, des réformes fondamentales qui vont profondément modifier le visage de l'économie américaine. Et malgré les nombreuses oppositions, Roosevelt a tenu bon et les catastrophes annoncées par les financiers ne se sont pas produites.

Aujourd'hui, le monde est très différent de celui de 1933 mais les principes appliqués par Roosevelt pour mettre en œuvre son New Deal restent d'actualité : refuser d'admettre la fatalité de la crise, dépasser ses peurs, dire la vérité, parler à l'intelligence des citoyens et agir. Agir avec force !

« Être dirigé par l'argent organisé est aussi dangereux que d'être dirigé par le crime organisé ».

Franklin D Roosevelt, 1936

Le collectif Roosevelt

Notre philosophie

« Même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il n'a pas la moindre importance, chacun de nous peut changer le monde », écrivait Václav Havel quelques semaines après la chute du Mur de Berlin.

En 1989, ce ne sont pas les « élites » qui ont fait tomber le mur de Berlin. Ce sont des femmes et des hommes « sans la moindre importance » qui ont changé le cours de l'Histoire. Aujourd'hui, alors que le système néolibéral s'effondre et que la précarité s'installe un peu plus chaque jour, c'est à nous, les citoyens, de faire entendre notre voix et de dire dans quelle société nous voulons vivre : une société d'injustice et de chaos ou une société d'équilibre et de convivialité ?

A nous de choisir ! A nous d'agir !

Formation Roosevelt - Paris - 8 septembre 2012

Pourquoi cette journée ? (Pierre Larrouturou)

Le nombre de pauvres en France a augmenté de 440 000 en 2010 (INSEE) ! Or 2010 était une année de croissance ! Alors il faut agir, construire des passerelles, faire bouger les partis, les syndicats, etc... et compter sur les citoyens pour imposer un sursaut. Jaurès disait : « La politique, c'est des choses simples qu'on répète simplement et qui peuvent marcher »

Diagnostic de la crise (Pierre Larrouturou)

La crise ne fait que commencer et tout peut s'effondrer à tout moment, aussi bien en France, en Europe, aux Etats Unis ou en Chine.

Le constat : chômage massif et précarité de l'emploi.

On est donc dans une période très critique. Il y a un vrai risque d'effondrement.

Réponse : la croissance va revenir et résoudra le problème ?? L'exemple du Japon montre que malgré des efforts considérables, la croissance telle que nous l'avons connue par le passé ne reviendra pas !

La première bombe, c'est les Etats Unis : leur dette publique s'élevait à 365% du PIB en juin 2012. L'autre bombe, c'est la Chine : pays le plus déséquilibré en matière sociale ... formidable bulle immobilière qui est en train d'exploser ...

En Europe, le problème n'est pas la Grèce ou l'Espagne. C'est bien l'ensemble du système qu'il faut revoir.

Penser en termes de projet de société (Patrick Viveret)

Tout laisse à penser que le collectif « Roosevelt 2012 » va être amené à durer ! Il rappelle que dans la crise que nous vivons, c'est très important de repérer à la fois la dette financière elle-même, la dette sociale et la dette écologique. Ces trois dettes sont liées. Il faut penser en termes de projet de société.

Parmi les premiers signataires du Manifeste et des 15 propositions du collectif Roosevelt

Des économistes

Alain GRANDJEAN
Jean GADREY
Gaël GIRAUD
Claude ALPHANDERY
René PASSET

Des écrivains, philosophes ou sociologues

Stéphane HESSEL	écrivain
Cynthia FLEURY	philosophe
Susan GEORGE	Présidente d'honneur d'Attac
Edgar MORIN	philosophe
Patrick VIVERET	philosophe
Dominique MEDA	philosophe et sociologue
Robert CASTEL	sociologue
Serge PAUGAM	sociologue

Des responsables de grandes associations

Patrick DOUTRELIGNE	délégué général de la Fondation Abbé Pierre
Aurélie TROUVÉ	coprésidente d'Attac France
Jean ROUSSEAU	président d'Emmaüs International
Christophe DELTOMBE	président d'Emmaüs France
Frédérique RIGAL	ancienne Présidente de La Vie Nouvelle

Des élus de différentes sensibilités

Éric PIOLLE	co-Président du groupe EELV au CR Rhône Alpes
Patrick VIVERGE	Conseiller général du Jura - Front de Gauche
Des élus socialistes ...	

Site « ENJEUX – DEBATS »

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/>

une boîte à outils pour comprendre la dette, le chômage de masse, la crise, les retraites

Depuis 2010, reprise d'articles courts, clairs, avec courbes ou bargraphes, publiés par Alternatives Economiques, Mediapart, Libération, J. Gadrey, P. Larrouturou etc ...

Seulement quelques contributions personnelles, sur des thèmes importants dont on parle peu

« Pétition : Le cumul emploi retraite doit de nouveau être encadré » ... **à signer et à faire signer !**

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article809>

« Deux millions de salariés corvéables à merci, grâce au contrat de travail en jours » - janvier 2011

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article525>

« 85% des Français ignorent les deux causes principales de la dette publique » - août 2011

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article682>

[Offrir des livres "utiles" : un service à rendre aux générations futures](#)

« 85% des Français ignorent les deux causes principales de la dette publique » - août 2011

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article682>

« Il faut répéter encore et partout que la retraite à 60 ans n'a jamais existé » - octobre 2010

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article425>

[Les 100 meilleurs slogans de résistance](#)

« 30 dessins humoristiques sur la dette, le chômage et la précarité »

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article764>

Structuration du site

Sommaire

[Collectifs Roosevelt 2012](#)

[Comprendre la dette publique](#)

[A savoir](#)

[Diaporamas, sites et vidéos](#)

[Les meilleurs articles](#)

[Comprendre le chômage de masse et la crise](#)

[A savoir](#)

[Diaporamas, sites, livres et vidéos](#)

[Les meilleurs articles](#)

[Comprendre notre système de retraites](#)

[Diaporamas et sites](#)

[A savoir](#)

[La bataille des retraites de 2010](#)

[Retraites complémentaires](#)

[Archives des articles de 2010](#)

[Articles de 2011 et 2012](#)

Agenda & brèves

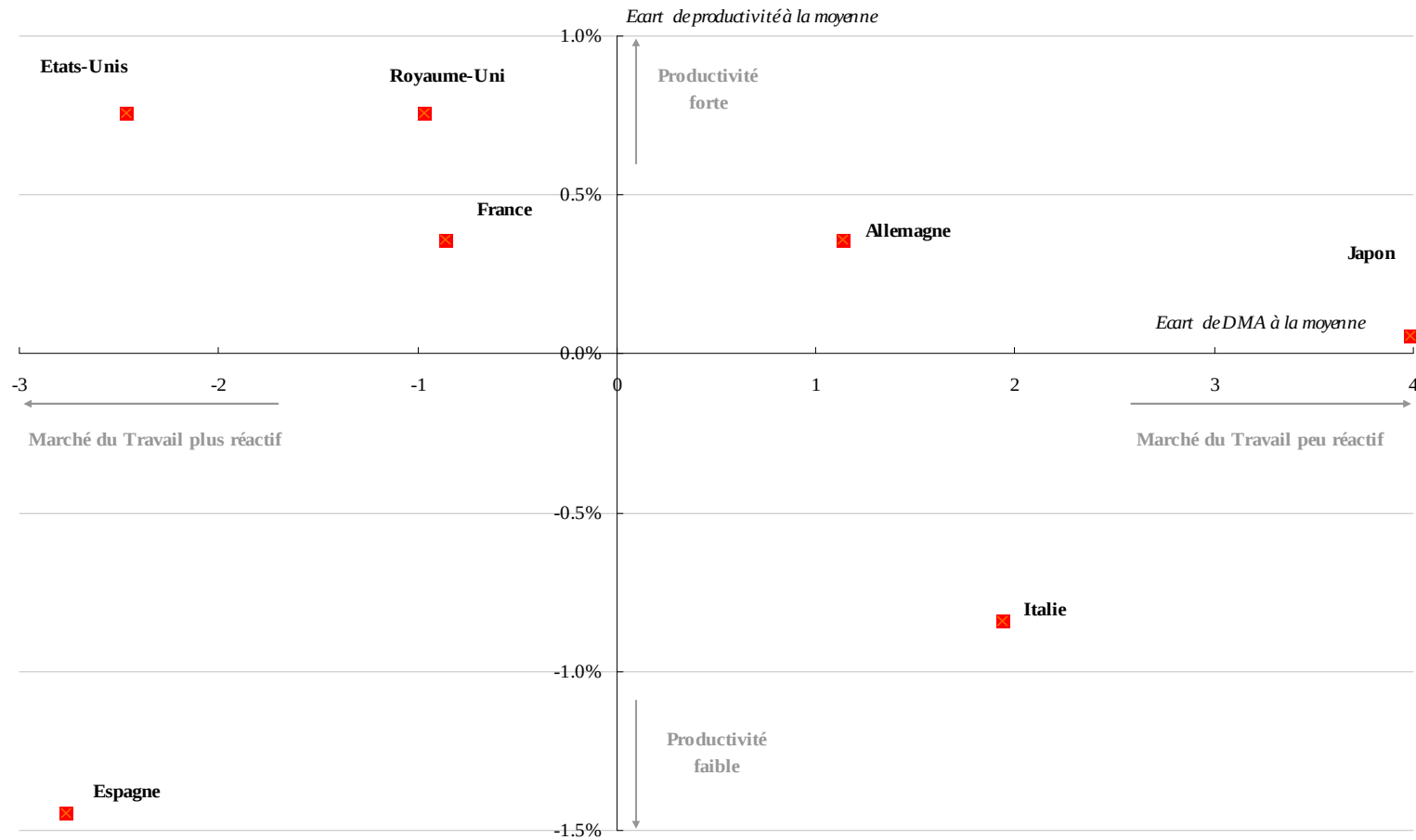
[Offrir des livres "utiles" : un service à rendre aux générations futures](#)

[Animation de réunions débat ...](#)

[Des blogs qui rendent intelligent](#)

**Sur la soit disant
« rigidité » du
marché du travail
en France**

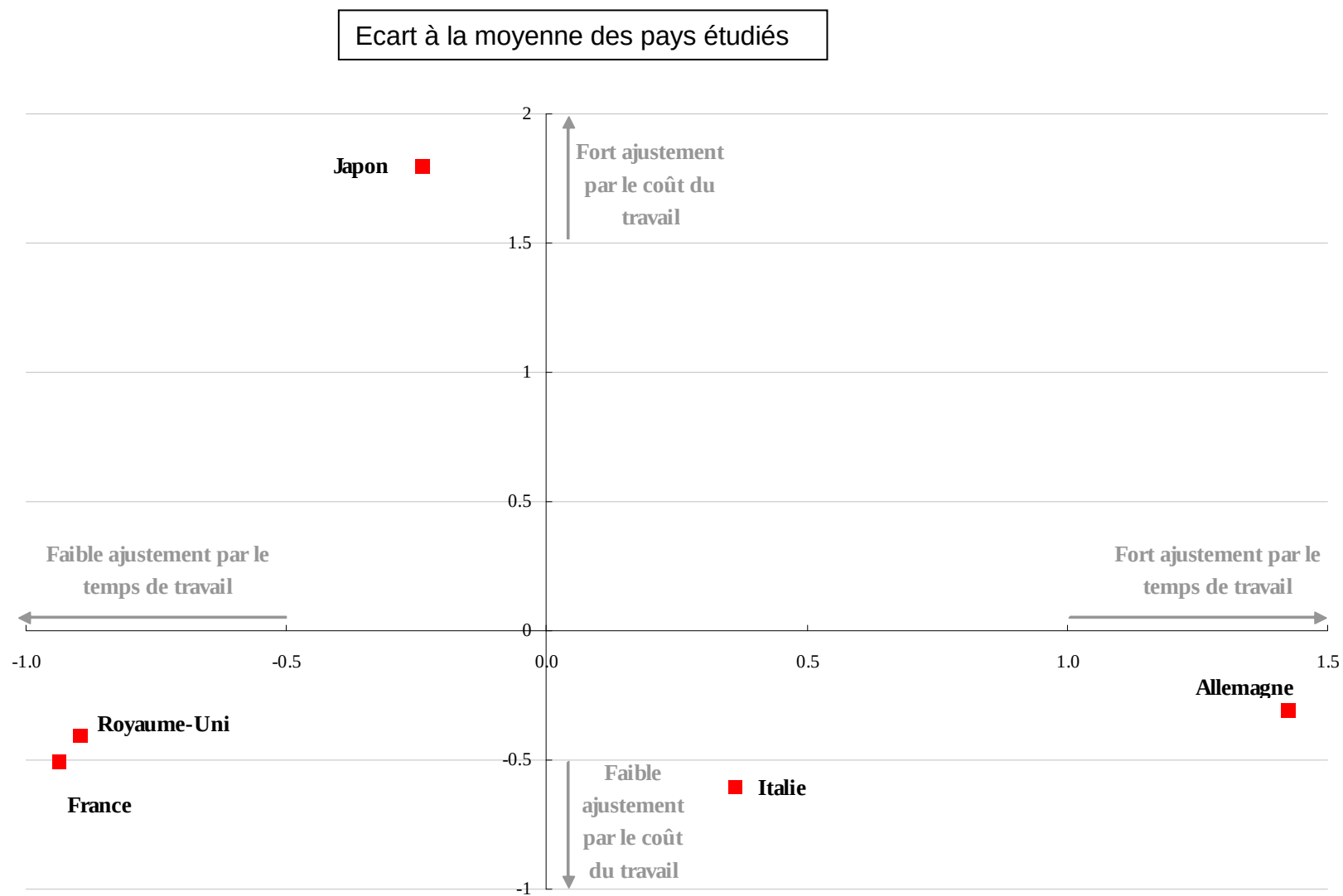
Caractéristiques du marché du travail



DMA = Délai Moyen d'Ajustement ... permet de calculer le temps pour qu'un choc d'activité se répercute sur l'emploi. Autrement dit, plus le DMA est faible, plus le marché du travail est réactif, c'est-à-dire flexible !

Source : OFCE - Cochar, Cornilleau et Heyer (2011)

Une comparaison des différentes stratégies d'ajustement face à la crise



Source : OFCE Cochard, Cornilleau et Heyer (2011)

Sur le pouvoir exorbitant des banques, des banquiers célèbres avaient prévenu

- « Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant jamais inventé... Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez-leur, mais si vous leur laissez le pouvoir de créer de l'argent d'un petit trait de plume, ils vous la rachèteront... »
[Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre de 1928 à 1941 et 2ème plus grande fortune de Grand-Bretagne à l'époque](#)
- « Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin »
[Henry Ford \(1863-1947\), fondateur de Ford](#)
- « Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois »
[Mayer Amschel Rothschild \(1744-1812\), fondateur de la dynastie banquière des Rothschild](#)
- « Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation »
[Thomas Jefferson \(1743-1826\), 3ème Président des Etats-Unis](#)
- « Dans son essence la création de monnaie ex nihilo actuelle par le système bancaire est identique ... à la création de monnaie par des faux monnayeurs. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents. »
[Maurice Allais \(Prix Nobel d'économie\)](#)



D'après © Chappatte, "Le Temps" (Genève)

PAS QUESTION
DE PAYER
POUR VOTRE
CRISE !!!

ÇA PEUT
S'ARRANGER

VOUS
VOULEZ UN
CRÉDIT SUR
10 ANS À
8,5% ?



La face sociale cachée du « modèle » allemand

Le « modèle » allemand et ses conséquences sociales

Titres d'articles récents

Le miracle allemand : 761 000 retraités au travail ! (novembre 2012)

<http://www.voie-militante.com/international/europe/miracle-allemand-761000-retraites-au-travail/>

La misère des retraités allemands (octobre 2012)

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20121019trib000726045/la-misere-des-retraites-allemands.html>

L'Allemagne : un pays où les pauvres meurent de plus en plus jeunes (mai 2012)

<http://www.nouvelle-europe.eu/l-allemande-un-pays-o-les-pauvres-meurent-de-plus-en-plus-jeunes>

Les bas salaires allemands en chute libre depuis dix ans (juillet 2011)

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/les-bas-salaires-allemands-en-chute-libre-depuis-dix-ans_259011.html

Steffi, 65 ans, travailleuse précaire brisée par le « modèle allemand » – novembre 2012

<http://www.rue89.com/2012/11/16/steffi-65-ans-travailleuse-precaire-brisee-par-le-modele-allemand-236337>

«Chômage : la face cachée du « miracle économique allemand » - octobre 2011

<http://fr.myeurop.info/2011/10/04/chomage-la-face-cachee-du-miracle-economique-allemand-3478>

L'Allemagne exporte 40% de son PIB, la France 20%

La zone euro est au global à l'équilibre. La somme des excédents commerciaux des pays excédentaires est égale à la somme des déficits commerciaux des pays déficitaires ... Conclusions : ...

Allemagne : les limites du modèle Schröder

Extraits de la motion Hessel, Larrouturou

Il faut aussi qu'ils s'interrogent, tous ceux qui conseillent à François Hollande de "faire comme Gerhard Schröder". Certes, avec Hartz 4, l'Allemagne a gagné en compétitivité. Mais à quel prix ?

En dix ans, le salaire médian a baissé de 7,5 %. L'Allemagne n'a conservé de la croissance que grâce aux exportations vers le reste de l'Europe qui est son premier client. Ce n'est pas une "moindre progression des salaires" comme certains le disent mais bien une baisse du salaire réel pour 80 % des salariés. Si toute l'Europe avait baissé les salaires de 7 %, nous serions tous dans une terrible récession.

La réforme Hartz 4 a favorisé la multiplication des petits boulots. Les données de l'OCDE montrent qu'en dix ans, alors que la France créait 2 millions d'emplois à temps plein, l'Allemagne créait 2 millions d'emplois à temps partiel. Et des temps partiels de courte durée (18,3 heures en moyenne).

		2000	2010	Solde
France	Temps plein	19.838.000	21.834.000	+ 1.996.000 emplois temps PLEIN
	Temps partiel	3.285.000	3.428.000	143.000 temps partiel
Allemagne	Temps plein	29.938.000	30.330.000	+ 392.000 emplois à temps plein
	Temps partiel	6.386.000	8.409.000	+ 2.023.000 temps partiel

Source OCDE 2011

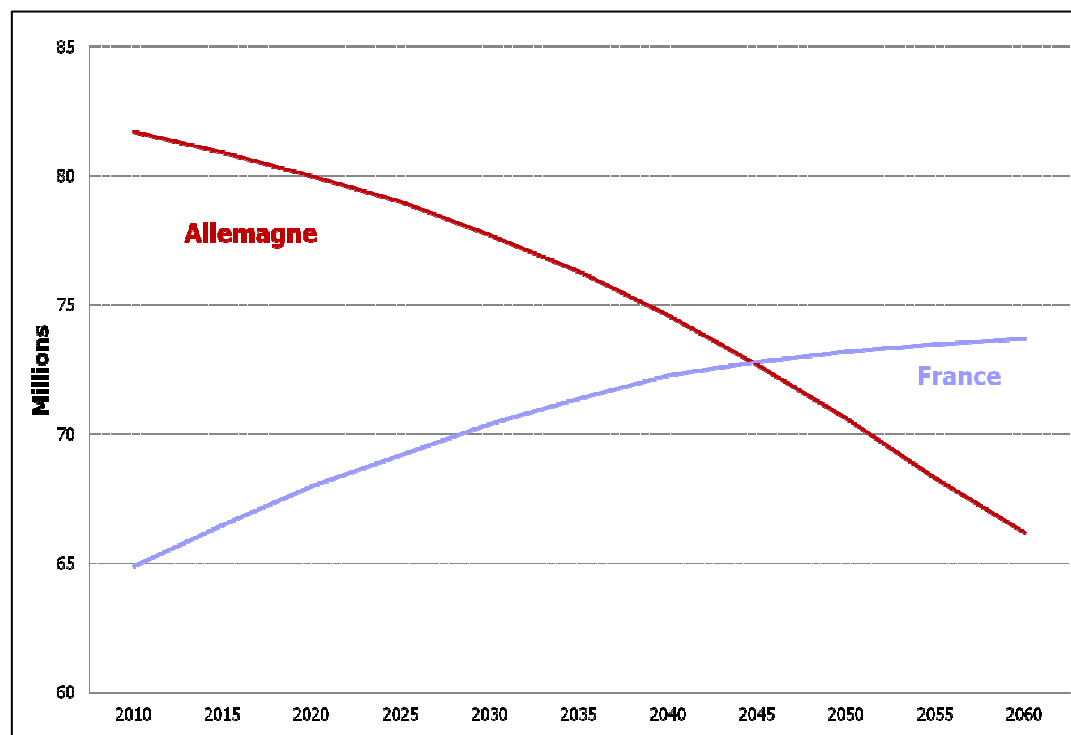
Une étude récente publiée par le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, montre la gravité du recul social imposé aux salariés allemand depuis dix ans : les 10 % « d'en bas » ne gagnent que 259 euros par mois. Les revenus du travail peuvent être complétés par des allocations familiales ou des allocations logement, mais ce revenu moyen de 259 euros est totalement choquant. Les 10 % au-dessus gagnent seulement 614 euros par mois...

Contrairement à ce qu'on entend parfois, le recul lié à Hartz 4 ne concerne pas que "les plus pauvres" ..., mais une immense majorité de la population : le DIW montre que 80 % des actifs ont perdu du pouvoir d'achat entre 2000 et 2010.

Les taux de chômage doivent être interprétés en tenant compte de la démographie

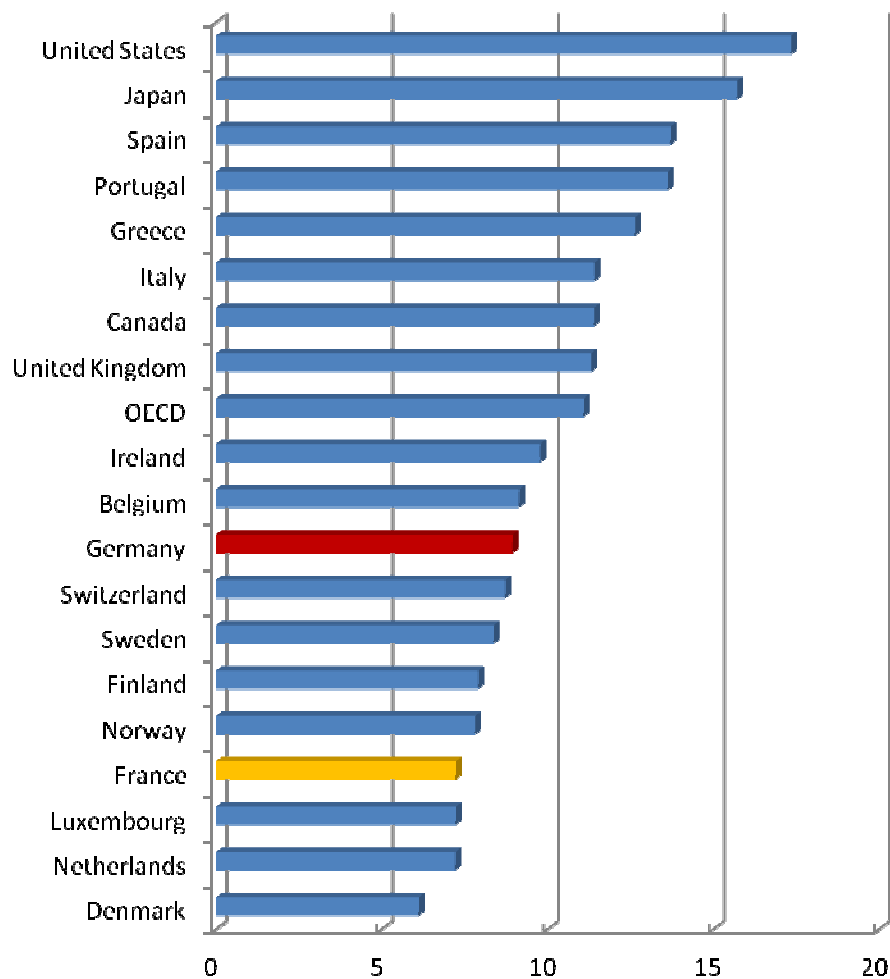
Marché du travail	Taux de chômage	Arrivées	Départs	Salariés à temps partiel (1)
France	10,6 %	800 000	650 000	17 %
Allemagne	5,5 %	220 000	?	35 %
Pays-Bas	5,3 %	?	?	50 %

(1) temps partiel = durée hebdomadaire égale ou inférieure à 20 heures

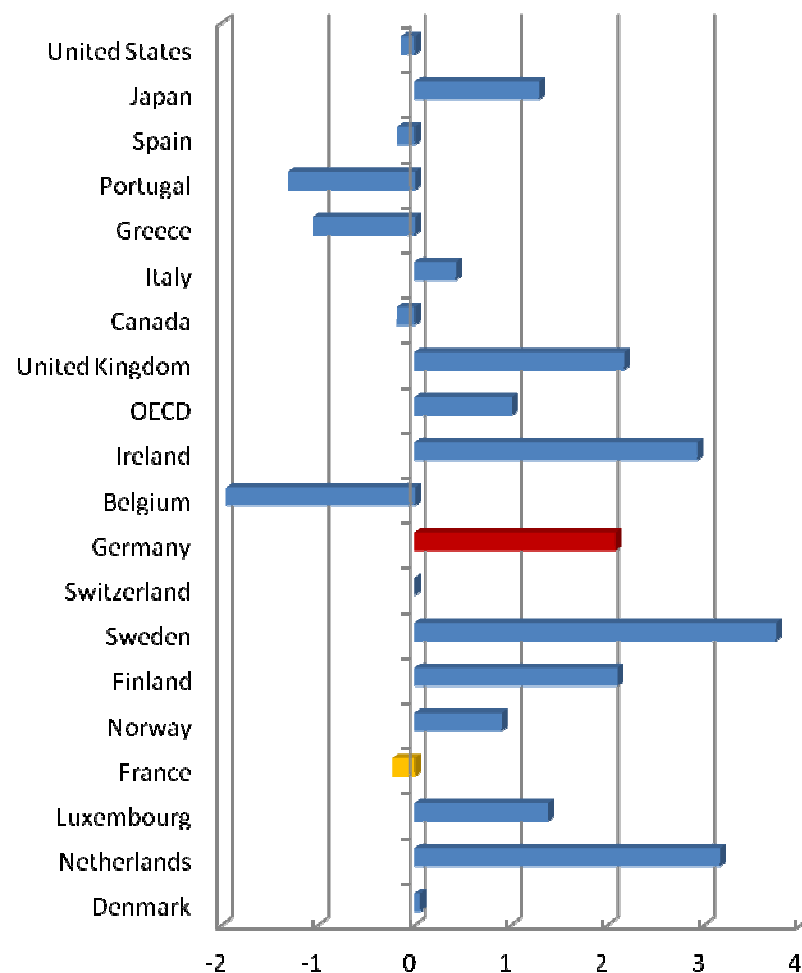


Evolution de la pauvreté

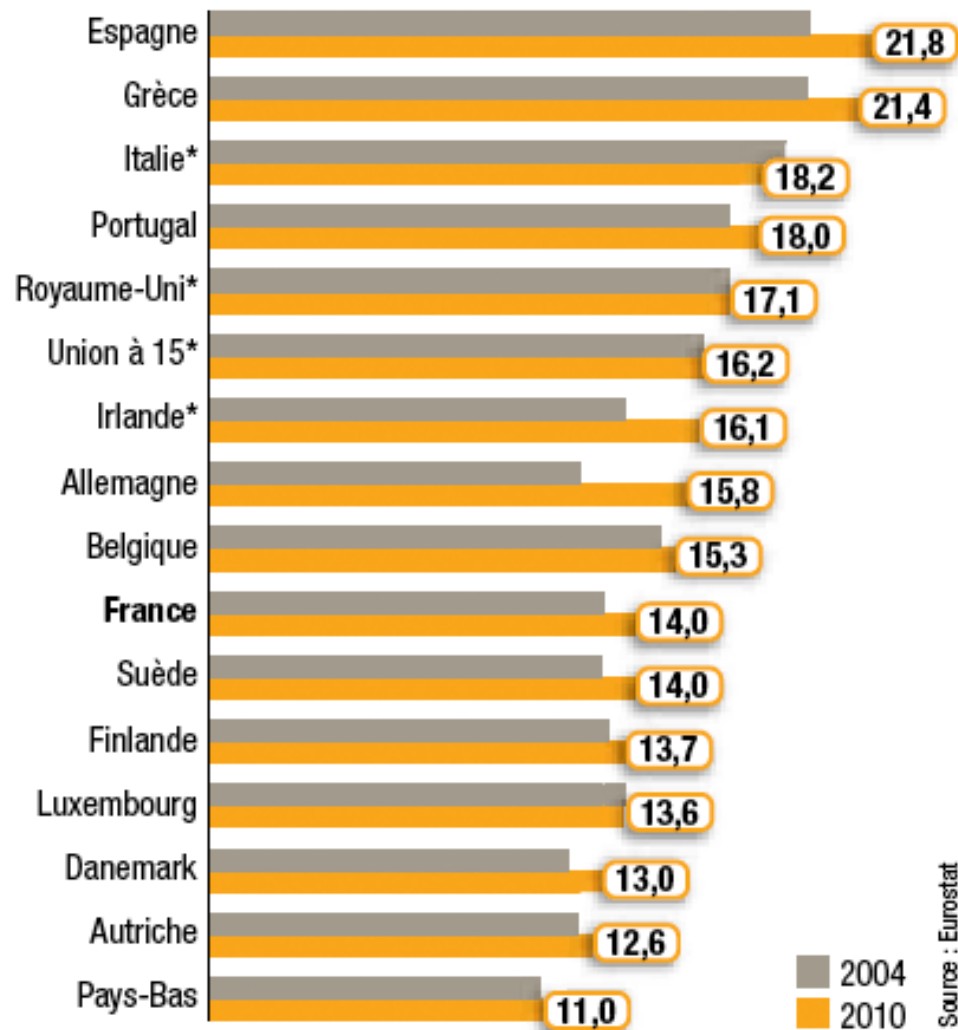
**Taux de pauvreté (50 % du revenu médian)
Fin des années 2000**



**Variation du taux de pauvreté
Milieu des années 80 -fin des années 2000**



Source : OCDE (2012)



* 2009 au lieu de 2010.

N.B. : Eurostat n'utilise pas la même source que l'Insee pour calculer le taux de pauvreté, d'où l'écart observé pour la France entre les chiffres des deux instituts. Les données d'Eurostat sont issues d'un échantillon moins important et donc moins précis que l'Insee, mais elles ont l'avantage de permettre de faire des comparaisons internationales.

Des taux de pauvreté en forte augmentation

« Comparée à ses voisins européens, la France demeure l'un des pays qui compte le moins de pauvres. En Allemagne, en revanche, la pauvreté explose, signe que le modèle social allemand s'effondre tandis que son modèle économique triomphe... »

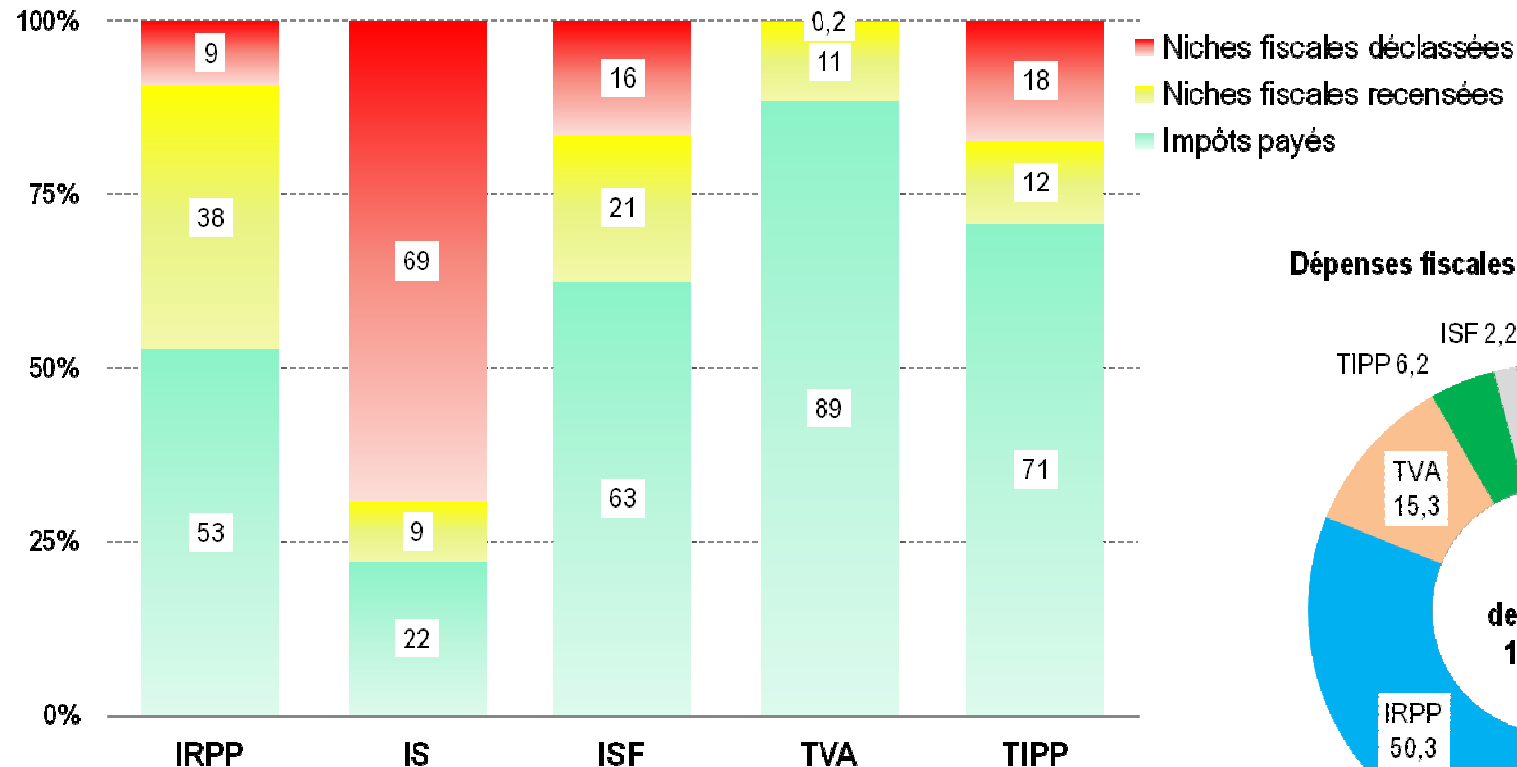
Source : http://www.alternatives-economiques.fr/c-est-souvent-pire-ailleurs_fr_art_1175_61304.html



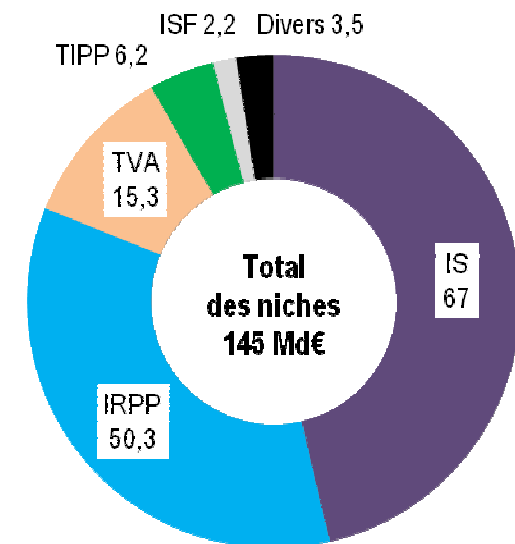
Sur les niches fiscales et l'inégalité fiscale

Niches fiscales (recensées et déclassées) : environ 145 Md€, soit 95% du déficit annuel de l'Etat

Part des niches fiscales (recensées et déclassées) dans les recettes fiscales
potentielles par catégorie en 2009 (en %) ; total 360 Md€ bruts

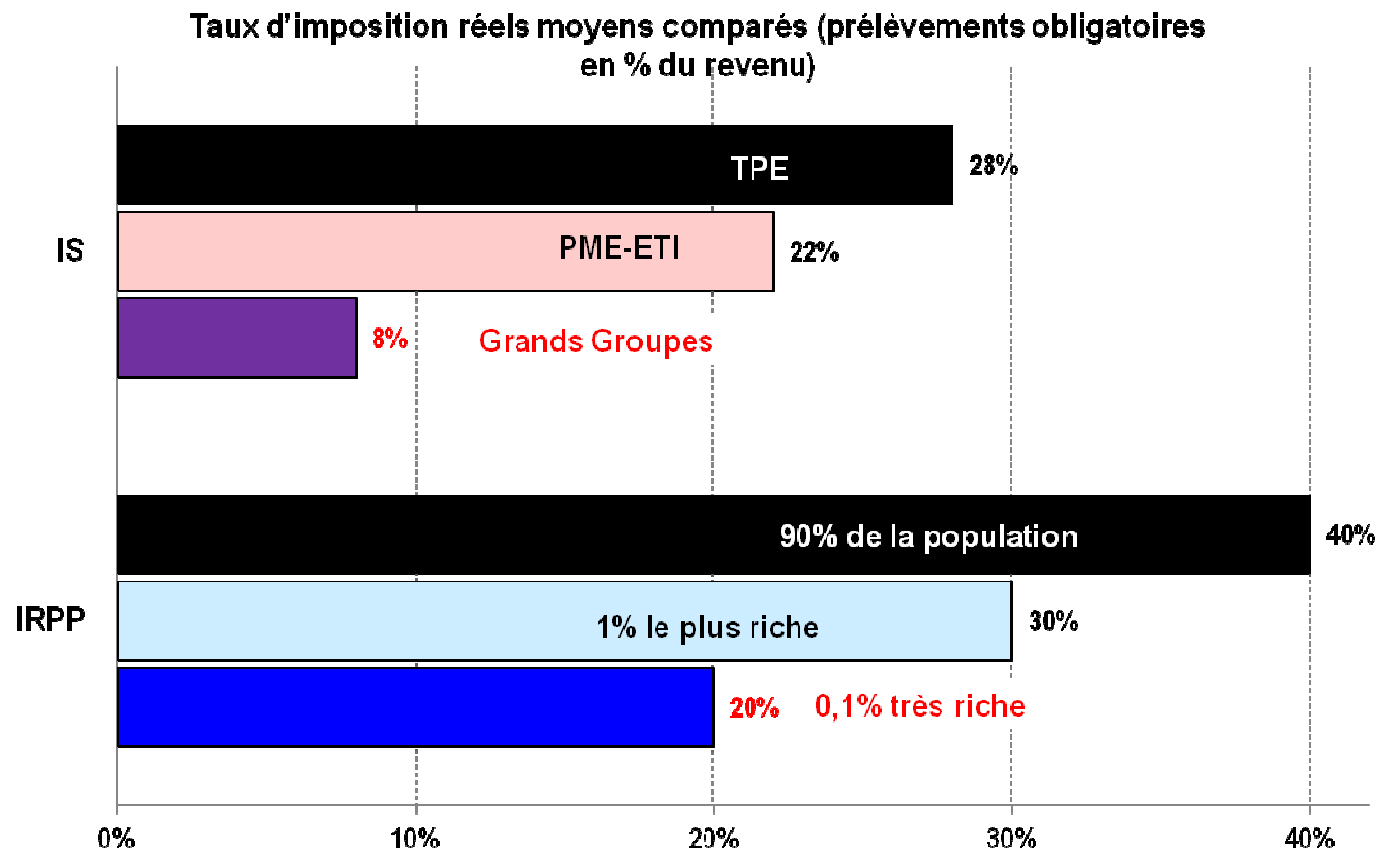


Dépenses fiscales 2011 (niches en Md€)



Source : Alternatives économiques (septembre 2011) ; Katia Weidenfeld : À l'ombre des niches fiscales (Economica 2011) ;
Projet de loi de finances 2011 (Assemblée nationale)

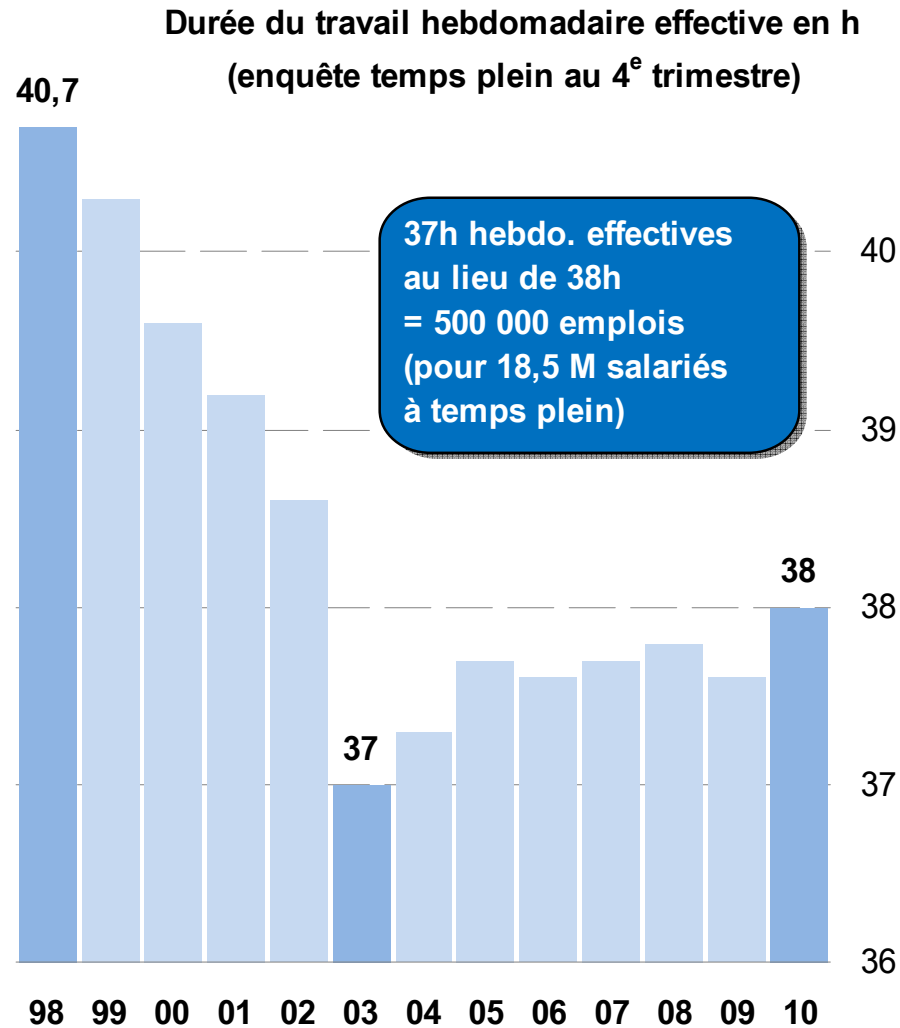
Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



Source : Fondation Copernic : « Un impôt juste pour une société juste » (éd. Syllepse)

Sur le partage du temps de travail

Evolution de la durée du travail hebdomadaire en France

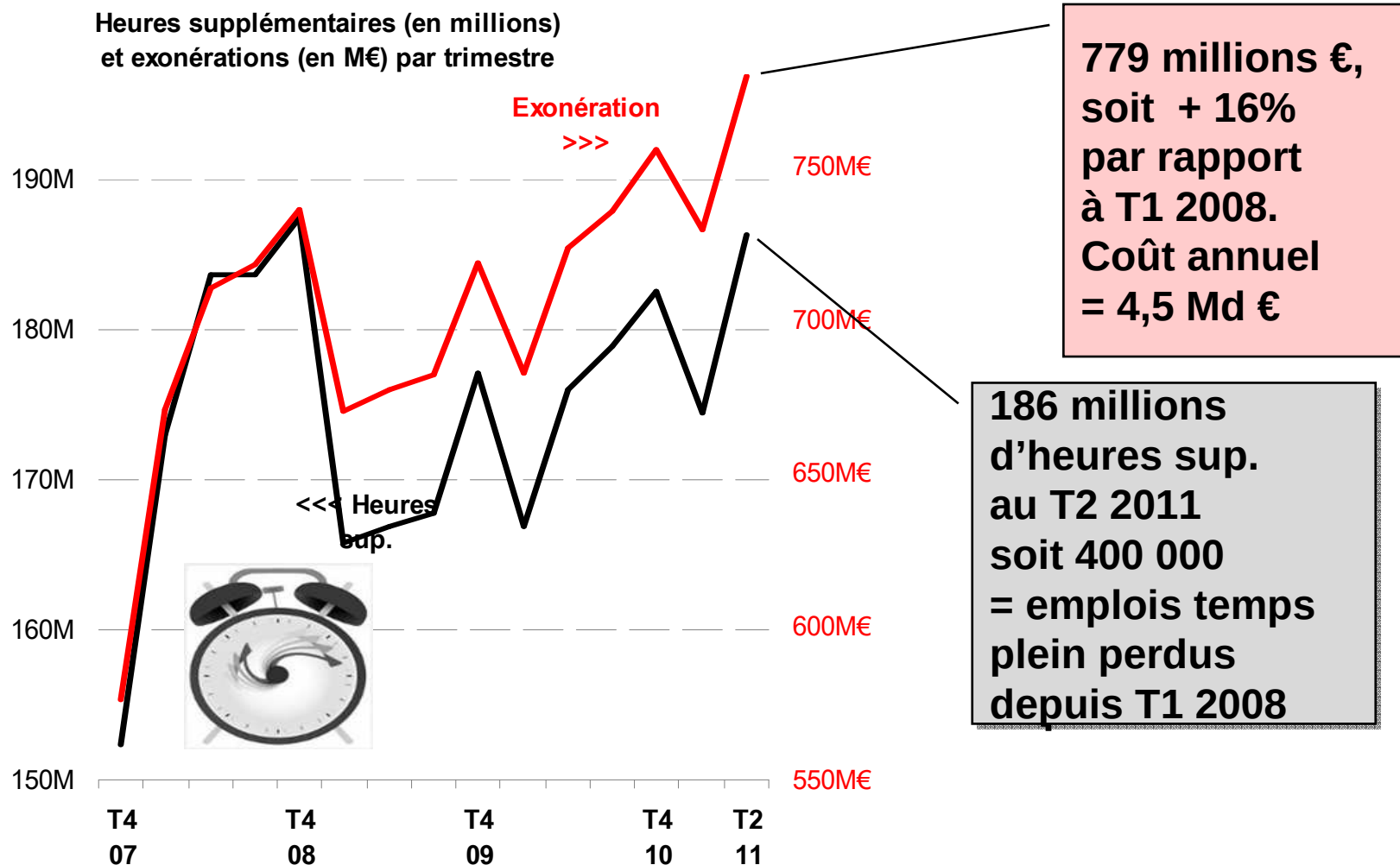


Cet accroissement d'une heure en moyenne (entre 2003 et 2010) du temps de travail hebdomadaire de 25 millions de salariés correspond à 660 000 emplois à temps plein ... de « perdus ».

Alors qu'il y a plus de 5 millions de demandeurs d'emploi !

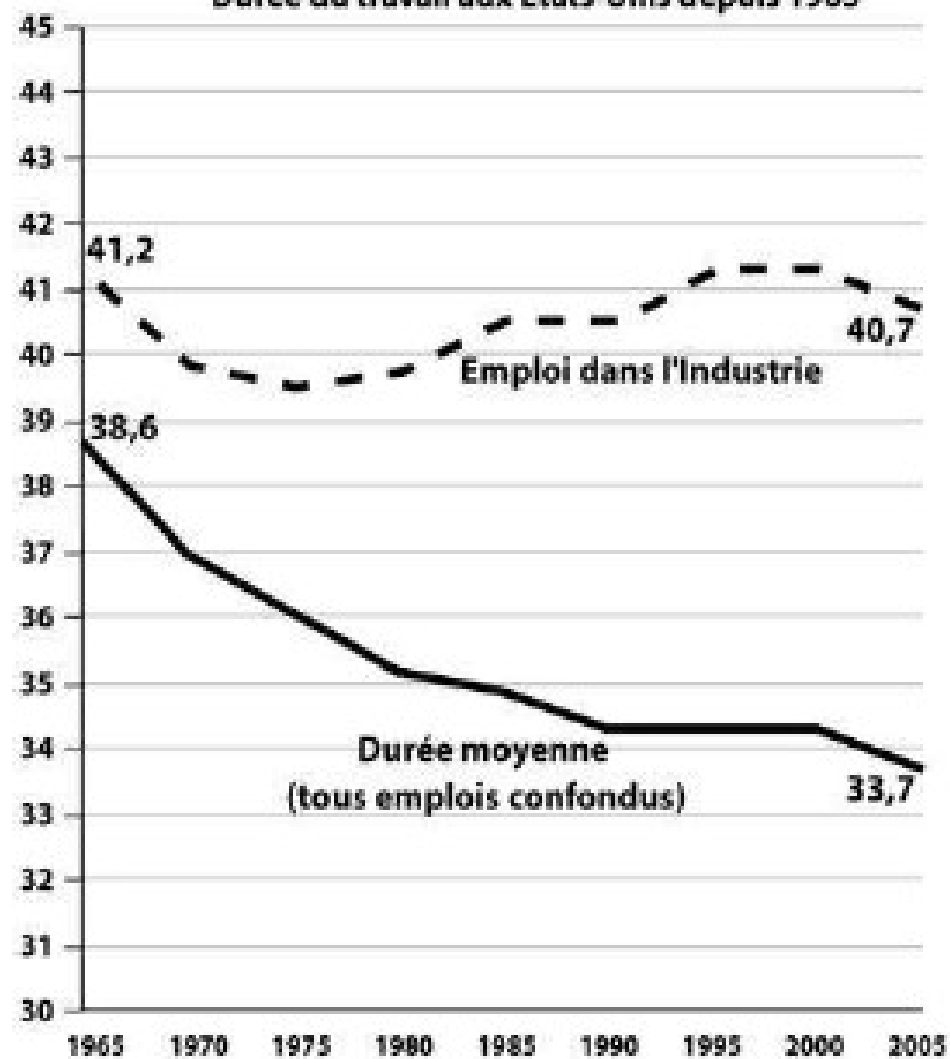
Voilà l'un des résultats du démantèlement des lois Aubry sur la RTT

Partage du temps de travail : la preuve par les heures supplémentaires et les exonérations



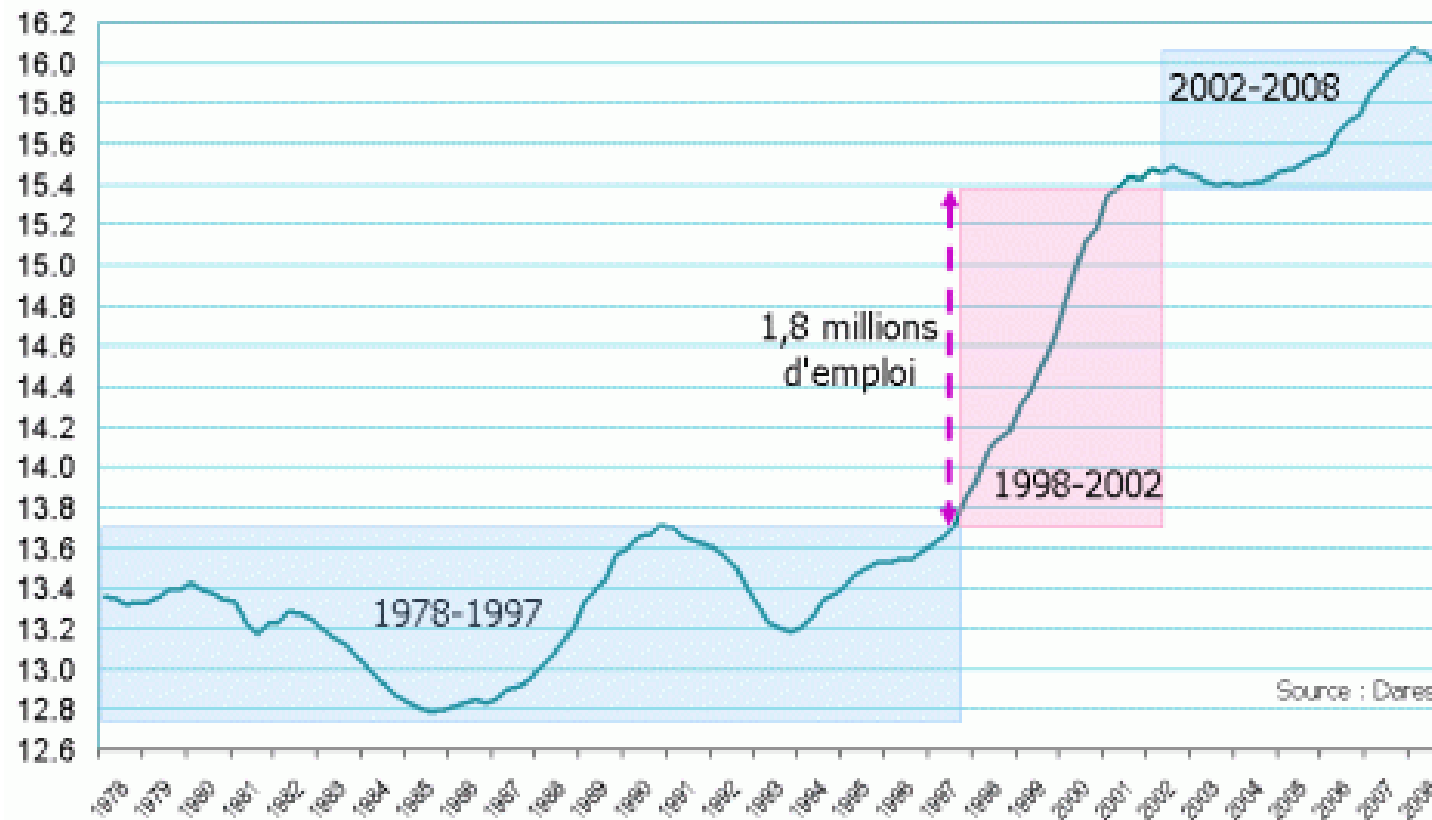
Source : Acoff (Urssaf), Eurostat (enquête EFT)

Durée du travail aux États-Unis depuis 1965



Sources : Economic Report of the President - Février 2007

Trente ans d'emploi dans le secteur privé en France



«Si on regarde l'évolution de l'emploi dans le secteur privé depuis 30 ans (graphique ci-dessous) on constate qu'il a faiblement augmenté durant 20 ans, entre 1978 et 1997. Puis, l'emploi franchit une véritable marche d'escalier entre 1998 et 2002 qui équivaut à 1,8 million d'emplois. Depuis, la progression de l'emploi retrouve un rythme moins rapide, et la récession a déjà annulé toutes les créations d'emplois depuis 2002.

Dans cette progression, le fait majeur est évidemment la réduction de la durée du travail.»

Extrait de « Le livre qui dynamite les idées reçues sur le travail » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article911>

les 35 H dix ans après.
C'était bien ou pas ?



« 35 heures : le temps de travail en ... Allemagne »
Pierre-Alain Muet (député PS du Rhône) - 3 Janvier 2011 - Les invités de Mediapart

« En ces temps où la droite ne jure que par l'exemple allemand, et où certains à gauche cherchent l'originalité en reprenant la critique sarkozyste des 35 heures, il n'est pas inutile de rappeler les faits. **La durée hebdomadaire moyenne du travail a toujours été plus élevée en France qu'en Allemagne et dans les pays européens plus développés.** En 2009, dernière année disponible dans les statistiques de l'OCDE (1), la durée hebdomadaire moyenne du travail de l'ensemble des actifs s'élevait à 38 heures dans notre pays, nettement supérieure à celle de nos voisins, Allemands (35,7 h), Suédois (36,3 h), Britanniques (36,6 h), Suisses (35,1 h), Norvégiens (33,9 h), Danois (33,7 h), et a fortiori Hollandais qui, champions du temps partiel choisi, ont une durée hebdomadaire moyenne de 30,6 heures.

Et même lorsqu'on prend en compte les congés annuels, censés être beaucoup plus élevés chez nous qu'ailleurs, le Français travaille toujours plus que l'Allemand : 1550 heures en moyenne en 2009 contre 1390 de l'autre côté du Rhin. Les 35 heures des années 2000-2002 n'ont fait en leur temps que rapprocher la France de l'Allemagne. Ce sont en effet les seules années où les durées du travail ont été voisines en France et en Allemagne (36,5 heures en moyenne dans les deux pays en 2001-2002). La durée du travail a continué à diminuer en Allemagne après 2002, alors qu'elle augmentait à nouveau en France.

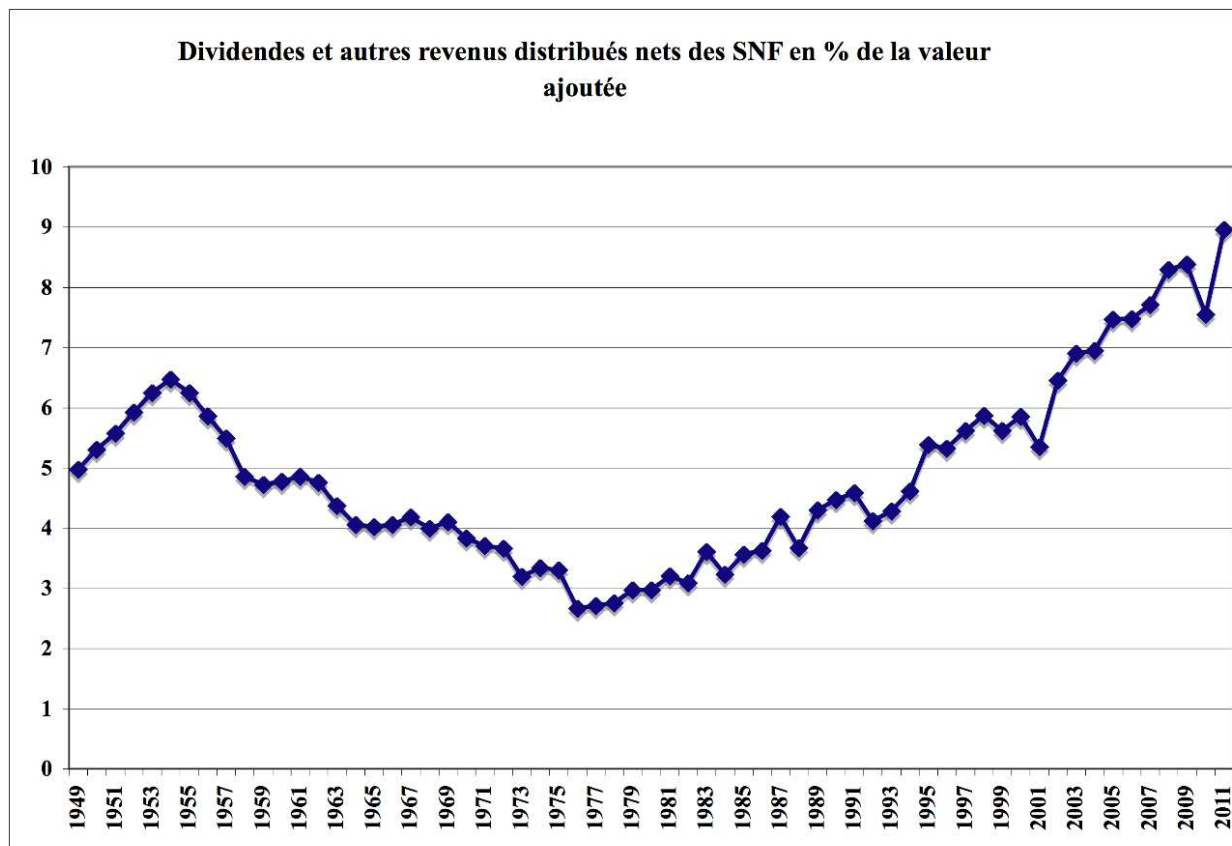
Il est vrai que le maintien de l'arme de destruction massive de l'emploi qu'est la politique de subvention aux heures supplémentaires en pleine explosion du chômage restera un cas d'école pour l'enseignement des décisions absurdes de politique économique. Favoriser la réduction du temps de travail ou au contraire les heures supplémentaires n'est pas une question idéologique, mais une question de situation conjoncturelle.

Quand une économie est au plein emploi avec des fortes pénuries de main-d'oeuvre, comme l'était la France dans les années 50, le recours aux heures supplémentaires est évidemment pertinent. Dans une situation de chômage massif comme c'était le cas dans les années qui ont précédé la mise en oeuvre des 35 heures ou à nouveau aujourd'hui, c'est naturellement la réduction du temps de travail la solution adéquate.

L'Allemagne, qui aborde avec pragmatisme la question du temps de travail, a massivement réduit le temps de travail et stimulé très fortement le chômage partiel - dont la dénomination pertinente est le terme allemand *Kurzarbeit* (travail réduit). La France, au contraire, s'est payé le luxe, dans cette crise, de subventionner à la fois les heures supplémentaires en même temps qu'elle subventionnait (un peu) son contraire: le chômage partiel ! Résultat: nos deux pays, qui avaient exactement le même taux de chômage à l'été 2008 (7,5 %), ont divergé, notre chômage a explosé (9,8 % fin 2010), alors que l'Allemagne, pourtant plus touchée que la France par la crise en raison de son ouverture aux échanges internationaux, a réussi à réduire le sien (6,7 %).

Et comme les salariés sont restés liés à l'entreprise au lieu de se retrouver au chômage, l'Allemagne a pu, en 2010, retrouver une croissance forte.

**Sur l'accroissement
de la part des dividendes**

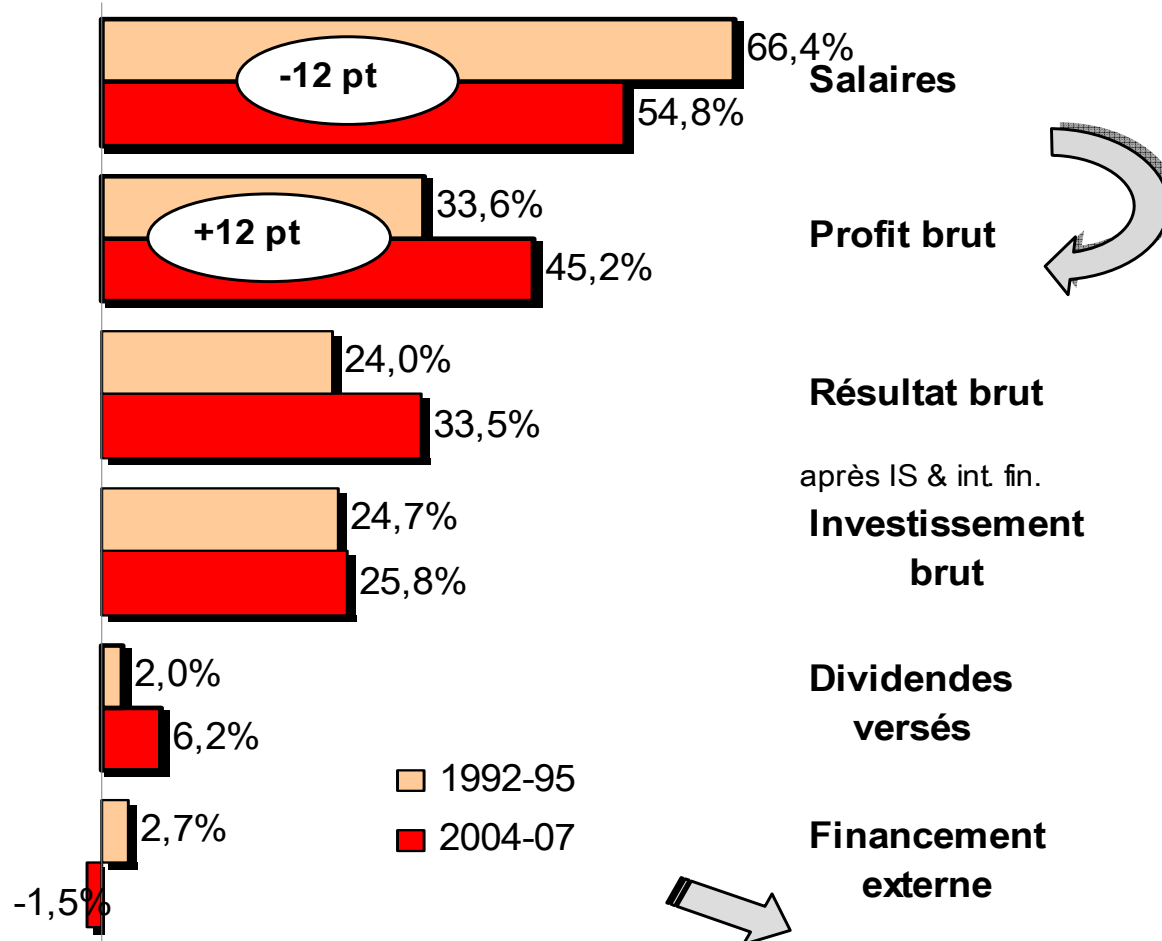


« Il s'agit ici des dividendes nets (versés – perçus), car ces sociétés détiennent des actions d'autres sociétés donc perçoivent des dividendes.

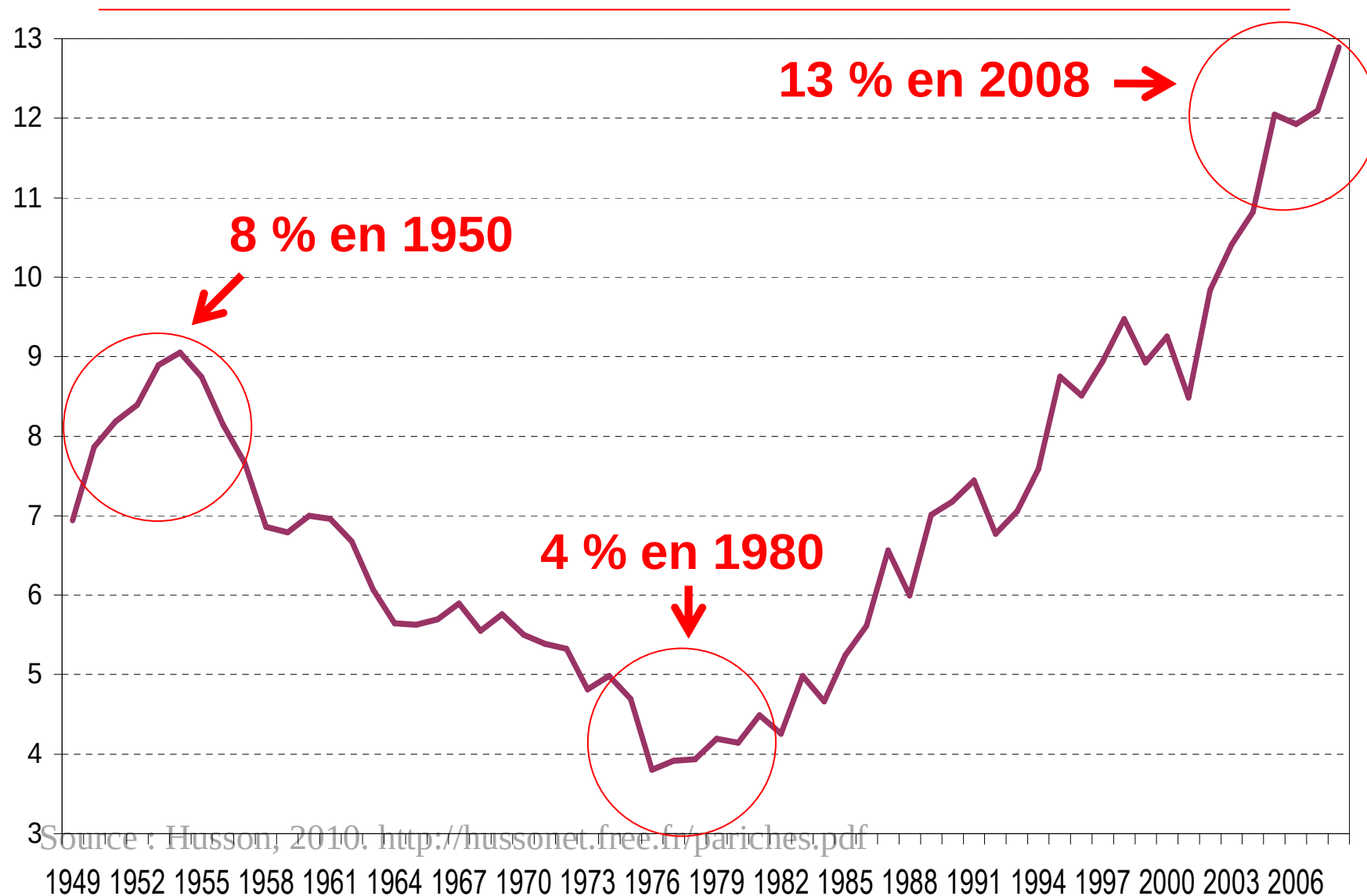
- La mention « et autres revenus distribués » se rapporte à des « quasi-dividendes ». L'actionnariat n'est pas la seule forme de propriété qui donne droit à versement de parts de bénéfices, on peut avoir des rémunérations d'associés ou d'autres porteurs de parts. Les dividendes nets, au sens strict, constituent environ les trois quarts du total des revenus distribués nets.»

Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2012/12/04/le-capitalisme-de-dividendes-lettre-a-keynes-et-des-super-documents-sur-la-dette-publique/#more-421>

Répartition de la VA des grands groupes (en %)

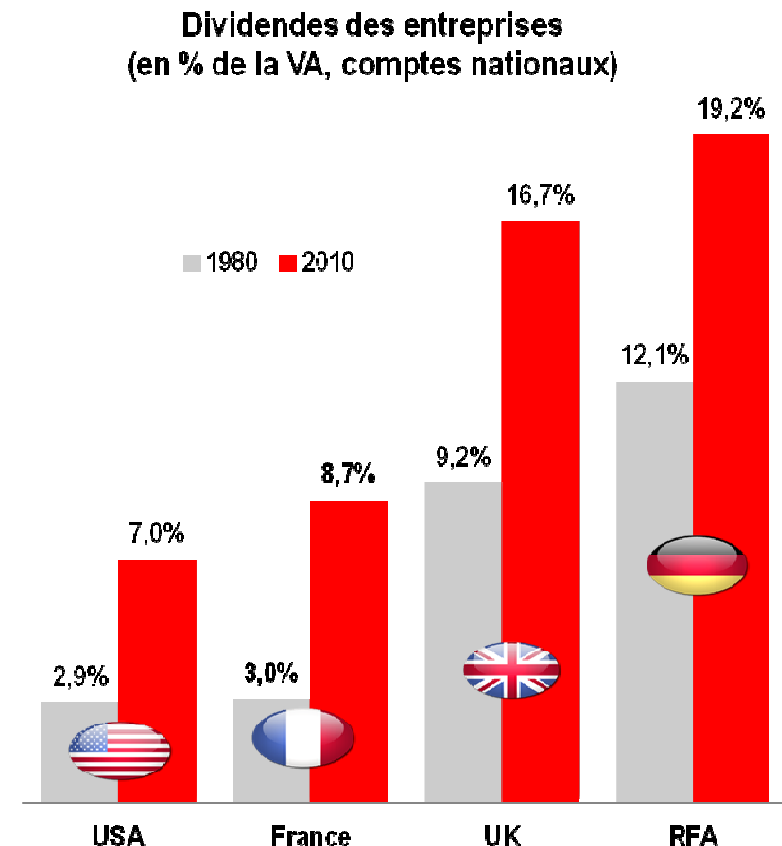


Dividendes en % de la masse salariale (France, 1949-2008)

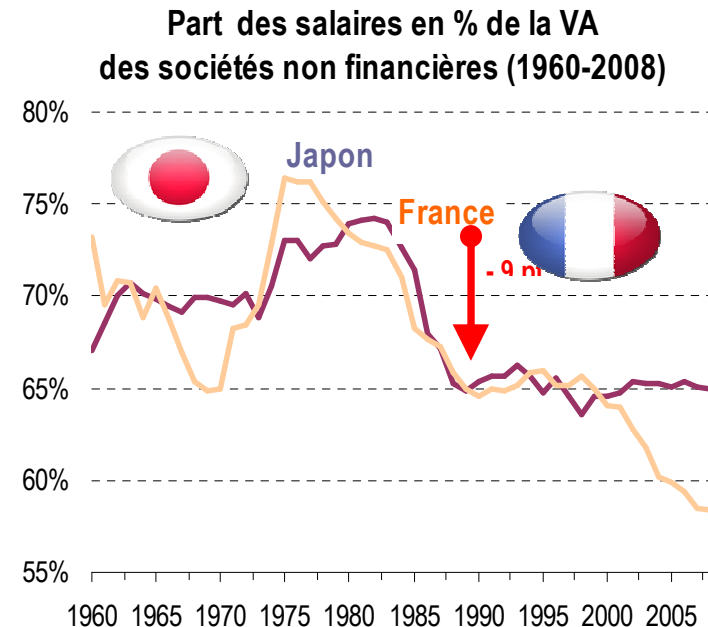
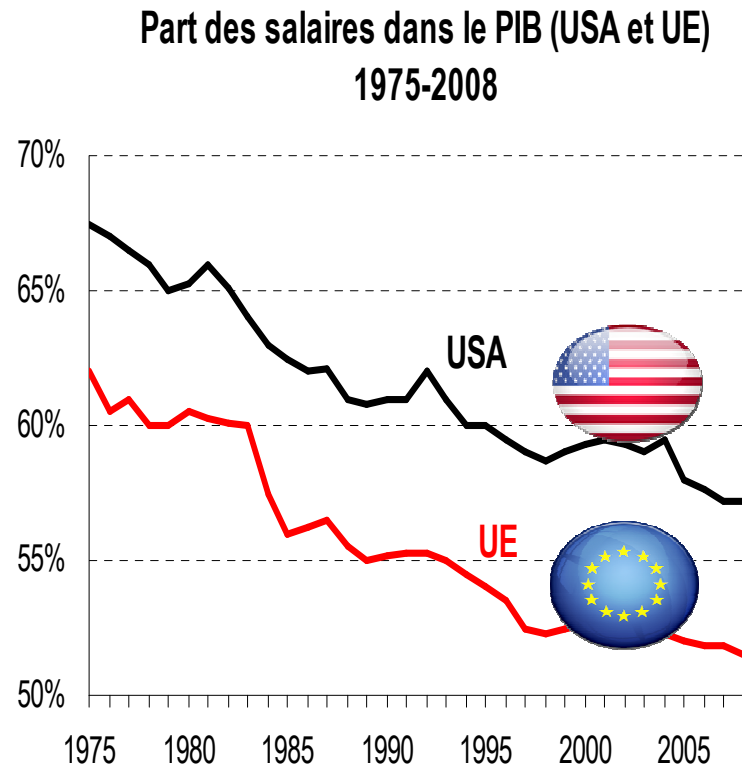


Profil du capitalisme « néolibéral » depuis les années 80 – non démenti par la crise

- 1. Baisse de la part des salaires**
(dans la VA des entreprises
ou le PIB par pays)
- 2. Hausse du taux de profit**
(bénéfice / capitaux)
- 3. Diminution relative du taux
d'investissement**
(FBCF / VA)
- 4. Forte augmentation
de la part des dividendes**



A quoi ont conduit ces 30 années de chômage de masse (ou de précarité généralisée dans les pays anglo-saxons) ?



Voir aussi : De la crise à la dette en passant par les banques - Origine et mécanismes d'une bombe à retardement (APEX -23 diapos) sur

<http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article902>

Ils ont dit

« Être dirigé par l'argent organisé est aussi dangereux que d'être dirigé par le crime organisé »

[Franklin D Roosevelt, 1936](#)

« Personne ne veut regarder les choses en face. Nous sommes en train de préparer le terrain pour d'autres crises, aussi violentes que celle que nous traversons. Elles détruiront des millions d'emplois à travers le monde. Depuis le début de la crise, *on s'est contenté de déplacer les fauteuils sur le pont du Titanic.* » -

[Joseph Stiglitz fin 2009](#)

« Je paie bien mes ouvriers pour qu'ils achètent mes voitures » [Henry Ford \(1863 – 1947\)](#)

« Dans son essence la création de monnaie ex nihilo actuelle par le système bancaire est identique... à la création de monnaie par des faux monnayeurs. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents. » - [Maurice Allais \(le seul Prix Nobel français d'économie\)](#)

« On ne peut pas dire la vérité à la télé : il y a trop de monde qui regarde » [Coluche](#)

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire » - [Albert Einstein](#)

« Quand la dernière rivière aura été empoisonnée, quand le dernier poisson aura été pêché, alors on saura que l'argent ne se mange pas ... » [Le chef Apache Geronimo](#)

« Comment prendre au sérieux des gens qui ont besoin de trois millions d'euros par an pour être heureux? » - [G. Mathieu \(caricaturiste\)](#)

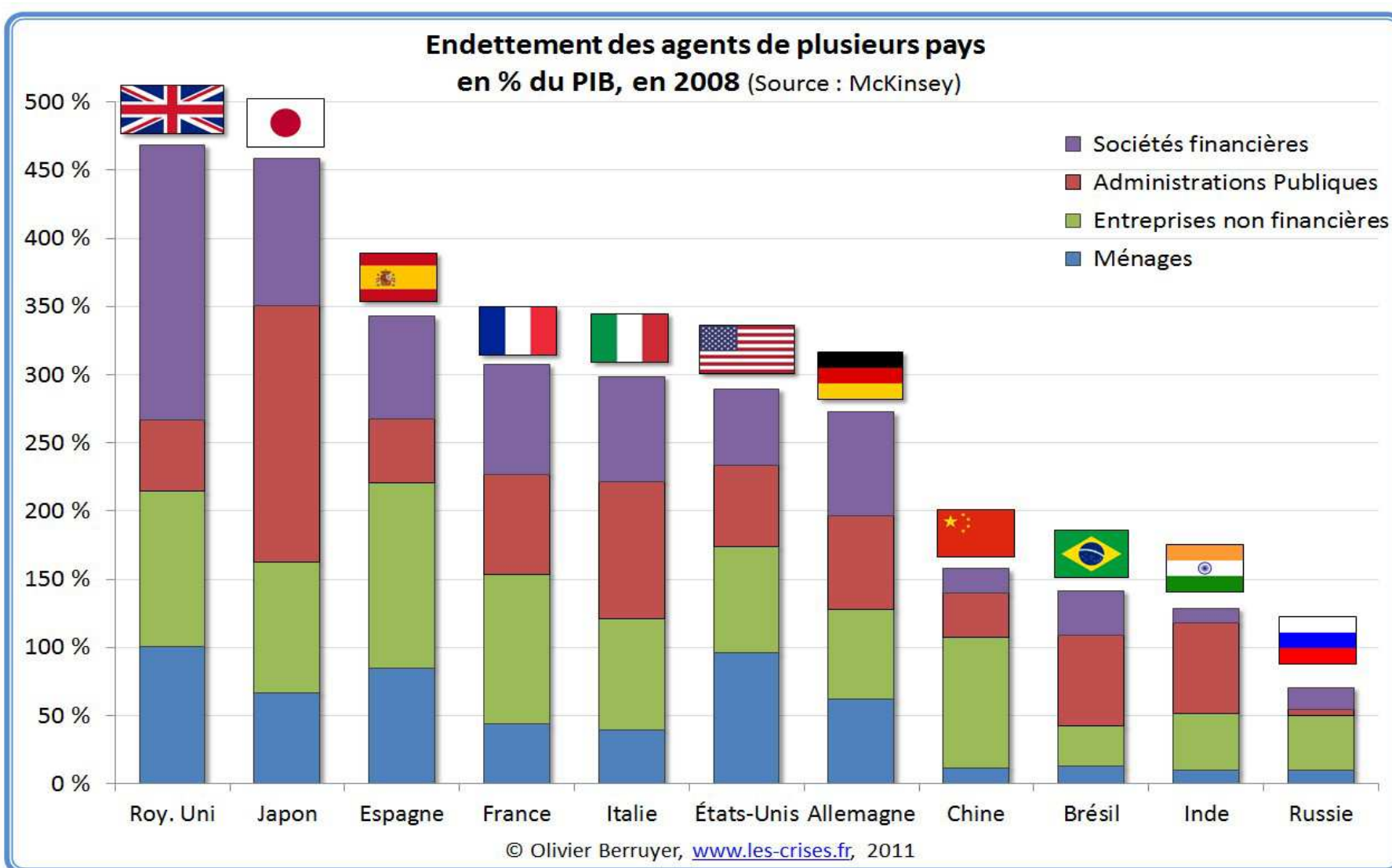
La dette des différents pays

Dette publique au sein des pays de l'Union européenne

en % de PIB

	2007	2008	2009	2010
Union européenne (27)	59,0	62,3	74,4	80,0
Zone euro (17)	66,2	69,9	79,3	85,1
Belgique	84,2	89,6	96,2	96,8
Danemark	27,5	34,5	41,8	43,6
Allemagne	64,9	66,3	73,5	83,2
Grèce	105,4	110,7	127,1	142,8
Espagne	36,1	39,8	53,3	60,1
France	64,2	68,2	79,0	82,3
Irlande	25,0	44,4	65,6	96,2
Italie	103,6	106,3	116,1	119,0
Luxembourg	6,7	13,6	14,6	18,4
Pays-Bas	45,3	58,2	60,8	62,7
Autriche	60,7	63,8	69,6	72,3
Portugal	68,3	71,6	83,0	93,0
Slovaquie	29,6	27,8	35,4	41,0
Finlande	35,2	34,1	43,8	48,4
Suède	40,2	38,8	42,8	39,8
Royaume-Uni	44,5	54,4	69,6	80,0
(*) au sens du traité de Maastricht				

Dettes publiques, dettes des ménages et dettes des entreprises

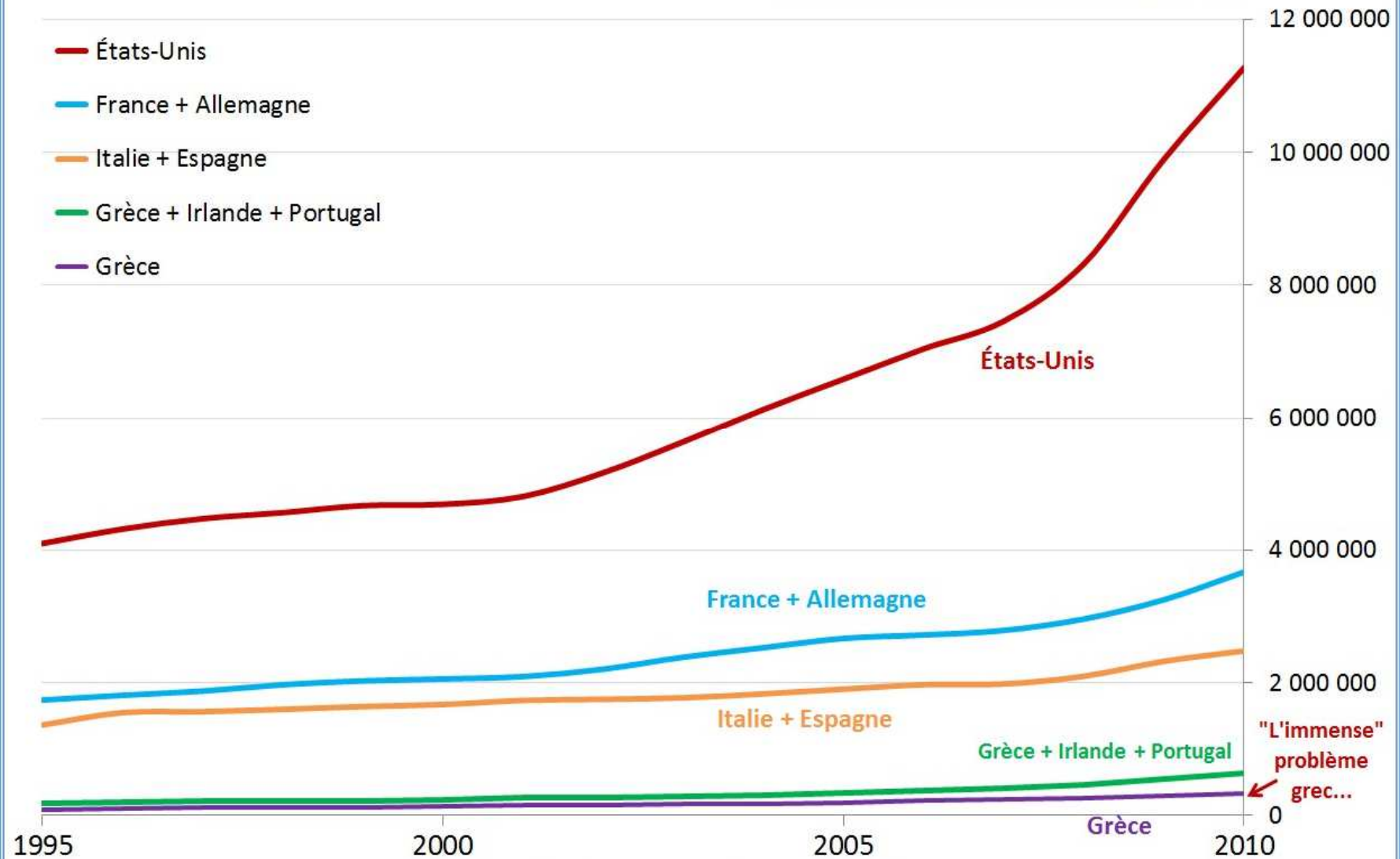


PLAN DE SAUVETAGE DE LA GRÈCE

LE CERCLE VICIEUX

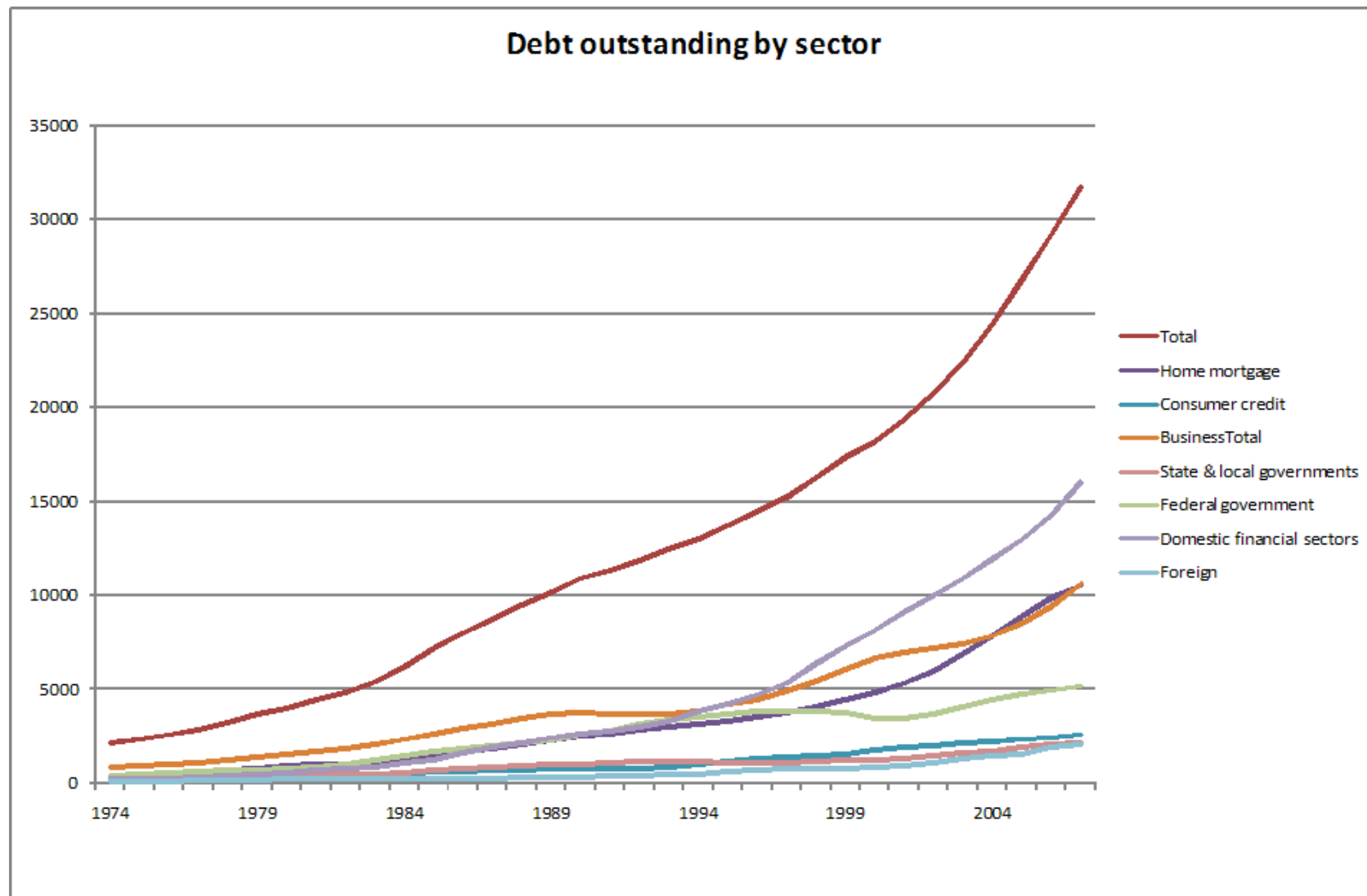


Évolution des dettes publiques, 1995-2010 (en M€) (Sources : EuroStat et Budget US)



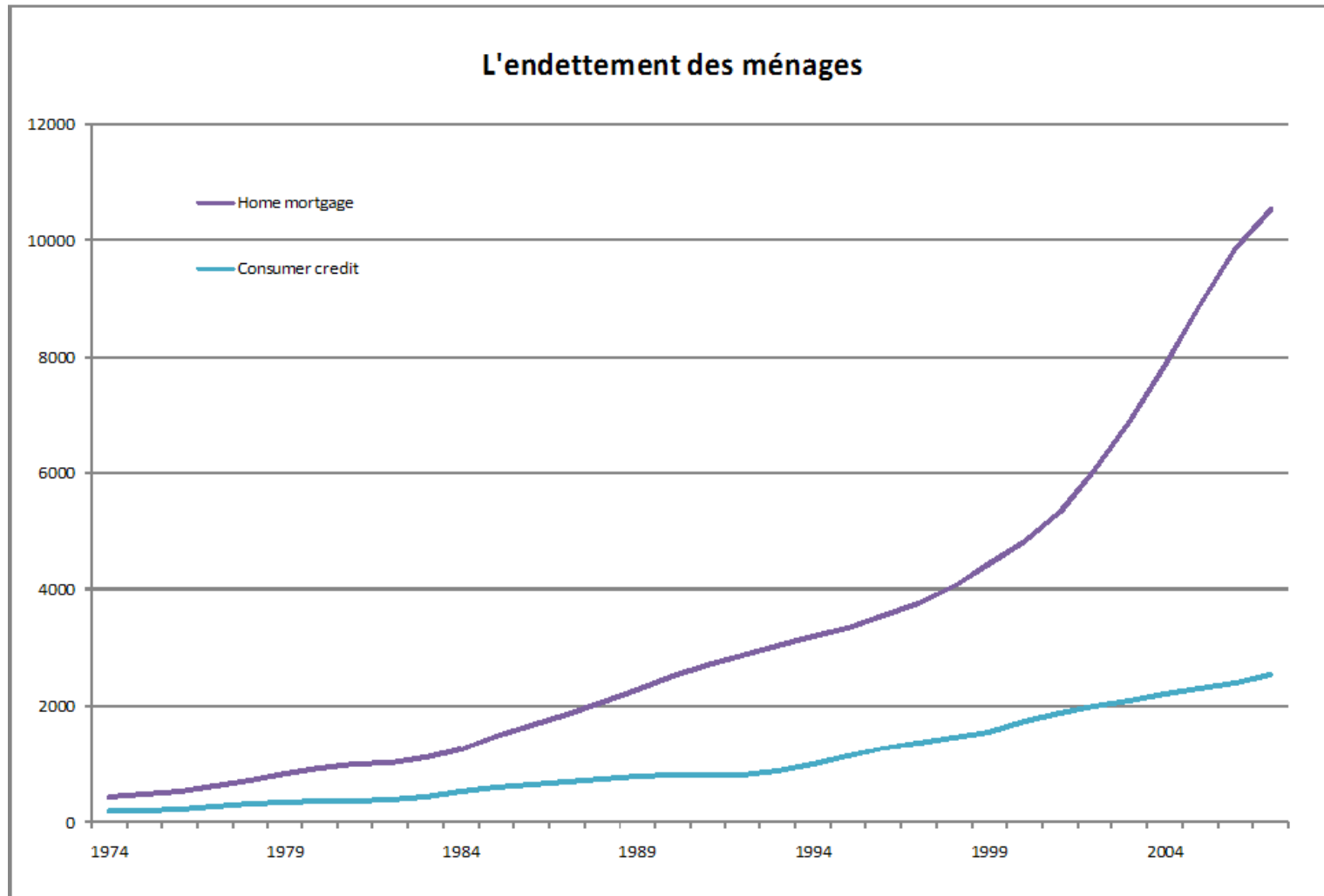
Les chiffres de la dette américaine

La dette américaine par secteurs



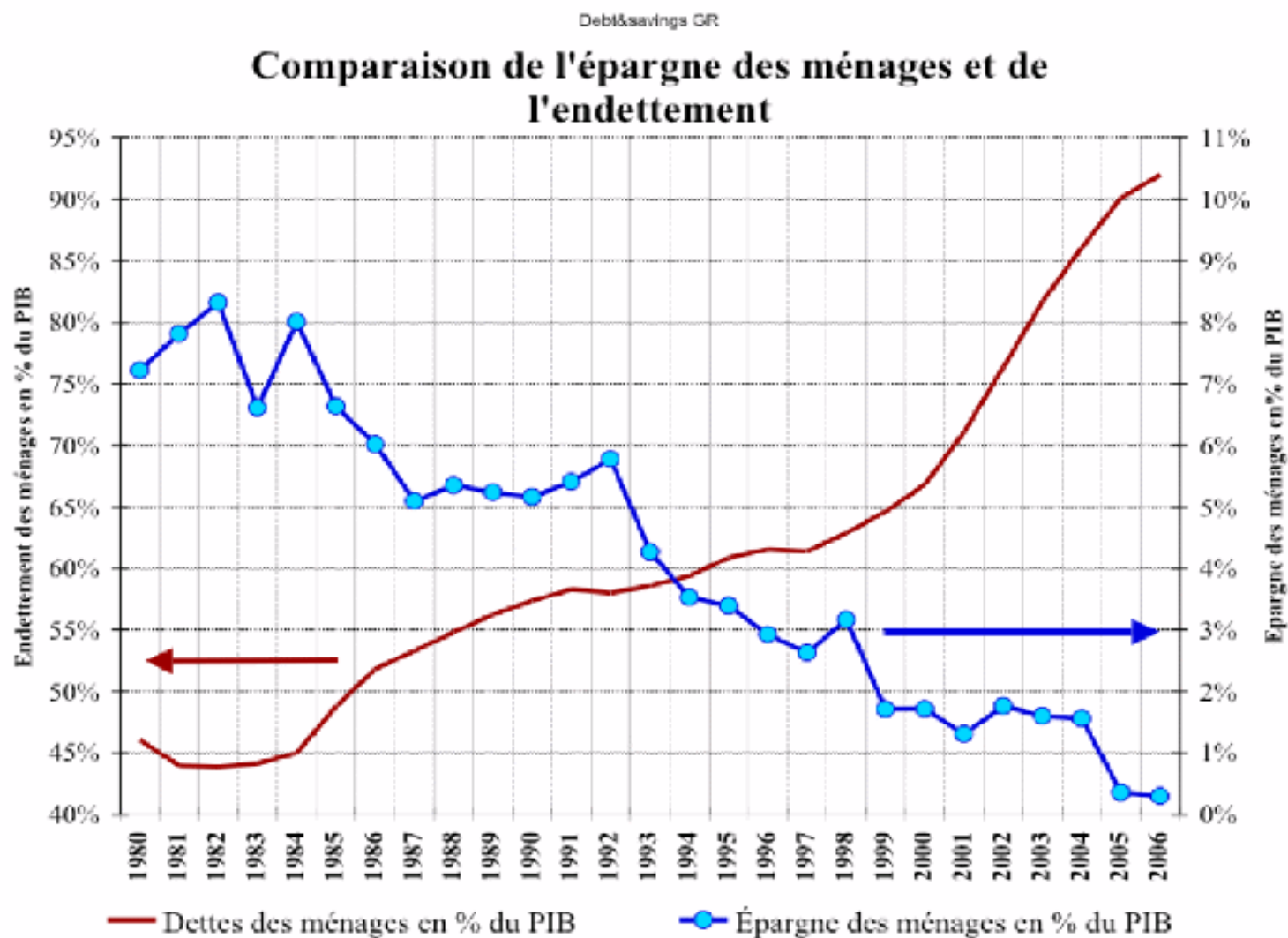
Source : [Federal reserve statistic release](#), 2008

L'économie américaine vit à crédit



Source [Federal reserve statistic release](#), 2008

L'économie américaine vit à crédit



L'économie américaine vit à crédit

Quelles explications ?

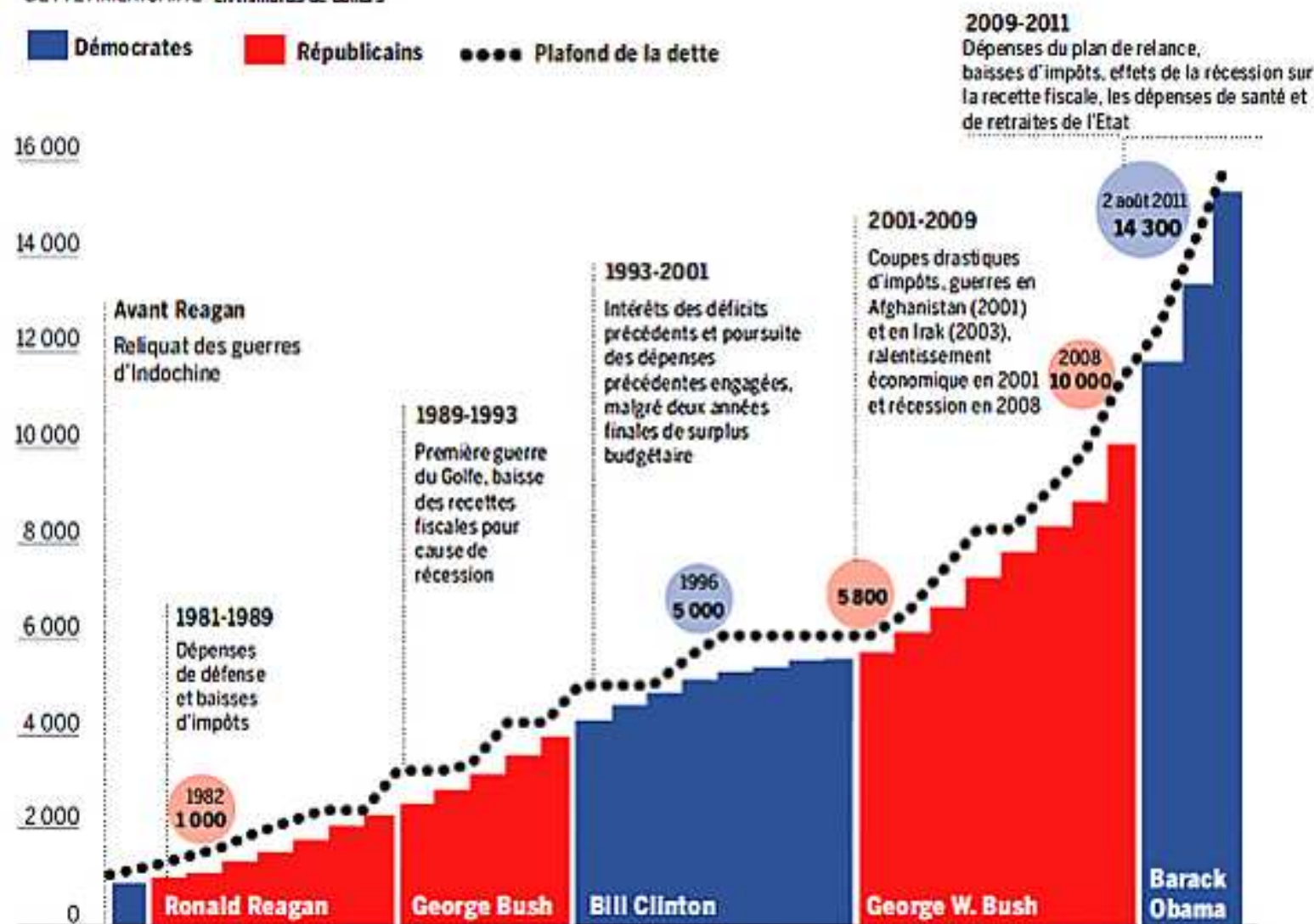
La très forte montée de l'endettement s'explique en partie par l'évolution des revenus. Les salaires ont stagné dans la dernière décennie poussant les ménages à s'endetter pour maintenir le niveau de consommation.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'importance de l'endettement américain dans le fonctionnement du système financier international. Les déséquilibres commerciaux mondiaux génèrent des déficits et des excédents... qui se traduisent automatiquement par des mouvements de capitaux. Si les États-Unis sont globalement endettés, c'est aussi qu'il existe ailleurs des États qui souscrivent à ces emprunts. La Chine, le Japon, certains États pétroliers (y compris par l'intermédiaire de Fonds souverains) sont très friands des bons du Trésor américain.

Comment les Etats-Unis ont accumulé 14 300 milliards de dollars de dette publique

DETTE AMÉRICAINE en milliards de dollars

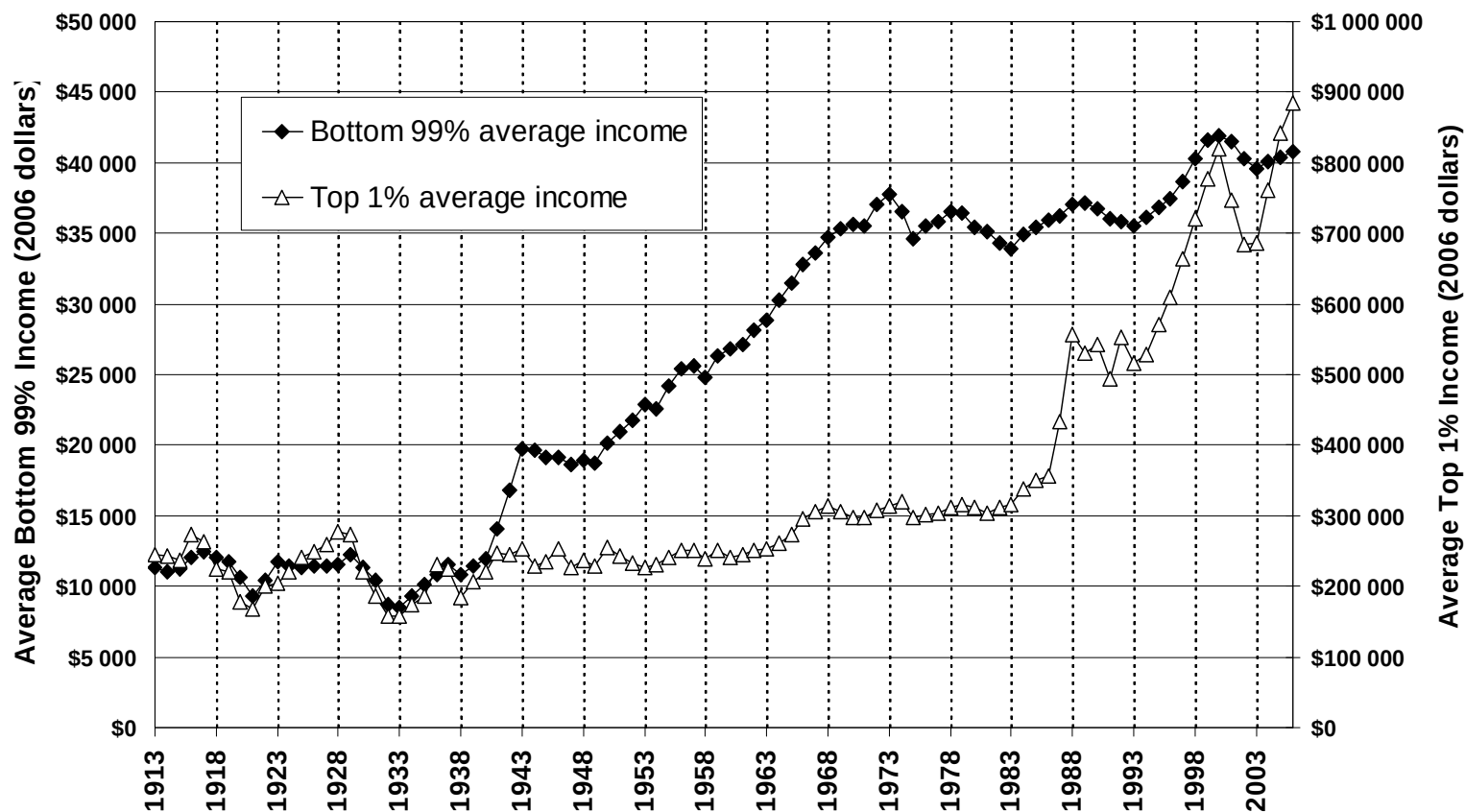
■ Démocrates ■ Républicains ●●●● Plafond de la dette



SOURCES : DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, BUREAU OF THE PUBLIC DEBT, FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET

L'explosion des inégalités de salaires et de revenus

Revenu réel moyen du 1% des ménages ayant les revenus les plus élevés et des 99% restant, aux USA de 1913 à 2006



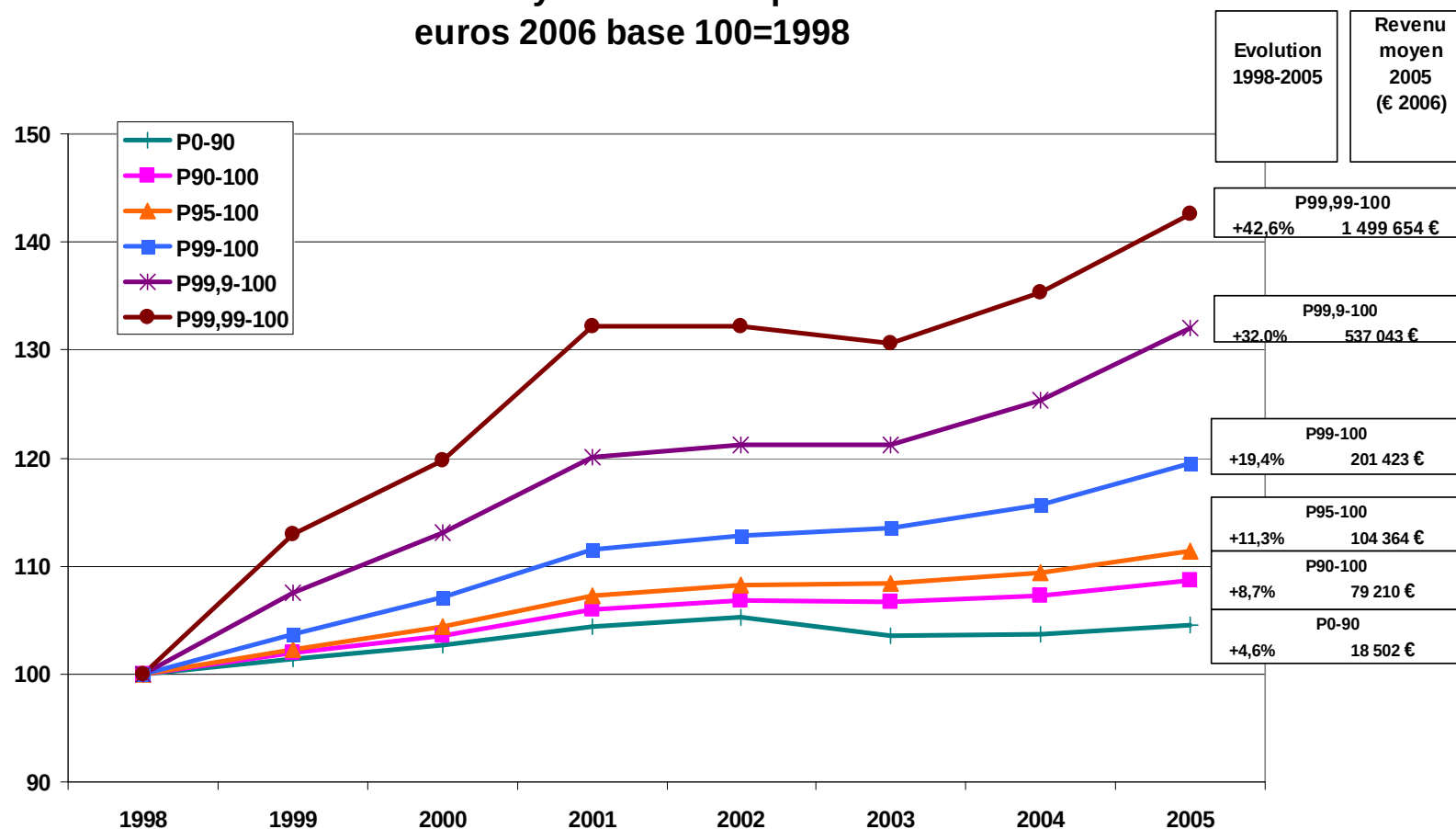
Source "Income inequality in the US, 1613-2002" de Thomas PIKETTY et Emmanuel <http://elsa.berkeley.edu/~saez/piketty-saezOUP04US.pdf>
Fichier Excel téléchargeable « elsa.berkeley.edu/~saez/TabFig2004prel.xls »

Il est important de constater que le revenu des 99% de ménages a augmenté seulement de 8,5% de 1973 à 2006

Ces revenus s'entendent avant impôts et hors plus-values en capital.

Les hauts revenus dans l'étude des inégalités (France)

Evolution des revenus moyens déclarés pour différents fractiles
euros 2006 base 100=1998



Le fractile P90-100 correspond aux 10% des foyers les plus riches (3,5 millions de foyers sur 35 millions),
le fractile P95-100 au 5% des foyers les plus riches, etc...
le fractile P99,99-100 correspond aux 0,01% des foyers les plus riches (3 500 contribuables)

Source Camille Landais - Ecole d'économie de Paris <http://www.jourdan.ens.fr/~clandais/>

La mécanique de la crise des subprimes

Un ménage pauvre souhaite acheter un logement. Il contacte une banque qui lui propose un crédit, accompagné d'une hypothèque pour garantir ses remboursements.

Ce crédit est plus risqué, donc plus coûteux qu'un crédit hypothécaire à un ménage plus solvable (on appelle le taux d'intérêt prime lending rate d'où par extension subprime pour les crédits plus risqués)

Un endettement à taux variable.

La montée des prix de l'immobilier permet d'adosser d'autres crédits.

La hausse des taux d'intérêt à partir de 2005 en raison de la montée de l'inflation, provoque le retournement du marché immobilier et la montée des taux variables

Le retournement du marché immobilier provoque des défauts de paiement

Les banques récupèrent des logements dévalorisés. Leur mise sur le marché accélère la baisse des prix de l'immobilier.

Un marché relativement réduit, de l'ordre de 1700 à 2000 milliards de dollars, mais qui va se propager aux marchés financiers.

Une bombe à retardement.

Pour ceux qui veulent aller plus loin

Découvrez des analyses et propositions qui méritent le détour, par exemple de

Bernard FRIOT voir sur <http://www.reseau-salariat.info/>

Etienne CHOUARD voir des vidéos de ses nombreuses conférences, telles que par exemple :

http://www.dailymotion.com/video/xiyzh_h_etienne-chouard-conference-le-tirage-au-sort-comme-bombe-politiquement-durable-contre-l-oligarchie_news

Chronologie et description des dérives de la finance (59 diapos) sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article900>

Bibliographie

- « La crise » Hors-série poche Alternatives Economiques (avril 2009)
- « Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières » Frédéric LORDON
- « La crise des subprimes » Paul JORION
- « La crise , Des subprimes au séisme financier planétaire » Paul JORION
- « Le livre noir du libéralisme » Pierre LARROUTUROU (2007)
- « La dette publique, une affaire rentable – a qui profite le système? »
André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder
- « L'Empire de la honte » Jean ZIEGLER (2007)
- « La haine de l'Occident » Jean ZIEGLER (2008)
- « Comment les riches détruisent la planète » Hervé KEMPF (2008)
- « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme » Hervé KEMPF (2009)

Voir « Notes de lecture » d' *Alternatives Economiques*

http://www.alternatives-economiques.fr/notes-de-lecture_fr_01_02_04.html

Diapos diverses

Poser les vraies questions, c'est y répondre !

Confiscation de la valeur par le profit

Taxation des dividendes
Fiscalité fortement progressive

Suppression de la TVA, des exonérations patronales et niches sur les hauts revenus

Répartition des richesses

Augmentation des minima, salaires et retraites
Baisse du temps de travail

Premier pas :
Basculer 5 points de VA vers les salaires
= 100 Md€

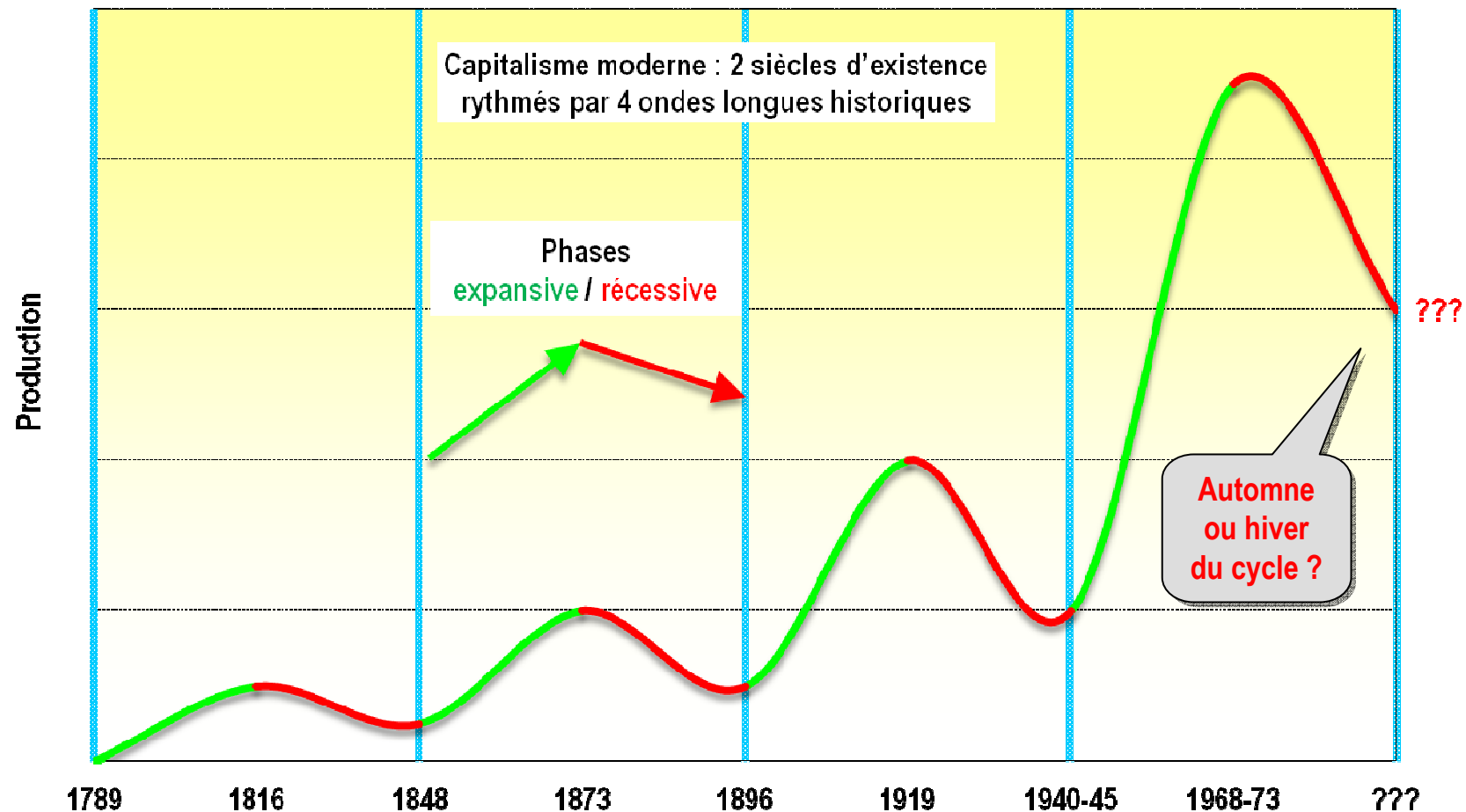
Investissement pour les besoins sociaux

Système bancaire public et contrôlé
Entraves à la spéculation financière (dette)

Investissements publics et sociaux
Contrôle étroit du crédit (taux différenciés)

Avec un droit de regard et de contrôle reconnu pour les salariés, les usagers et les consommateurs

Mise en perspective historique de la crise actuelle : Où la situer dans l'onde longue du capitalisme ?



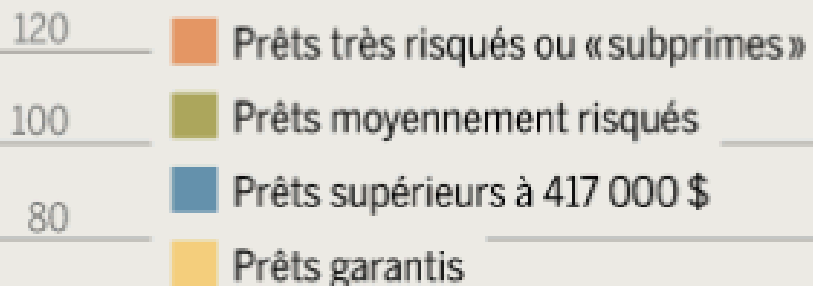
Source APEX

La mécanique de la crise des subprimes

Une bombe à retardement

► TRANSFORMATION PROGRAMMÉE DES PRÊTS IMMOBILIERS DE TAUX FIXES À TAUX VARIABLES AUX ÉTATS-UNIS

volume des prêts en milliards de dollars



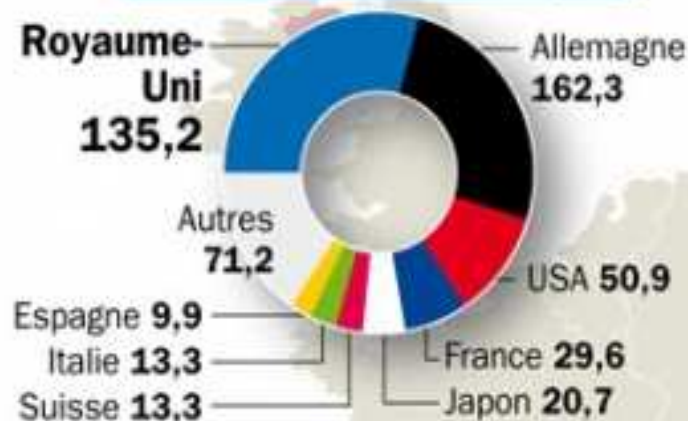
janv. mars mai juil. sept. nov. janv. mars mai juil. sept. nov. janv. 2007 2008 09

Source : Bank of America

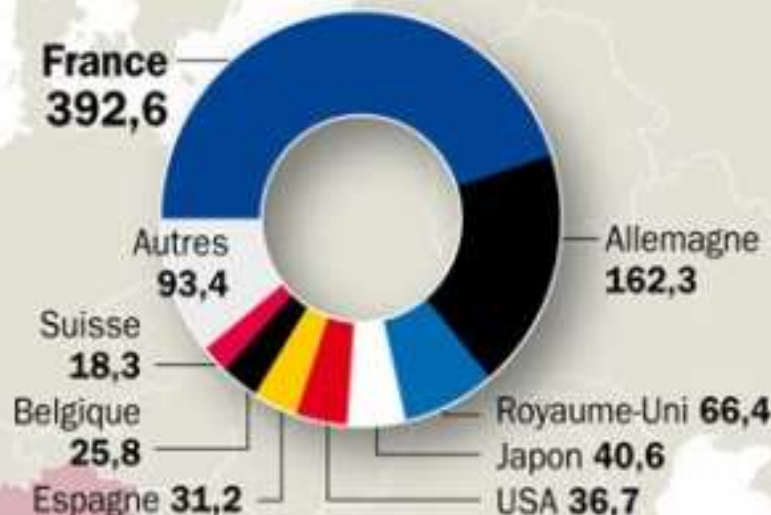
Dette : les pays les plus exposés, en milliards de dollars

*Montant cumulé auprès des 24 pays développés

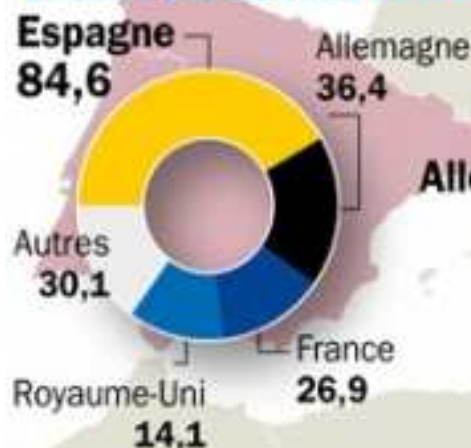
Dette irlandaise 462,3*



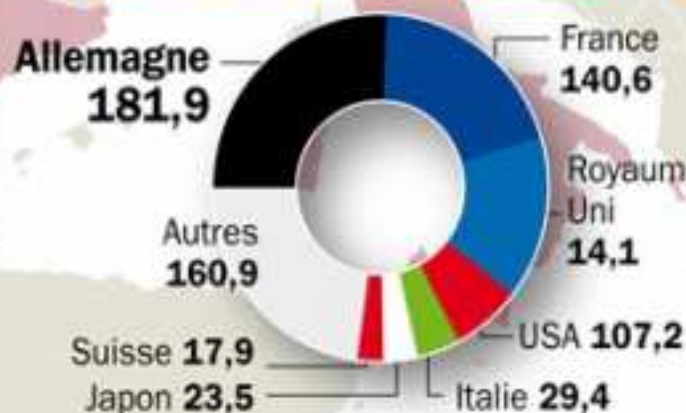
Dette italienne 867,3*



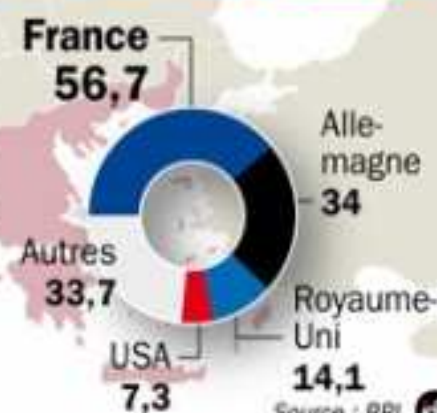
Dette portugaise 202,3*



Dette espagnole 708,6*



Dette grecque 145,8*



Source : BRI

Sphère financière

Chute de la Bourse

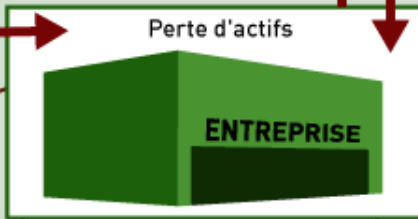


Cherche des sources
de financement

Refuse les prêts
["credit crunch"]

Sphère micro-économique

Perte d'actifs



Redoute la chute
des profits

Recherche
de liquidités,
vente d'actifs

Réduction
de la voilure

Réduction
de la voilure

Baisse ou arrêt
des embauches

Dégradation
des perspectives
d'activité

Panique
sur les marchés

Renonciation
à de nombreux
projets

Baisse
du prix
des actifs

Licenciements
ou faillite

Augmentation
du chômage

Baisse
de la
consommation

Baisse
des revenus

Sphère macro-économique

Crise financière : les mécanismes de la contagion

Source

http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/infographie/2008/10/13/crise-financiere-les-mecanismes-de-la-contagion_1106347_1101386.html

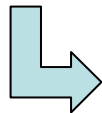
Le chômage est une des causes principales de la crise

30 années de chômage et de précarité

Ces 10% du PIB et les cadeaux fiscaux viennent alimenter l'économie virtuelle (finance dérégulée et spéculative)



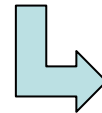
Les budgets publics systématiquement en déficit suite aux cadeaux fiscaux alimentent la **DETTE PUBLIQUE**



Croissance artificielle et non soutenable ...



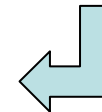
**Les bulles boursière et immobilière se retournent
(faillites de grandes banques et sociétés
d'assurance ...)
= Crise sociale, financière et économique**



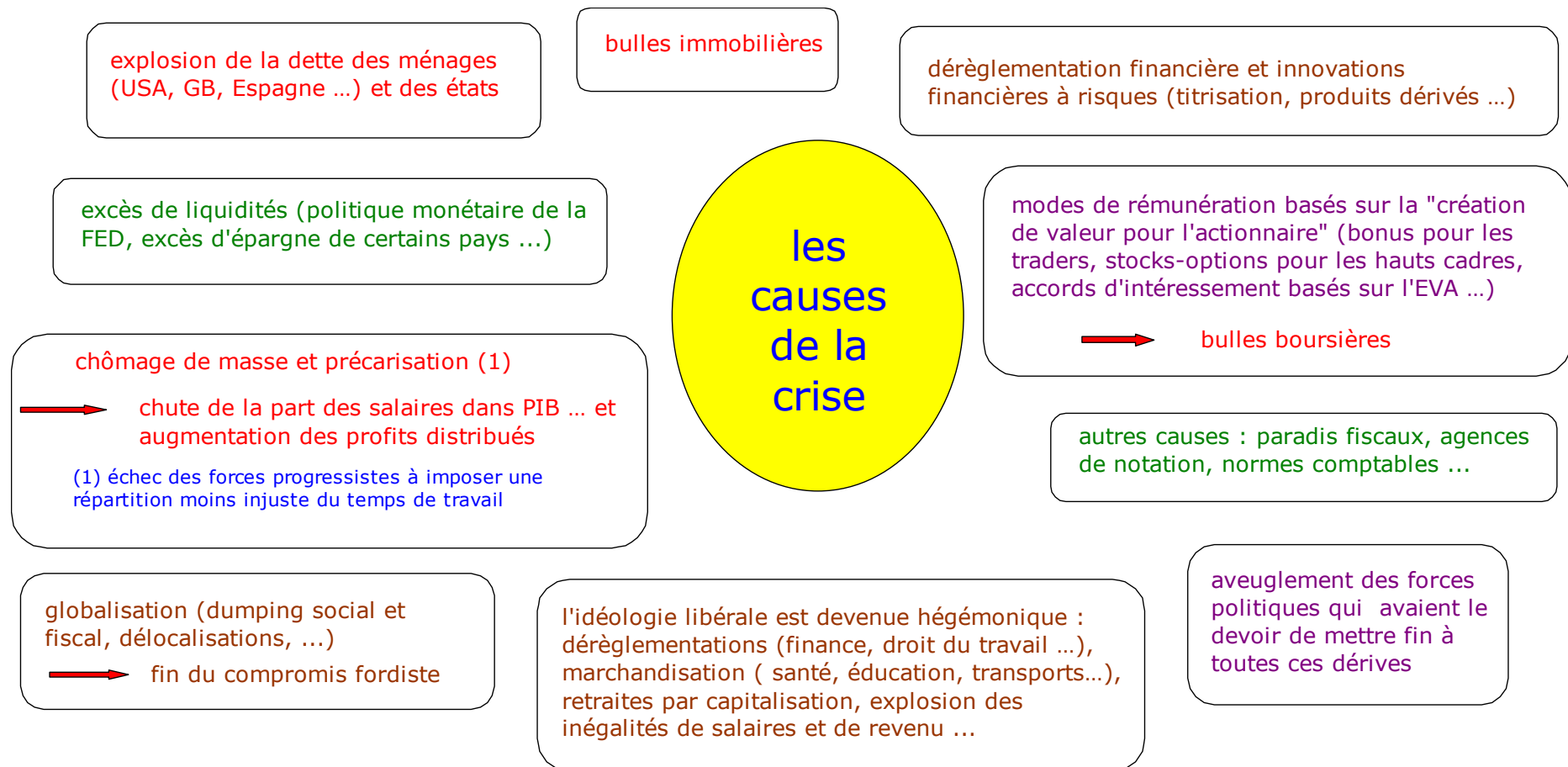
Baisse de 10% du PIB de la part des salaires directs et indirects (retraites, santé ...)



Croissance maintenue par l'augmentation continue de la **DETTE PRIVEE** (crédit revolving, crédits subprime ...)



Les causes de la crise !



Les conséquences de la crise

restriction drastique du crédit pour les pays en voie de développement, les entreprises, les ménages ...

baisse des retraites liées aux fonds de pension ("épargne salariale")

éclatement de la bulle immobilière : - aux USA 6 millions d'expulsions d'ici 2010 (2,3 millions en 2008) ...
- en Europe, grosses difficultés financières pour ceux qui ont acheté au sommet de la bulle ...

les conséquences de la crise

explosion du chômage

petits porteurs ruinés

Une forte baisse des ressources :
- de l'état (moins d'ISR, de taxe professionnelle et de TVA ...)
- des organismes sociaux (moins de cotisations maladie et vieillesse ...)
- des collectivités locales (moins de droits de mutation ...)

découlera de la baisse de l'activité économique, de la chute des transactions immobilières et de l'explosion du chômage

autres conséquences ?

Vous pouvez transmettre ce diaporama à vos amis

Ce diaporama peut être utilisé en « auto formation »

Ceux qui animent des formations ou des réunions débats peuvent
y sélectionner les diapos qui les intéressent

Pour recevoir la version modifiable sous Powerpoint, demander à

andre.martin69@orange.fr